

**Un officier français
tué à Beyrouth**

LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.200 l. ; Liban, 350 P. ; Lysée, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 24
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

LES RELATIONS INTERNATIONALES ET LA DESTRUCTION DU BOEING SUD-CORÉEN

Dénouement imprévu à la Conférence de Madrid

Étranges retrouvailles

Étranges retrouvailles que celles auxquelles se livrent à partir de ce mercredi dans la capitale espagnole les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays qui, il y a tout juste dix ans, ouvrirent ce qu'il est convenu d'appeler le « processus multilatéral » de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Il y a trois ans, entamaient à Madrid une nouvelle phase du même processus, la plus pénible de toutes et dont le hasard a voulu qu'elle se termine au beau milieu d'un des plus graves incidents aériens de l'après-guerre.

Il est vrai que ces rendez-vous ont servi tout aussi bien à l'investiture qu'à la négociation d'accords de coopération. Déjà au début de 1982, plusieurs des mêmes ministres s'étaient retrouvés à Madrid pour dénoncer le coup de force du général Jaruzelski en Pologne. La crise de l'Afghanistan a pesé de bout en bout sur les travaux. MM. Gromyko et Shultz s'expliquaient ce mercredi sur la destruction du Boeing sud-coréen au moment même où Moscou vient d'admettre la paternité de la décision fatale. Mais il est vrai que le forum de Madrid, tout autant que l'ONU et son Conseil de sécurité, est destiné à servir d'écrin à l'indignation et de catalyseur de résonance pour les empénements verbales.

Mais le travail des diplomates participant au « processus » ne s'arrête pas là. La lecture du document final de Madrid est instructive à plus d'un titre. D'une part, certains hommages à la détente, que les signataires se disent décidés à transformer en « processus » tout à la fois effectif, continu, de plus en plus visible et global, de portée universelle, apparaissent singulièrement déçus à l'heure où le mot même de détente est généralement banni du vocabulaire occidental. Plus dérisoire encore, après la destruction de l'avion civil coréen, le vœu que « le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force soit strictement et effectivement respecté ».

Mais le texte contient aussi nombre de promesses qui valent d'être relevées. Les citoyens des pays de l'Est qui attendent l'autorisation d'émigrer seront heureux d'apprendre qu'une réponse devra maintenant leur être donnée dans un délai déterminé et qu'ils ne devront pas être sanctionnés pour leur démarche. Les journalistes occidentaux à Moscou apprendront avec intérêt que leur travail sera facilité et, plus encore, que leurs publications feront l'objet d'une diffusion « plus libre et plus large ».

Sans doute les intéressés seront-ils sceptiques sur la volonté des gouvernements concernés de respecter l'esprit et même parfois la lettre de ces engagements. C'est ainsi que « le Monde » s'est vu refuser il y a un an l'accréditation à Moscou du correspondant qu'il avait choisi. Mais la pression qu'exercent les documents de ce genre sur les gouvernements autoritaires n'est pas négligeable. Déjà la publication de l'acte final d'Helsinki en 1975 avait renforcé les vents de liberté à l'Est.

La C.S.C.E., c'est enfin un vaste calendrier de rencontres dans tous les domaines : des réunions qui vont commencer dès cet automne sur les « mesures de confiance militaire » au rendez-vous de Vienne, en 1986, pour un nouvel examen des « suites » de la conférence, en passant par des rencontres d'experts sur les droits de l'homme, la liste établie à Madrid est impressionnante. Elle prouve au moins que, malgré la tension et les désaccords, personne n'entend renouer au « processus ».

Les pays de l'Est et de l'Ouest vont approuver le plus important accord conclu depuis l'intervention soviétique en Afghanistan

De notre envoyé spécial

Madrid. — Un essouffissement de la position multilatérale a finalement permis d'aboutir mardi 6 septembre au résultat que l'on n'espérait plus : les trois journées prévues pour la réunion des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), de ce mercredi 7 au vendredi 9 septembre, seront bel et bien considérées comme une séance solennelle de clôture de la conférence de Madrid. Et non, comme on le pensait la veille encore, comme une sorte de rassemblement informel qui n'aurait eu qu'à prendre acte de l'absence d'unanimité. Cette absence fut-elle provoquée par Malta, l'un de ces micro-Etats auxquels la C.S.C.E. a donné, depuis le début de ses travaux à Helsinki il y a dix ans, une voix égale à celle des autres pays du Vieux Continent — et même à celle des deux super-puissances.

Ce sauvetage in extremis de l'unanimité des « trente-cinq » doit beaucoup à l'action discrète mais efficace de deux pays que leur statut de neutralité voue, il est vrai, aux missions de bons offices : la Suisse et l'Autriche. Les délégués de l'un et l'autre n'ont pas ménagé leurs efforts pour empêcher l'adhésion de Malta à un texte que La Valette tenait à amener dans un sens plus nettement méditerranéen, au gré de ses représentants de l'Ouest comme de l'Est.

L'obstination maltaïse n'en posait pas moins un problème fondamental

pour la conférence, celui du respect de la règle de l'unanimité. Certes, bon nombre de délégués étaient prêts à passer outre pour empêcher le gouvernement de M. Dom Mintoff de faire échec à la volonté d'entente des grandes puissances. Mais on mesurait aussi dans les différentes délégations, et de part et d'autre du rideau de fer, combien l'entorse à cette règle pouvait se révéler douloureuse à terme.

Acquis dès le début des consultations, l'absence de l'Albanie parmi les « trente-cinq » — où ne manquent ni Monaco, ni Saint-Marin, ni le Liechtenstein, ni la Vatican — n'avait pas vraiment fait jurisprudence à cet égard. Pas plus que l'absence de la principauté d'Andorre, pourtant le plus grand des micro-Etats d'Europe, pour des raisons statutaires. Mais la détention, en cours de route, d'un des États signataires des accords d'Helsinki aurait pu ouvrir la voie à une désaffection progressive des gouvernements pour ce forum européen. Et l'abandon du principe de l'unanimité pouvait marquer une évolution vers la règle de la majorité simple, ce qui eût évidemment desservi entre autres le camp de l'Est.

Que l'accord ait été finalement arraché au plus fort de la crise ouverte par la meurtrière agression soviétique contre le Boeing coréen est, à cet égard, révélateur. Sans doute la rencontre Shultz-Gromyko

devrait-elle plus ressembler à un face-à-face qu'à un tête-à-tête, et l'entretien entre les ministres anglais et espagnols des affaires étrangères, MM. Howe et Moran, à propos du statut de Gibraltar a tourné court. Mais du moins le C.S.C.E. a-t-elle permis, et même multiplié ce type de rencontres. La Grèce et la Turquie, sans parler de Chypre, y auront converti de bien d'autres sujets que ceux de l'ordre du jour de l'interminable réunion, de même pour les deux Allemandes.

« Peut-être assistons-nous, veille que veille, à la naissance d'une sorte d'ONU européenne », disait dans les couloirs l'un des délégués qui se seront le plus dépensés pour le succès final, la représentant de la Suisse, M. Brunner.

De fait, et même si une grande ombre en forme de Boeing-747 plane sur les conclusions de la conférence, les délégués ont l'impression d'avoir esquissé quelque chose sur quoi on ne reviendra pas.

BERNARD BRIGOUTEUX.

Moscou admet partiellement ses responsabilités

Washington et Tokyo jugent insatisfaisante la déclaration soviétique

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait se réunir de nouveau mercredi soir 7 septembre pour poursuivre son débat sur l'affaire du Boeing-747 sud-coréen.

Le gouvernement de l'U.R.S.S. a finalement admis mardi soir que des chasseurs soviétiques avaient bien abattu l'appareil qu'ils avaient intercepté. Moscou persiste toutefois à prétendre que ses pilotes ne pouvaient savoir qu'il s'agissait d'un avion commercial.

Il aura fallu six jours pour que l'Union soviétique passe aux aveux. Et encore ! Des aveux en forme d'euphémisme, puisque la déclaration du gouvernement soviétique, publiée mardi soir 6 septembre, alors que les États-Unis faisaient entendre aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU l'enregistrement

des conversations tenues par les pilotes soviétiques sur la piste du Boeing sud-coréen, ne reconnaît pas formellement la destruction de l'appareil. Fidélité à la langue de bois : on n'abat pas un appareil commercial en U.R.S.S. ; on met « un terme à son vol ». Deux cent soixante-neuf personnes ont malheureusement payé de leur vie cette subtilité de langage.

S'il reconnaît bien que la chasse soviétique a mis « un terme » au vol du Boeing sud-coréen, s'il « regrette la mort d'innocents » et « partage la douleur de leurs parents et de leurs proches », le gouvernement de Moscou tente cependant de fuir ses responsabilités. Les seuls vrais responsables de la catastrophe sont les Américains, accusés d'avoir envoyé l'avion sud-coréen en mission d'espionnage. Après plusieurs jours de tâtonnements, de démentis indignés, de mensonges et de demi-vérités, les services soviétiques tiennent enfin leur explication. Une hypothèse parmi d'autres — rien ne prouve en effet que le Boeing n'était pas en mission d'espionnage, mais rien ne prouve le contraire — devient la vérité officielle.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 7.)

DEUX TEXTES DE RÉFÉRENCE

- La déclaration du gouvernement soviétique sur la destruction du Boeing sud-coréen (page 6).
- Le document de la Conférence de Madrid sur la sécurité en Europe (page 7).

LES PROJETS FISCAUX DU GOUVERNEMENT

Les riches et les autres

M. Pierre Mauroy a confirmé mardi 6 septembre au journal de la mi-journée d'Antenne 2 la création d'une surtaxe progressive en 1984 pour les contribuables qui, l'année prochaine, paieront plus de 20 000 francs d'impôt. Le premier ministre a également enfilé l'abaissement de la pression fiscale l'année prochaine.

L'abaissement des déficits des comptes de l'Etat, de la Sécurité sociale et des assurances-chômage est maintenant très profonde : le budget — c'est-à-dire les contribuables et non assurés — financera

l'année prochaine une partie du déficit de la Sécurité sociale avec la reconduction du 1 % sur le revenu imposable (les revenus des obligations soumis à prélèvement libératoire seront probablement imposés en 1984 alors qu'ils ne l'ont pas été cette année). Les assurés sociaux participeront à cet effort de réajustement par leur cotisation au régime vieillesse.

Ce sont encore les contribuables qui paieront le déficit de l'assurance-chômage avec le surtaxe progressive qui va être inscrite. Celle-ci, on s'en souvient, avait été constituée dès 1981 sous forme d'une taxe de 10 % (calculée sur l'impôt dû sur les revenus de 1981) dont le produit avait en 1982 été complété par un emprunt.

Cette majoration « exceptionnelle chômage » avait touché moins de 2 millions de contribuables. Elle avait été reconduite pour cette année, mais au taux de 7 % pour les personnes payant plus de 28 000 F d'impôt (la taxe a été calculée sur la partie d'impôt dépassant ce chiffre). Ce dispositif à taux unique va être abandonné l'année prochaine et remplacé par un système légèrement progressif dont le rendement va être quadruplé : environ 10 milliards de francs au lieu de 2,5 milliards de francs. Si les parlementaires ratifient le projet gouvernemental à l'automne, les contribuables qui paieront en 1984 un impôt supérieur à 20 000 F seront touchés. La surtaxe sera de 5 % de l'impôt dû entre 20 000 F et 30 000 F et de 10 % au

delà de 30 000 F. Un taux de 12 % avait été envisagé mais la crainte de trop imposer les classes moyennes et les cadres a incité M. Mauroy et Delors à réduire la pression. Il n'est même pas impossible que le taux finalement retenu soit légèrement inférieur à 10 %.

Si l'on retient l'hypothèse d'un élargissement de 9 % de toutes les tranches du barème l'année prochaine pour corriger l'impôt sur le revenu des effets de l'inflation (hypothèse qui a été écartée par M. Mauroy), un vœu que la surtaxe progressive s'applique assez bas dans l'échelle des revenus, même si elle ne doit toucher que 1,7 million de contribuables : à partir de 9 600 F de revenus brut mensuel (1) pour un célibataire, à partir de 13 330 F pour un couple sans enfant, à partir de 14 970 F pour un couple avec un enfant, à partir de 16 400 F pour un couple avec deux enfants.

Selon que l'on sera dans l'opposition ou dans la majorité, on dénoncera le « maitraquage fiscal » ou, au contraire, l'effort de justice sociale puisque cette surtaxe est légèrement progressive avec les revenus, alors que les cotisations sociales sont, elles, régressives.

On peut maintenant en toute objectivité souligner quelques conséquences des choix arrêtés.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 33.)

(1) Revenu brut, c'est-à-dire avant les abattements de 10 et 20 %, mais après le paiement des cotisations sociales.

L'ÉLECTION DE DREUX

Un laboratoire pour l'extrême droite

De notre envoyé spécial

Dreux. — « Tu verras, une trentaine de candidats risquent de nous faire perdre la municipalité dans deux ans... ». Ainsi parlait à M. François Gaspard le maire socialiste de l'époque, M. Jacques Duval, bistrot de son état, devenu depuis conseiller municipal chargé de la sécurité, qui voit défiler dans son établissement et écoute à longueur de journée une partie de la jeunesse drouaise. En fait d'analyse et de prévision politique, Sciocoe-Po contre le café du commerce, les grandes explications contre le ras-des-paqueteries. La gauche tout entière, M. Gaspard, M. Marcel Piquet, qui lui a succédé avant l'annulation de l'élection de mars, donneraient cher aujourd'hui pour avoir alors tendu l'oreille plus attentivement.

Les connerds ? Ces jeunes habitués de la petite délinquance quotidienne, ils — quelques-uns — de travailleurs immigrés au sens strict, le plus souvent de Français musulmans installés après la guerre d'Algérie et rejetés de tous côtés.

Le divorce, le fameux et fumeux ras-le-bol sur lequel aujourd'hui chacun se penche, Jacques Duval l'a vu naître et se cristalliser là sous ses

yeux d'ancien militant en rupture de P.S.U., avec son bebitude et sa jouteuse de type ouvert qui a le contact, encaeté et explicite. Petits vols, petits racketts, petite came à répétition, grands effets : voilà comment il avait vu la chose.

MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 8.)

Raymond ARON

50 ans de réflexion politique
Mémoires



Julliard

AU JOUR LE JOUR

Bataille

Dreux passera-t-elle à l'histoire ? On pourrait le croire tant la bataille qui s'y prépare suscite émoi, passions et peurs.

L'extrême droite voit en M. Stirbois un Charles Martel pour notre temps barrant la route à l'immigration moderne comme on le fit jadis, à Poitiers, pour l'invasion musulmane.

Les envahisseurs de 732 — autrement redoutables — avaient, eux aussi, apporté quelque chose à la France, comme on le constata quand ils furent partis.

BRUNO FRAPPAT.

Un entretien avec le cinéaste Federico Fellini

Lire page 17

La rentrée scolaire à l'épreuve de la rigueur

Lire notre supplément pages 12 et 13

Les prisons aux États-Unis

Lire page 5 le premier article d'une enquête de JOSYANE SAVIGNEAU

سكزاس الاصل

Le Monde

idées

Avons-nous entendu le pape ?

Les Églises à l'épreuve du monde

Toutes les Églises se veulent du monde et hors du monde. Elles trouvent leurs fidèles dans ce siècle, mais veulent leur délivrer un message qui le transcende. On n'en finit pas de recenser les conséquences de cette contradiction. La cohabitation de Dieu et de César qui s'appelle liberté religieuse, comme l'a rappelé Jean-Paul II à Lourdes, n'est pas évidente, estime Gérard Defois. Mais la culture n'a-t-elle une valeur qu'à la condition de servir à la prédication, ainsi que le déclarait Martin Luther, se demande Jacques Vincent.

PARMI les onze allocutions du pape à Lourdes il en est une qui a pu surprendre : l'appel du dimanche soir, lancé dans la nuit au terme de la célébration de la lumière. Pourquoi ce cri pour la liberté religieuse dans le monde, dans ce contexte d'un pèlerinage marial ?

De toute évidence, Jean-Paul II a voulu saisir cette occasion pour réitérer l'attention du plus grand nombre à une heure où de très nombreuses télévisions dans le monde captivent et diffusent un message. D'ailleurs en fin de semaine, comme pour illustrer l'actualité des inquiétudes du pape, nous apprenions qu'un nouveau vent soufflait le froid à l'égard de l'Eglise en Pologne. Déjà quelques semaines plus tôt, une série d'arrestations au Vietnam, des libérations difficilement obtenues en Tchécoslovaquie, révélaient que la foi religieuse était en butte à des mesures répressives.

Encore ne s'agit-il là que de pratiques publiques, voyantes et, pour ainsi dire officielles. Il faudrait, comme Jean-Paul II y invitait à Lourdes, faire le compte de toutes les tracasseries administratives ou autres qui conduisent le croyant à une mort civile, dans maints pays, à une déchéance sociale ou professionnelle ; rappeler encore la logique insidieuse qui, par le refus aux croyants de toute liberté de réunion ou d'expression commune, tend à vider l'institution religieuse de son dynamisme, à la menacer de disparition en organisant systématiquement son affaiblissement.

Un climat de matérialisme

La liberté religieuse s'inscrit dans l'ensemble des libertés de l'esprit, celles qui, pour leur défense, voient de nombreux croyants et militants dans le monde voués à la prison, au camp d'internement ou à l'exil. Oui, nous vivons à une époque où la dignité de l'homme est bafouée et parfois détruite dans sa conscience. Nous le savions, certes, théoriquement, mais cet appel de Lourdes le décrit très concrètement, et cela est surprenant pour nous qui bénéficions de sécurité et de liberté.

Le pape ne s'est pas seulement fait l'écho de ces oppressions subies par la conscience chrétienne, il l'a fondée sur la tradition évangélique et historique de l'Eglise. La foi chrétienne est comme par nature en contradiction avec « le monde », c'est-à-dire avec les pouvoirs de domination qui par intérêt d'idées, de force ou de puissance matérielle, entendent régenter, sinon asservir, des peuples et des convictions. Le martyre fait partie du témoignage constant de la foi chrétienne ; son histoire est labourée de cette querelle radicale où le vérité et la liberté de l'homme sont un enjeu politique. La force de l'esprit ne s'affirme que dans cette contestation des autorités qui confisquent à leurs fins les consciences, les croyances et parfois même l'Ab-solu.

Certes, depuis l'antiquité romaine, les formes de discrimination, quand bien même elles passent toujours par la prison et la mort, se sont « affinées ». La liberté religieuse est officiellement reconnue par la plupart des constitutions des Etats et par les conventions internationales, l'Acte final d'Helsinki en particulier. Mais, de manière ténue et d'autant plus sournoise l'on voit des croyants attaqués pour des raisons politiques, économiques quelquefois, souvent relevant de l'ordre public. Cette réalité de notre temps nous la croyions d'un autre âge, nous refusions, récemment encore, de la reconnaître, ces croyants devant être a priori des « réactionnaires ». Il faut bien le dire, seule la voix des « dissidents » nous a fait évoluer sur ce point. Nous le savons maintenant, tous les régimes totalitaires dans le monde mettent des croyants

par GÉRARD DEFOIS (*)

— chrétiens ou non — en prison, et il n'est pas de semaine où nous ne soyons appelés par Amnesty International à protester contre des disparitions, des vexations ou des emprisonnements, plus ou moins camouflés. Oui, la liberté de conscience et de foi religieuse est vraiment menacée.

Le pape dans son allocution sera encore plus surprenant pour nous : est-il si vrai que dans nos pays dits « libres », où nous ne connaissons pas de telles oppressions institutionnelles, vivre sa foi librement aille sans difficultés ? Des contraintes internes pèsent sur les consciences, « des habitudes et des courants de pensée contraires aux valeurs évangéliques », un « climat de matérialisme ou d'indifférentisme » religieux étouffent les aspirations spirituelles. Nous en constatons les conséquences pour la pratique religieuse, le catéchisme ou les activités spirituelles ; les obstacles viennent souvent moins d'un manque de foi que d'une organisation sociale, ou d'un banalisation de la vie dans les seules préoccupations matérielles. Quand ce n'est pas une conception purement individualiste et permissive de la liberté qui réduit l'horizon à la recherche d'une sécurité au jour le jour. Alors il faut aux croyants de toute nature du courage pour demeurer « lucides et fidèles », pour contrer ces dérives qui asservissent le regard ; sinon ils risquent d'y perdre l'âme.

La question de la liberté religieuse ne concerne pas que les victimes des régimes autoritaires ; elle est, en d'autres termes certes, (*) Ancien secrétaire général de l'épiscopat français.

an cœur de l'évolution de nos sociétés. De tous côtés, des voix s'élèvent pour demander de grands projets, un nouveau souffle, un sursaut spirituel ou quel que supplément d'âme pour sortir les uns de leur silence, les autres de leurs déceptions. A une meilleure profondeur le pape éclaire ces crises morales et culturelles : s'il n'y a pas de foi réelle sans liberté, c'est-à-dire sans accès responsable aux sources de la pensée et de la spiritualité, sans participation ouverte aux activités de communautés de croyants, il n'y a pas non plus de liberté sans foi, c'est-à-dire sans référence à un absolu qui fonde l'homme dans la transcendance, et l'empêche d'être manipulé comme l'objet inerte par des forces idéologiques ou politiques qui confisquent sa responsabilité et sa dignité.

Une leçon d'espoir

Dans le combat pour la liberté religieuse, l'humanisme est en cause. En prenant la tête de cette lutte, l'Eglise a conscience de servir toutes les libertés. Il s'agit bien d'une querelle, d'un affrontement historique entre la volonté morale de sauvegarder, à l'Est comme à l'Ouest, les droits de l'homme et de l'esprit, de la personne humaine et de la foi, et la volonté de puissance qui au nom de l'idéologie ou du progrès matériel marginalise les valeurs et les convictions. Dans ce défi de notre temps, nos peuples essouffés sont mis en demeure de retrouver leur héritage de témoins et leur âme d'êtres libres.

En 1980, Jean-Paul II l'avait dit aux évêques français : « Vous devez être très sensibles à tous les

dommages qui sont faits à l'esprit humain : à la conscience, aux convictions religieuses, etc. N'oubliez pas que l'avenir de l'Évangile et de l'Eglise s'élabore peut-être de manière particulière là où les hommes subissent parfois, pour leur foi et pour les conséquences de leur foi, des sacrifices dignes des premiers chrétiens. Vous ne pouvez garder le silence là-dessus face à votre société et à votre Eglise. »

Nous avons beaucoup à recevoir et à apprendre des luttes des autres peuples pour leur liberté. Leur force morale et leur dynamisme méritent mieux que notre admiration lointaine. Ils nous sont une leçon d'espoir.

Avant de nous quitter, le pape s'est adressé aux chrétiens non catholiques, aux israélites, aux musulmans et, aussi, longuement aux incroyants. Il a souligné tout ce que nous avons en commun pour servir l'homme dans sa dignité et sa liberté. La foi chrétienne de l'Eglise en l'absolu de Dieu lui permet de s'adresser à leur conscience et à leur responsabilité, car « la recherche de la liberté et celle de la vérité se rejoignent en Dieu », aussi le croyant respecte leur démarche loyale et le sens qu'ils donnent à leur vie.

Les médias nous ont fait voir le pape à Lourdes. L'avons-nous entendu ? Son cri pour la liberté religieuse est l'un des messages les plus importants qu'il nous ait laissés. Qu'en sera-t-il demain lorsque d'autres Églises seront contraintes de se tenir, quand nous serons désemparés devant nos silences sur l'essentiel ? Après le passage de Jean-Paul II à Lourdes, nous ne pourrions nous résigner.

LU

« LES DIMENSIONS DU CHANGEMENT » de Jean Onimus

Un combat d'amour

C'EST une démarche exemplaire que celle de Jean Onimus. Il a parlé d'à peu près tout ce qui tarabuste le monde moderne : l'enseignement, l'amour, la famille, la poésie et l'art, la crise de civilisation. Son itinéraire, qui l'a d'abord conduit de Pégu à Teilhard de Chardin, le rend maintenant attentif, comme Edgar Morin, aux problèmes que nouvelles que suggère la science, et notamment la biologie. Son dernier livre, *Les Dimensions du changement*, est lui-même l'exemple d'un itinéraire ouvert. Jean Onimus peut, sans sombrer dans un prophétisme suspect ou retourner à quelque positivisme périmé, chercher, en philosophie et en poésie, la signification des métaphores que fournit à un esprit curieux et fidèle à son mouvement propre le langage de la recherche.

L'irrépressible évolution technologique, le passage d'une réalité fixe à une réalité fluide, tourbillonnante, à la fois riche de promesses et de dangers, le sens aigu du provisoire et de la nécessaire dialectique de l'ordre et du désordre, tout cela, dans la grâce d'une langue aussi rigoureuse que riche de symboles, aussi ouverte aux visions les plus hardies qu'attentive à la conscience humble d'une existence qui ne se renie jamais (le bonheur, disait Teilhard, c'est l'« être au milieu »), tout cela est présent dans un livre qui fait quelquefois songer que la prétendue crise des intellectuels est surtout une crise de la personne, une sorte de capitulation argumentée.

« A boire », criait Gargantua à sa naissance. Jean Onimus est de ceux qui ont d'abord soif. A tous ceux qui refusent de séparer la connaissance et la vie sans

pour autant les confondre, qui ressentent au plus secret l'écho des contradictions contemporaines et n'acceptent ni de les réduire à la fois les illusions certitudes et la complaisance tragique, *Les Dimensions du changement* apportent une triple réponse méthodologique, personnelle et sociale.

S'il y a un maître mot dans ce livre, c'est celui-ci : « Avoir des relations est un autre mot pour dire... ». L'intelligence moderne, qui vit « à l'intérieur d'une mer déconcertante », trouve chez Onimus non point un rempart, mais la force d'une remise en marche qui est simultanément de l'ordre de la conscience et de l'ordre de la vie. D'où, avec la technique, avec les structures, avec les institutions, une sorte de combat d'amour où personne n'est perdant, où l'intuition du sens et la lucidité de l'intelligence s'épaulent parmi les ténébreuses fécondes.

« Le témoignage est en nous, écrit Jean Onimus, c'est notre existence qui est, par elle-même, signe. Car l'existence, chez l'homme, comme et mieux que chez l'animal, est déjà volonté d'exister, « jeu intense de fluctuations instables et d'hésitations ouvertes ».

C'est une sorte de miracle de dire tout de choses sur tant de sujets et de les tenir réunies dans la simplicité du cœur et le tremblement de la conscience. Méditation sur l'ouverture : « Les vraies valeurs sont celles qui ouvrent le plus ». Un livre, ose-t-on le dire, un livre enfin qui semble écrit pour les êtres humains.

JEAN SUR.

* Jean Onimus, *Les Dimensions du changement*, Desclée de Brouwer, 244 pages, 72 F.

Présence de Martin Luther

par JACQUES VINCENT (*)

CINQ cents ans après sa naissance, Martin Luther n'est pas une figure du passé. Comment expliquer le succès de cette pensée qui, aujourd'hui encore, régit sur l'Eglise luthérienne ? Un congrès réuni à Erfurt (République démocratique allemande), du 14 au 20 août, apporte des éléments de réponse. Les trois cent soixante-huit participants venaient, pour les deux tiers, des deux Allemagnes et des Etats-Unis, en raison de la diffusion du luthéranisme dans ces pays, auxquels il faut ajouter la Scandinavie. Plus surprenant était la présence de délégués du Brésil, de l'Australie, de l'Inde, de la Corée et du Japon.

Qu'a voulu Luther, et comment expliquer le succès du mouvement qu'il a déclenché ? En fait, Luther s'est trouvé devant une situation de crise dans l'Eglise, et il y a répondu d'abord en critiquant la théologie scolastique en vogue. Point de réforme de l'Eglise sans une réforme préliminaire de la théologie telle qu'elle était alors enseignée à l'université de Wittenberg (fondée en 1502). La critique de la prédication des indulgences suivit, et bientôt Luther se mit à informer le public.

Ce fut le *Sermon von Ablass und Gnade* de 1518, qui connut 25 éditions de suite (25 000 exemplaires).

La production littéraire de Luther ne fit que croître avec les années, mais on se tromperait si l'on jugeait Luther sur ses écrits théologiques ou polémiques ; en réalité, il était davantage intéressé par la « pastorale », qui comportait, avec la prédication de l'Evangile de la grâce inconditionnelle, la réforme de l'enseignement religieux et de la liturgie (catéchismes, cantiques). Entre les deux aspects de son activité : professorale et pastorale, il y a corrélation. L'objet de sa prédication, comme en témoignent les sermons qu'il a laissés, correspond aux résultats de son exégèse et notamment de la lecture de saint Paul. C'est sans doute encore par ce second aspect, complémentaire du premier, qu'il parle encore aujourd'hui aux foules.

Rares autresfois, les études sur l'écclésiologie de Luther foisonnent aujourd'hui. Les auteurs sont unanimes pour reconnaître, d'une part, qu'il y avait alors un « déficit » dans la doctrine sur l'Eglise, et que, de l'autre, on chercherait vainement chez Luther une réflexion

systématique sur l'Eglise. C'est même là le point faible de sa doctrine. La discussion permit à Daniel Olivier, assomptionniste, professeur à l'Institut catholique de Paris, de faire une utile mise au point. Ce qui est une question chez Luther, ce n'est pas l'unité de l'Eglise, mais sa vérité, c'est-à-dire sa conformité avec le dessein de son divin fondateur.

Au Moyen Age, les évêques abandonnèrent l'enseignement aux universités et la prédication aux ordres mendiants. L'enseignement, sous l'influence du nominalisme, dégénéra, et les essais de réforme ne réussirent pas à enrayer la décadence des ordres religieux. C'est à cette double carence que Luther remédia par la réforme de l'université de Wittenberg, qui devint la pépinière d'où sortirent les prédicateurs qui propagèrent, dans le peuple, l'Evangile du salut par la foi.

Ce message répondait à la fois aux besoins des âmes inquiètes, et libérait les consciences, sur lesquelles pesait la discipline pénitentielle de l'Eglise romaine du temps. D'où le succès inouï du luthéranisme.

L'essor du luthéranisme en Asie

La première guerre mondiale a marqué l'échec du « Kulturprotestantismus », qui régna au dix-neuvième siècle en Allemagne. Depuis, on a constaté un déclin dans l'apport de Luther et du luthéranisme dans le domaine de la culture. Au cours du congrès, G. W. Forrell et H. Jungmans n'eurent pas de peine à montrer ce qu'il y a à la fois de négatif et de positif dans l'attitude de Luther à l'égard de la culture. S'il affirma la culture de la culture, il contribua à « déstabiliser » celle-ci, en revanche il assigna à chaque chrétien une responsabilité à l'égard de la culture, prise à son plus haut niveau, à quoi d'ailleurs concourut l'invention des techniques nouvelles (imprimerie).

Luther jugeait assez sévèrement la culture populaire, alors qu'il était ouvert à la culture des pays non chrétiens. Au demeurant, il semble que toute culture trouverait plus facilement accès

après de Luther que de Calvin. Cette remarque du professeur Tokuzen (Japon) expliquerait l'essor du luthéranisme en Asie, et notamment au Japon, où l'on traduit les œuvres de Luther. Une brochure diffusée au congrès signale une dizaine de livres d'historiens japonais sur divers aspects de sa doctrine. Luther considère la culture comme un instrument créé par Dieu, mais elle n'est pas une fin en soi ; elle n'a de valeur que pour autant qu'elle sert à la prédication de la « parole de Dieu ». Ce qui fait dire à Oswald Spengler et à Paul Tillich que si le catholicisme romain met l'accent sur l'œil (arts plastiques), la Réforme insiste plutôt sur l'ouïe.

Mais le terme de culture recèle une certaine ambiguïté, qui fut maintes fois dénoncée dans la discussion. L'Allemagne wilhelminienne connut la culture nationale, et aujourd'hui, par réaction, le marxisme se présente comme un phénomène culturel de portée internationale. On s'attendait, dans ce contexte, à un échange de vues entre la fraction conservatrice du congrès et le groupe nombreux des historiens d'obédience marxiste, qui avait publié l'année précédente les *Thèses sur Martin Luther*. Or il n'en fut rien, et il fallut attendre la dernière soirée du congrès pour qu'un historien marxiste se fit le porte-parole de ce groupe.

Le congrès prit un faux départ quand il aborda les rapports de Luther avec la société. Le rapporteur tenta un rapprochement facile entre deux questions qu'il fallait séparer, comme elles l'étaient chronologiquement dans la pensée de Luther : la doctrine des deux royaumes (Zwei-Reiche Lehre), ou plutôt, rectifia le professeur Iserloh, les deux gouvernements (Zwei Regimenten), et celle des trois Etats (Stände) : famille, Etat, Eglise, auxquels appartient concurrentement tout individu sous des formalités différentes.

Une pensée moderne

Ici, encore, il semble que Luther ait contribué à « déstabiliser » l'Eglise, car, s'il faut en croire le professeur Th. A. Brady, « l'Eglise cessa d'être une institu-

(*) Barbaud.

tion sociale dotée d'une autorité et d'un pouvoir indépendants ».

Happy Birthday, Martin Luther ! Ce slogan américain repris en chœur par l'assemblée suffirait à nous persuader que, pour les congressistes, Luther n'est pas une figure du passé sans influence sur le présent, mais bien au contraire que sa pensée continue à régir l'Eglise sortie de lui. Mais dans quelle mesure, après avoir traversé l'épreuve des siècles, l'Eglise luthérienne d'aujourd'hui peut-elle se réclamer de Martin Luther ? A défaut d'une notocritique qui ne rentrerait pas dans les objectifs du congrès, la question reste ouverte. Signalons seulement qu'en matière constitutionnelle l'observation du professeur Inge Lønning, qui dénonça le « déloge de l'épiscopatisme » dans l'Eglise luthérienne de notre temps, suscita de vives réactions.

Il semblerait, si la remarque est exacte, que le luthéranisme s'oriente vers un type d'Eglise *Hoch-Kirche* (haute Eglise) apparenté à ce qui existe dans l'anglicanisme, ce qui faciliterait, dans les pays de l'Est, un rapprochement avec l'orthodoxie russe. Ce n'est sans doute pas par hasard que l'archevêque Michail et deux théologiens de Leningrad et de Moscou furent invités au congrès.

Mais ce qui contribua le plus à rendre présent Martin Luther dans cette assemblée, ce fut sans doute la restauration du couvent des Augustins, où une partie du congrès a eu lieu. Luther entra en 1505 dans ce couvent, auquel il resta attaché même après son passage à Wittenberg. Presque entièrement détruit lors de la dernière guerre, le couvent, dont la fondation remonte à 1266, et qui connut des noms illustres tels que Heinrich von Friemar, professeur à Paris (1308), se présente aujourd'hui au visiteur avec son église et son cloître gothique, son chapitre, ses deux réfectoires, etc., tel qu'il fut au temps de Luther. On a même restauré, au premier étage, une cellule du modèle de celle qu'il dut occuper. Ici, plus que les livres, les pierres parlent. Ce n'est certes pas sans émotion que l'on visite aujourd'hui ces lieux où la Réforme protestante prit son essor par le seul fait d'un homme dont la pensée religieuse, puisée à la source de l'Ecriture et reflétant son combat intérieur, allait transformer l'histoire de l'Occident et même du monde.

Le Monde

étranger

LA BATAILLE DU CHOUF AU LIBAN

La Maison Blanche adresse une sévère mise en garde à la Syrie

Quelques heures après la mort de deux nouveaux « marines » de la Force multinationale, la Maison Blanche a adressé, mardi 6 septembre, une mise en garde à la Syrie en affirmant que l'envoi annoncé jeudi dernier d'un nouveau groupe naval américain au large de Liban devait dissuader Damas d'« inciter à la violence dans la région ». Le porte-parole pressenti a déclaré : « Les Syriens devraient savoir que nous avons une considérable puissance de feu au large des côtes libanaises, et ils devraient faire preuve de circonspection dans leurs propres activités d'incitation à la violence dans la région ».

Un haut responsable américain, qui a requis l'anonymat, a ensuite accusé la Syrie d'avoir participé directement aux échanges d'artillerie qui se sont produits ces derniers jours au Liban. Il a indiqué que les États-Unis disposaient de « preuves solides selon lesquelles l'artillerie syrienne a participé de temps à autre aux tirs », tout en précisant qu'il n'avait pas de

« preuves spécifiques » indiquant que les canons syriens aient pu attelure les positions des « marines » au cours des affrontements.

De son côté, le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré que les États-Unis n'avaient pas l'intention de retirer leur contingent, en dépit des pertes. « Notre mission n'est pas encore terminée », a-t-il dit, ajoutant que les « marines » allaient renforcer leurs positions défensives et qu'ils riposteraient depuis l'aéroport de Beyrouth et à partir des navires américains au large.

La mort des deux « marines » à l'aéroport de Beyrouth porte à quatre le nombre des soldats américains tués au Liban en dix jours.

Un nouveau massacre de druzes

M^{re} Khawla Arslane, épouse du chef du clan druze des Yazbaki, traditionnellement rival du clan

des Joumblatt, a affirmé, mardi, qu'un nouveau massacre de civils druzes avait été perpétré, lundi soir, par les Forces libanaises dans le village de Bayé dans la région du Chouf. M^{re} Arslane, dont le clan a toujours été proche du pouvoir, assure que les miliciens chrétiens ont, au cours du premier massacre, qui s'est déroulé dans le village de Kfar-Matta, tué des « dizaines d'enfants, de femmes et de vieillards déarmés, notamment le cheikh Massoud El Gharib, procureur général du tribunal druze, et sa famille ».

M^{re} Arslane a présenté deux témoins rescapés des massacres de Kfar-Matta. Selon le premier, près de deux cents habitants druzes du village ont été tués sur les deux mille que comptait la localité. Le second rescapé a, pour sa part, indiqué que les Forces libanaises étaient accompagnées par des éléments de l'armée. M^{re} Arslane estime que près de cent personnes ont été massacrées à Kfar-Matta et ajoute que la Croix-Rouge a tenté, lundi, sans succès, à

quatre reprises, de se rendre dans la région des combats. Sur le second massacre, à Bayé, elle dit disposer de peu d'informations, mais être en mesure de confirmer que le chef de la municipalité du village, M. Salman Jaber, a été tué.

A Damas, un porte-parole du parti socialiste progressiste (P.S.P.) a affirmé que M. Walid Joumblatt a entrepris, mardi, une « tournée d'inspection » de ses positions militaires dans la montagne libanaise et que les forces druzes ont réussi, « à la suite des violents combats des trois derniers jours », à prendre totalement le contrôle des localités suivantes : les deux parties de la ville de Bhamdoun, Al-Kahlounieh, Bakhchita, Kafir-Amieh, Ain-al-Jdide, Ain-al-Halazon, Al-Mansourieh et Roneissat-et-Nouman. (A.F.P.)

Jérusalem justifie le départ de ses troupes en invoquant le « réalisme »

Jérusalem. — Les dirigeants israéliens éprouvent quelques difficultés à expliquer leur attitude actuelle à l'égard de la situation au Liban. Alors que l'évacuation du Chouf par l'armée israélienne a provoqué un brusque regain de violence qui menace la fragile autorité du gouvernement de Beyrouth et semble faire le jeu des Syriens, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, vient de faire savoir qu'il envisageait déjà, pour un avenir plus ou moins proche, d'autres désengagements, par conséquent avoir abandonné l'exigence jusqu'alors formulée par le gouvernement de Jérusalem d'un retrait simultané des troupes israéliennes et syriennes (le Monde du 6 août). Dans une interview accordée au *Jerusalem Post*, il a donné l'impression de confirmer ce revirement en déclarant : « Notre objectif principal, le seul pour lequel nous soyons prêts à risquer la vie de nos soldats, c'est le bien-être et la sécurité de nos concitoyens dans le nord d'Israël ». Et M. Arens de préciser que le départ des troupes syriennes et l'existence d'un gouvernement libanais stable en paix avec Israël — deux objectifs énoncés par le gouvernement de Jérusalem autrefois — ne devaient plus être considérés que comme des « *primes* » acquises par surcroît.

« Nos buts n'ont pas changé », nous a déclaré point par point M. David Kimche, directeur général du ministère des Affaires étrangères, négociateur et signataire de l'accord israélo-libanais de mai dernier (depuis lors suspendu). Quelque peu embarrassé, M. Kimche tente manifestement d'atténuer la portée des propos un peu abrupts de M. Arens, mais il ne dit guère autre chose en invoquant le « réalisme » dont Jérusalem doit faire preuve aujourd'hui. Il estime qu'Israël se trouve devant trois « cas de figure » : « Si la Syrie refuse le principe de l'évacuation de toutes les forces étrangères du Liban et continue de camper sur ses positions, nous pouvons faire de même, mais c'est consacrer à terme la partition du Liban, ce dont nous ne voulons absolument pas. Nous pouvons aussi faire la guerre aux Syriens pour les obliger à s'en aller, et nous en avons les moyens, mais c'est évidemment une solution extrême devant laquelle nous devons hésiter. Enfin, nous pouvons garantir la sécurité du nord d'Israël sans pour autant prendre en compte les deux premières hypothèses, qui présentent de grands risques... ».

Alors que les milices druzes avec l'aide des Syriens viennent de remporter quelques succès sur le terrain, l'armée syrienne ne sera-t-elle pas tentée d'en tirer parti pour étendre, dans le Chouf notamment, sa zone d'occupation ? Le gouvernement israélien a-t-il fixé aux Syriens une « ligne rouge » à ne pas dépasser ? M. Kimche refuse de répondre sur ce point, en soulignant qu'il s'agit d'un problème concernant le ministre de la défense et qu'Israël n'a pas pour habitude d'annoncer d'éventuelles initiatives militaires. Mais, dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, on n'en déclare pas moins officiellement que si « ligne rouge » il y a, elle est « de principe » et non pas « géographique ». Les Israéliens semblent donc avoir fait comprendre aux Syriens qu'ils ne devaient pas intervenir directement dans les combats, mais cette limite ne paraît pas très précise. M. Arens a affirmé mercredi matin toujours considérer que les troupes syriennes ne participaient pas elles-mêmes aux combats.

Le gouvernement de Jérusalem se lave-t-il les mains devant la recrudescence des affrontements entre druzes et chrétiens depuis le retrait partiel de l'armée israélienne ? M. Kimche, qui, récemment, a été l'un des principaux artisans de la tentative d'accord entre les combattants du Chouf, déclare que « tous les efforts » ont été entrepris du côté israélien pour éviter l'explosion actuelle. « Nous avons fait le maximum », dit-il, pendant des semaines, mais malheureusement beaucoup de temps a été perdu. Nous n'en sommes pas responsables et, hélas ! il s'agit là d'une tragédie typiquement libanaise. M. Kimche ajoute qu'un accord était en vue : « Nous

De notre correspondant

avons pensé que la force multinationale, notamment les contingents français et américains, aurait pu se déployer dans le Chouf avec la garantie que les milices druzes ou chrétiennes ne l'en empêchent pas et n'ouvrent pas le feu en direction de

ses unités. Nous avons aussi envisagé que les forces phalangistes laissent leurs positions à l'armée libanaise. Mais le gouvernement de Beyrouth n'a pas voulu prendre de décision et la force multinationale n'a pas voulu assumer les responsabilités que nous suggérons. »

FRANCIS CORNU.

Beyrouth attend, pour engager davantage son armée, le résultat de plusieurs tentatives de médiation

Beyrouth. — Tandis que la guerre du Chouf entre milices chrétiennes et druzes entre dans son cinquième jour, l'événement majeur de ce mercredi 7 septembre a été un bref commentaire de la radio phalangiste. La Voix du Liban, de loin la plus écoutée du pays, même hors du secteur chrétien, a en effet accusé officiellement Israël d'être le maître d'œuvre

De notre correspondant

d'un « complot exécuté par la Syrie » sous le couvert de M. Walid Joumblatt, consistant à créer des troubles intercommunautaires pour démembrer le Liban en petits États confessionnels.

La Voix du Liban, radio du parti phalangiste auquel appartient le pré-

sident Amine Gemayel, est cependant distincte de celle des Forces libanaises (chrétiennes), la Voix du Liban libre, créée naguère par Bechar Gemayel.

Au moment où la Voix du Liban lançait ses graves accusations à l'égard d'Israël, hier encore l'« allié et le protecteur », la radio des Moudjahidoun assurait qu'un dirigeant des Forces libanaises, M. Elie Osta, se serait rendu à Jérusalem pour s'entretenir avec M. David Kimche, chef des négociateurs israéliens à l'accord entre son pays et le Liban.

L'Etat libanais et *a fortiori* son chef, le président Gemayel, se considèrent poignardés dans le dos par Israël. M. Gemayel continue de miser à fond sur les Etats-Unis qui s'efforcent à trouver des solutions, au moins partielles, pour stabiliser le Liban. L'émissaire du président Reagan, M. MacFarlane, se trouve depuis mardi soir à Damas, pour, dit-on de sources gouvernementales libanaises, « notifier des lignes rouges » aux autorités syriennes. L'émir Bandar Ibn Sultan, émissaire du roi Fahd d'Arabie Saoudite, pour sa part s'est longuement entretenu par téléphone avec le président Gemayel. Ce dernier a également reçu un message du président Mitterrand au moment même où le *Fach* et ses navires escorteurs croisaient au large de Beyrouth, dans une démonstration de force. Enfin, le président du conseil italien, M. Craxi, après avoir reçu le général Paris, chef du cabinet militaire du président Gemayel, délégué en mission à Rome, entrait en contact avec M. Walid Joumblatt qui acceptait de venir le rencontrer sur la base d'« idées » ayant déjà l'agrément de l'émissaire officiel libanais.

Beyrouth pilonné

On peut supposer, dans ces conditions, que le président Gemayel maintiendra l'armée libanaise en attente jusqu'à la fin des consultations en cours. Ce répit lui permet de consolider entre-temps son déploiement sur les deux axes où elle a avancé : en direction du sud à Khaldé, et en direction de l'est face à la place forte progressiste d'Aley où après Dah-el-Wahneh, elle s'est installée à Souk-el-Gharb. Dans les deux cas cependant, sans dépasser la limite des lignes des Forces libanaises, qui ne la contestent pas mais au contraire l'appellent à prendre la relève, pour assumer l'ordre.

Au centre du grand champ de bataille que sont devenus les cazas (districts) d'Aley et du Chouf, les belligérants sont à égalité avec quelques percées à l'avantage des Forces libanaises. Mais à sa périphérie nord-est où l'appui syrien aux milices progressistes de M. Joumblatt est direct, les Forces libanaises ont dû refluer pour la seconde fois en deux jours, de Mansouriet-Bhamdoun à Ain-Traz. La radio phalangiste signale des exodes de populations chrétiennes vers Deir-el-Kamar qui atteindraient cent mille personnes. Cette localité totalement chrétienne, la plus importante du secteur, est déjà atteinte par les bombardements qui y auraient fait, ainsi que dans ses environs, vingt-cinq morts civils, mais, et c'est caractéristique de la bataille en cours, les pertes des combattants sont aussi très lourdes, ce qui fut rarement le cas au Liban.

Beyrouth, également pilonnée, est quasi paralysée, surtout en secteur chrétien. Le côté musulman de la ville plus ou moins épargné ces derniers jours a reçu son lot d'obus mercredi matin dont une bonne partie s'est abattue sur des positions du contingent français. Quatre légionnaires ont été blessés aux camps palestiniens de Sabra et de Chatila.

LUCIEN GEORGE.

GEORGES CONCHON



“Un des meilleurs livres de l'année”
Bernard Pivot

LE BEL AVENIR

roman

Albin Michel

سكزنا من الامم

ALGÉRIE
PIÈCES DE RECHANGE
CONTRE REMBOURSEMENT
Plus de 1000 références, plus d'immobilisation d'engins, véhicules, électroménager ou machines, TV, décodeur, etc.
Tout l'outillage, toutes les pièces disponibles au plus juste prix.
MAFEX 607-42-28
8, rue de Châteaufort, 75010 Paris

TRANSIT INTERNATIONAL
AUTOMOBILES - BAGAGES
U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...
TOUTES DESTINATIONS
CARSHIP SARL • (1) 600-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12 • 347.21.32

INFORMATIQUE

la passion

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Métier du temps présent, métier du futur ? Des questions se posent...

Voir page 31

D.E.A. DE DROIT DU DÉVELOPPEMENT

Le développement du Tiers-Monde est le plus grand défi de l'histoire et nous devons le gagner dans les trente ans à venir. Le Droit du développement et de la Coopération internationale en est l'instrument majeur. Pour vous y préparer, pour y participer, par la recherche ou plus tard par l'action.

L'INSTITUT DES SCIENCES JURIDIQUES DU DÉVELOPPEMENT

s'est vu confier l'organisation d'un D.E.A. de Droit du développement ouvert aux ressortissants français ou étrangers remplissant les conditions d'accès au troisième cycle. Enseignement et cours sont assurés par des professeurs d'Université et des spécialistes de haut niveau.

Renseignements et inscriptions avant le 1^{er} octobre 1983
Faculté de Droit de l'Université René-Descartes (PARIS-V)
10, avenue Pierre-Larousse - 92241 MALAKOFF Cedex

LE MONDE

diplomatique

SEPTEMBRE 1983

GUERRE ET INTOXICATION AU TCHAD

LES BANQUES ET LE TIERS-MONDE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10,30 F

Le Monde

Le guide des fous de Paris: 35 F.

Réalisé par l'équipe du "Petit Journal", le supplément parisien de Télérama, voici votre "sésame" de Paris jour et nuit. Des idées un peu folles. Des adresses assez rares. Des rendez-vous très inattendus. Rue après rue, 260 pages de flânerie ininterrompue pour prendre Paris à bras le corps, vivre ses rires, ses émotions et percer l'intimité de ses recoins les plus secrets.

En vente chez votre marchand de journaux.

AMÉRIQUES

Chili

Vive tension à la veille de la manifestation nationale du 8 septembre

De notre envoyé spécial

Les leaders politiques regroupés autour de l'Alliance démocratique, dirigée par le démocrate-chrétien M. Gabriel Valdivia, craignent une flambée de violence à l'occasion de la cinquième journée de protestation nationale, le 8 septembre, au Chili.

Santiago. - L'effervescence grandit dans les principales villes du Chili à l'approche de la cinquième journée de protestation nationale, le 8 septembre. Mardi 6, en fin d'après-midi, plusieurs centaines de jeunes gens ont défilé sur la principale artère de la capitale, l'avenue O'Higgins, et sont parvenus jusqu'aux abords du palais présidentiel, la Moneda. « Le peuple est fatigué, il va tuer », a-t-il été dit. « Il va tuer, il va tuer, l'assassin Pinochet », et « Pinochet et sa bande ont tué le gouverneur ! » (1), criaient les gros des manifestants, tandis qu'un groupe scandait : « Ça se sent, ça se sent, Allende est présent ! ».

En fait, il ne se passe pas de jour sans que le centre de Santiago soit le théâtre de manifestations hostiles au régime du général Pinochet. Elles sont pour la plupart organisées par les formations de gauche, parti communiste en tête. L'objectif des partis regroupés ou sein du front créé récemment sous l'appellation Mouvement démocratique et populaire par différents partis de gauche, dont le P.C., est d'accroître la pression sur le gouvernement, mais aussi sur l'Alliance démocratique, au moment où celle-ci « dialogue » avec le ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa. Dans un « Manifeste au peuple du Chili » diffusé le 6 septembre, le parti communiste appelle les Chiliens « à intensifier la lutte contre la tyrannie », affirmant : « Il n'y a pas de dialogue possible avec Pinochet et ceux qui le soutiennent ».

« La combativité du peuple est très grande », déclare un dirigeant communiste. (...) Elle dépasse ce que nous avions imaginé et nos possibilités d'encadrement. La situation est très tendue dans les quartiers marginaux de Santiago, la peur se mêlant à la colère. « L'attitude criminelle des forces de l'ordre au cours de la dernière journée de protestation a créé un climat de revanche, affirme le responsable d'un comité de quartier de La Hermida. Les habitants sont décidés à ne pas se laisser faire ».

Ce sont, précisément, les risques d'affrontements violents et le durcissement gouvernemental qui pourraient en résulter qui ont amené certains dirigeants politiques à s'interroger sur l'opportunité d'une nouvelle journée de protestation. Des discussions se tiennent en ce sens au sein de la Démocratie chrétienne et des autres partis, de la droite modé-

rée à la gauche non communiste, qui constituent l'Alliance démocratique. La consigne a finalement été maintenue, mais on est conscient dans les milieux de l'opposition qu'il n'est pas possible de contrôler le mouvement. En fait, l'Alliance démocratique ne peut difficilement renoncer à utiliser une arme qui s'est révélée particulièrement efficace pour faire reculer le régime militaire. D'autant que les concessions faites par le général Pinochet restent limitées. Les conversations qui se sont tenues le 5 entre les représentants de l'Alliance et M. Onofre Jarpa ont certes été qualifiées de « positives » par les interlocuteurs du ministre de l'Intérieur : « Nous nous attendions à une rupture du dialogue. Mais, à notre surprise, le ministre a montré de bonnes dispositions », affirme le dirigeant social-démocrate, M. Luis Bossay. Aucun résultat concret n'a cependant été enregistré. M. Onofre Jarpa est resté évasif lorsque les responsables de l'Alliance démocratique lui ont demandé de fixer un calendrier politique.

Quelle sera l'attitude des forces de sécurité ? Le maintien de l'ordre sera en principe assuré par les carabiniers, dont les effectifs ont été considérablement renforcés dans la capitale, à Valparaíso et à Concepción. Ce qui est à craindre, cette fois, c'est l'intervention, aux côtés de la police, de groupes d'extrême droite. La Ligue nationale pour la patrie a annoncé la formation « d'un réseau de commandos civiques » pour aider les forces de l'ordre. M. Onofre Jarpa lui-même nous a déclaré : « Nous aiderons la population à se défendre contre les agitateurs ».

JACQUES DESPES.

(1) Il s'agit du général Carol Urzua, gouverneur de Santiago, assassiné le 30 août dernier. Cet attentat est attribué officiellement au MIR.

El Salvador

NOUVEAUX COMBATS DANS L'EST DU PAYS

De nouveaux combats ont eu lieu le mardi 6 septembre entre l'armée salvadorienne et des guérilleros du Front Farabundo-Martí de libération nationale. Ces affrontements se sont produits dans l'est du pays, au flanc du volcan Caguanique, qui surplombe la ville de San-Francisco-Gotera. Les habitants des zones environnantes ont indiqué que l'armée procédait à des tirs de barrage d'artillerie, tandis qu'avaient lieu des échanges nourris de tirs d'armes automatiques.

L'armée a, par ailleurs, indiqué que l'attaque menée le 4 septembre par les rebelles contre la ville de San-Miguel, la troisième du pays par sa population, avait fait dix-neuf morts et quarante-deux blessés dans ses rangs, pour « quelque cent guérilleros mis hors de combat ». L'attaque de San-Miguel aurait, indique-t-on de même source, été menée par mille deux cents guérilleros. Les rebelles avaient coupé les principaux ponts donnant accès à la ville.

Ce regain d'activité de la guérilla a précédé de peu l'ouverture, ce mercredi 7 septembre, à Panama, de la nouvelle conférence du groupe dit « de Contadora » (1), ainsi que l'arrivée à San-Salvador, ce même jour, de MM. Casper Weinberger, secrétaire d'Etat américain à la défense, et Langhorne Motley, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les affaires interaméricaines.

(1) Composée de représentants du Mexique, de la Colombie, du Venezuela et du Panama, le groupe de Contadora s'efforce d'encourager des solutions pacifiques aux conflits d'Amérique centrale.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

PLUS D'UNE CINQUANTAINNE DE SOLDATS SOVIÉTIQUES ONT TROUVÉ LA MORT, au début du mois d'août, à Hérat, à l'ouest de l'Afghanistan, au cours d'une attaque surprise par des moudjahidines, alors qu'ils participaient à une opération de recrutement de civils, à l'indigé, mardi 6 septembre, à l'alamabad, une source diplomatique occidentale. Selon la même source, une bataille opposant des membres des deux factions, Khalq (le Peuple) et Parcham (le Drapeau), du parti démocratique et populaire d'Afghanistan (P.D.A.) aurait, d'autre part, fait une centaine de morts dans une localité de la même région, le 17 août. Ces informations ne sont confirmées ni par la résistance ni par les autres sources diplomatiques occidentales qui observent le conflit afghan. - (A.F.P.)

Haute-Volta

PROCHAINE VISITE DE M. NUCCU. - Pour la première fois depuis la prise du pouvoir, le 4 août, par le capitaine Sangaré, un responsable français se rendra en Haute-Volta du 13 au 15 septembre. Cette visite du ministre délégué au développement et à la coopération a été annoncée, mardi 6 septembre, à Paris. Les autorités voltaïques manifestent actuellement le désir de resserrer leurs liens avec la France.

Madagascar

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. - L'Aréna (Avant-garde de la révolution malgache), parti du président Didier Ratsiraka, a obtenu plus de 85 % des sièges à pourvoir aux élections législatives du 28 août. Selon des résultats non

définitifs, l'Aréna, obtient 116 sièges sur 136, contre 9 à l'A.K.F.M. (parti du congrès pour l'indépendance) du pasteur Richard Andriamananjato, 6 au Vainqueur (social-démocrate) de M. Razanababiray Marojana, 3 au M.F.M. (mouvement prolétarien) de M. Manandafy Rakotonirina, et 2 au Moussa de M. Monja Jona. La principale surprise de ce scrutin avait été la forte poussée à Tananarive du Moussa, qui avait emporté deux sièges au détriment de l'A.K.F.M. (la Monde du 31 août). - (A.F.P.)

Maroc

UN MILLIER DE MILITAIRES MAROCAINS, ont, selon le Polisario, été tués ou capturés dans des combats au Sahara et une quantité impressionnante d'armement a été détruite, allant de chars SK-105 de fabrication franco-allemande à des armes de Staline, des lance-missiles Tow et Milan (la Monde du 5 septembre). D'après des experts occidentaux, qui confirment l'ampleur des dernières opérations sur lesquelles Rabat reste muet, les attaques contre les positions marocaines dans le massif de l'Ouarziz et la région de Lemseyd visent à désorganiser les voies de ravitaillement des troupes marocaines installées au nord du Sahara occidental. En revanche, relèvent ces mêmes experts, l'offensive lancée depuis le 1^{er} septembre contre la région de Snara constitue une démonstration, de la part du Polisario, de sa capacité de frapper au-delà du « mur de sable » équipé de moyens électroniques pour la protection du « triangle utile », où se trouvent les installations phosphatières de Boucra. - (A.F.P.)

Mozambique

M. VALERIANO FERRAO, actuel secrétaire d'Etat (vice-ministre) aux affaires étrangères, a été nommé, lundi 5 septembre, ambassadeur à Washington. M. Ferrao sera le premier diplomate mozambicain en poste aux Etats-Unis, depuis novembre 1981, date à laquelle Maputo avait expulsé six diplomates américains, accusés d'espionnage. L'administration américaine, qui, à l'époque, avait décidé de ne pas nommer de successeur à l'ambassadeur alors en poste, devrait, avant la fin de l'année, envoyer à Maputo un diplomate de carrière, M. Peter de Vos. - (A.F.P.)

Pakistan

UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION arrêté lors de récentes manifestations, est mort, mardi 6 septembre, dans des circonstances mystérieuses à la prison de Karachi. M. H.Y. Lucevala, responsable de la Ligue musulmane pakistanaise, effectuait une promenade matinale lorsqu'il s'est soudainement écroulé. Selon des sources de la prison, il aurait été blessé à la tête. Des incidents ont, d'autre part, eu lieu mardi, à Karachi et à Lahore, tandis qu'à Multan, au Pendjab, un tribunal militaire a condamné à un an de travaux forcés le président en exercice du parti démocratique pakistanaise (droite), M. K.M. Shafiq. - (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Philippines

APPEL A LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE. - Le mouvement « Justice pour Aquino, justice pour tous », fondé après l'assassinat du dirigeant d'opposition et qui rassemble un certain nombre de groupes opposés au régime du président Marcos, a appelé, mardi 6 septembre, la population à une campagne nationale de désobéissance civile pour le 21 septembre. D'autre part, le président Marcos a reçu le même jour un groupe de banquiers et d'hommes d'affaires internationaux pour tenter de les rassurer sur la situation dans le pays. - (U.P.I., Reuter.)

République

Sud-Africaine
PROCÈS POUR ESPIONNAGE. - Le procès de l'ancien commandant des chantiers navals de Simonstown, le capitaine de vaisseau Gerhard, et de son épouse, d'origine suisse, tous deux arrêtés en janvier (la Monde du 29 janvier), s'est ouvert au Cap lundi 5 septembre. Les deux détenus, qui ont décidé de plaider non coupable, sont accusés d'espionnage au profit de l'Union soviétique. Un huis clos partiel a été prononcé. - (A.F.P., Reuter.)

Swaziland

LA REINE NTOMBI, NOUVELLE REGENTE DU SWAZILAND, a été officiellement intronisée, lundi 5 septembre, à Mbabane, et investie des pleins pouvoirs, en attendant que son fils, le prince Makhosiniwe, âgé de seize ans, ait vingt et un ans et puisse succéder au roi Sobhuza II, décédé en août 1982. La reine, Ntombi, précédente régente, depuis le 10 août dernier, a été élue à la suite d'une révolution de palais, à l'instigation de la Haute Cour du Swaziland, qui avait été arrêtée le 24 août. - (A.F.P.)

Tunisie

LES AVOCATS DES DIX-NEUF MILITAIRES ET DES ONZE CIVILS TUNISIENS condamnés à des peines de deux à huit ans de prison par le tribunal militaire de Tunis pour appartenance à la section tunisienne du Parti de libération islamique (la Monde du 27 août) se sont pourvus en cassation. C'est le seul moyen de recours sur le jugement prononcé puisque les décisions du tribunal militaire sont sans appel. - (Corrup.)

Turquie

TROIS CONDAMNATIONS A MORT. - Trois militants du Mouvement turc de libération populaire (extrême gauche) ont été condamnés à mort par le tribunal militaire d'Adana, dans le sud de la Turquie, pour « tentative armée d'établissement d'un régime marxiste-léniniste de dictature du prolétariat ». MM. Hasan Kus, Abdullah Inal et Hüseyin Turutlu auraient participé en 1980 à l'attaque d'un important chantier de l'Etat dans le Sud-Est. Depuis la proclamation de l'état de siège en décembre 1978, plus de cent quatre-vingts condamnations à mort ont été prononcées en Turquie, et depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 vingt-cinq « prisonniers idéologiques » ont été exécutés. - (A.F.P.)

Le Monde
PHILATÉLISTES
SEPTEMBRE 1983
HISTOIRE DES
OBLITERATIONS
ET DES TIMBRES
T.A.A.F.
Le Monde

Le Monde
L'ÉDUCATION

LA DESTRUCTION DU BOEING DES KOREAN

Le gouvernement soviétique a reconnu, mardi soir 6 septembre, que ses chasseurs avaient abattu l'appareil - le Boeing-747 de la Korean Airlines - qui avait pénétré la semaine dernière dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. au-dessus du Kamtchatka et se trouvait deux heures plus tard au-dessus de l'île Sakhaline. Moscou soulève toutefois que les pilotes soviétiques ignoraient, au moment où ils ont tiré, qu'il s'agissait d'un avion civil.

De graves contradictions subsistent entre cette version et celle qui est donnée aux Etats-Unis et au Japon sur la base des communications radio interceptées entre les chasseurs soviétiques et leurs bases au sol. Ces communications font apparaître, notamment, que le Boeing de la KAL a fait émettre sa signalisation habituelle, alors que les Soviét-

ques prétendent qu'il volait sous faux états. Les messages radio laissent, d'autre part, peu de doute sur la fausseté qu'ont eue les pilotes des chasseurs d'identifier l'appareil sud-coréen.

La déclaration du gouvernement soviétique a été jugée insatisfaisante à Washington, où l'on reproche à l'U.R.S.S. de « continuer à mentir » en n'acceptant pas la responsabilité de la destruction du Boeing sud-coréen. Un porte-parole de la Maison Blanche a, d'autre part, déclaré que l'appareil était « très près, sinon en dehors » de l'espace aérien de l'U.R.S.S. lorsqu'il a été abattu.

A Tokyo, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Abe, a également jugé « décevante et insatisfaisante » la déclaration soviétique et estimé que l'U.R.S.S. « devrait reconnaître sincèrement sa responsa-

bilité, présenter des excuses et payer des compensations pour les dommages ».

A Séoul, le président sud-coréen, M. Chun Doo-Wan, a exigé, mercredi, que les autorités soviétiques prennent toutes leurs responsabilités et rejettent les affirmations selon lesquelles l'avion de la KAL effectuait une mission d'espionnage. Le président Chun s'exprimait à l'occasion d'une allocution télévisée prononcée une heure avant le début d'une cérémonie funèbre à la mémoire des deux cent soixante-neuf victimes. De source bien informée, on apprend, d'autre part, que le gouvernement sud-coréen a décidé de créer sa propre commission d'enquête afin de déterminer notamment comment le Boeing de la KAL a pu s'écarter de sa route normale. Le pilote d'un autre appareil sud-coréen qui avait

LA DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE

« Le chasseur a exécuté l'ordre de mettre un terme au vol »

Voici le texte de la déclaration du gouvernement soviétique, diffusée mardi soir par l'agence Tass :

L'agence Tass, habilitée par le gouvernement soviétique, a déjà annoncé, dans sa déclaration publiée le 2 septembre, que les frontières de l'Etat soviétique ont été grossièrement violées par un avion qui, dans la nuit du 1^{er} septembre, a pénétré dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. au-dessus de la péninsule de Kamtchatka, puis survolé deux heures durant, la mer d'Ochotsk et l'île de Sakhaline. Il a été ainsi signalé que les systèmes de la D.C.A. - terrestres et aériens - ont pris des mesures en vue de contraindre l'avion à atterrir sur un aéroport de Sakhaline. L'enquête a confirmé et complété ces informations.

L'avion en infraction a pénétré dans l'espace aérien au-dessus du Kamtchatka, dans une région où se situe une base très importante des forces nucléaires stratégiques de l'U.R.S.S. En même temps - ce que reconnaît maintenant la partie américaine - un autre avion similaire de reconnaissance de l'armée de l'air des U.S.A., de type RC-135, se trouvait dans la même région à proximité de la frontière soviétique.

Plusieurs intercepteurs soviétiques ont reçu l'ordre de décoller. L'un d'eux contrôlait les évolutions de l'avion américain RC-135. Un deuxième est entré dans la zone où se trouvait l'avion en infraction en lui signalant qu'il avait violé l'espace aérien de l'U.R.S.S. Ces avertissements ont été ignorés.

« Exposant sciemment les passagers à un danger mortel »

L'avion en infraction, en s'approchant de l'île de Sakhaline, a été intercepté de nouveau par des chasseurs. Cette fois encore, on a essayé d'entrer en liaison avec l'avion, notamment en recourant à un signal d'appel connu sur la fréquence internationale de secours de 121,5 MHz (1). En dépit des assertions fallacieuses du président américain, les chasseurs soviétiques sont équipés de moyens de transmission qui comportent cette fréquence. Ainsi, l'avion en infraction a dû capter ces signaux, mais n'y a pas répondu. Il a pas réagi davantage, comme il a été souligné antérieurement, aux autres signaux et manifestations des chasseurs soviétiques.

Les services soviétiques de contrôle radio ont enregistré périodiquement de brefs signaux radio codés, employés, en règle générale, lors de la transmission d'informations secrètes.

Le commandement de la D.C.A. de la région, après avoir attentivement les activités de l'avion en infraction et son survol de la région de Sakhaline et de ses bases militaires, a conclu en définitive qu'un avion de reconnaissance chargé d'une mission spéciale se trouvait dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. En témoignait également le fait que cet appareil suivait un itinéraire passant à travers des régions stratégiquement importantes de l'Union soviétique. Un avion de chasse a fait des tirs d'avertissement par obus tirés parallèlement à l'axe du vol de l'avion en infraction. Une telle mesure est également prévue par les règles internationales.

Etant donné que l'avion en infraction n'a pas obtempéré à l'injonction de suivre les intercepteurs vers un aéroport soviétique et a cherché à s'échapper, le chasseur a exécuté l'ordre de mettre un terme au vol donné par le poste de commandement. De tels actes sont entièrement conformes à la loi sur la frontière nationale de l'U.R.S.S., texte qui a été rendu public.

Les pilotes soviétiques, en mettant fin aux activités de l'avion transgressif, n'ont pas pu savoir qu'il s'agissait d'un appareil civil. Il volait, lumière de navigation éteintes, par une profonde nuit, dans les conditions de mauvaise visibilité et n'a pas répondu aux signaux qui lui étaient adressés. Les affirmations du président des Etats-Unis selon lesquelles les pilotes soviétiques auraient su que c'était un avion civil ne correspondent absolument pas à la réalité.

Des dizaines de lignes aériennes internationales passent par le territoire de l'Union soviétique. Des avions étrangers y volent fréquemment sans incident si les règles en vigueur.

Nous continuerons à agir conformément à nos lois qui correspondent

entièrement aux normes internationales. Cela est pleinement valable pour ce qui touche à la sécurité de nos frontières. Défendre ses frontières et son espace aérien est un droit souverain de tout Etat. C'est là une des normes universellement reconnues du droit international. Le président des Etats-Unis démontre son ignorance crasse en déclarant, dans son discours du 5 septembre dernier, que l'Union soviétique définit « arbitrairement » ses frontières dans l'espace aérien.

Mais il va de soi qu'il ne s'agit pas de l'ignorance de telles ou telles personnes officielles des Etats-Unis. Il s'agit d'un acte prémédité et planifié dans une région stratégiquement importante pour l'Union soviétique. Ses auteurs avaient fort bien commenté l'affaire pouvait tourner et ont accepté néanmoins de mener une importante opération de reconnaissance en y lançant, comme il s'avère aujourd'hui, un avion civil et en exposant sciemment ses passagers à un danger mortel.

Pourtant, imaginer quelque chose de plus cynique que la déclaration de Reagan selon laquelle « nul ne saura jamais » comment l'ordinateur de l'avion a été doté d'un programme qui l'a conduit dans l'espace aérien de l'U.R.S.S. en vue de remplir une mission d'espionnage ? Ce n'est pas une erreur technique. On espérait qu'on parviendrait à identifier l'avion sans difficulté cette opération de reconnaissance et, si elle était stoppée, à la transformer en une provocation politique d'envergure dirigée contre l'Union soviétique.

Tous les actes ultérieurs de l'administration américaine confirment cette conclusion. Ses dirigeants, dont le président en personne, ont déclenché dans de brefs délais, et manifestement d'après un scénario écrit d'avance, une campagne antisoviétique haineuse, son sens a été révélé sous une forme particulièrement nette dans l'intervention télévisée du président Reagan du 5 septembre : essayer de dénigrer l'Union soviétique et son régime social, attiser la haine envers les Soviétiques, présenter sous un faux jour les objectifs de la politique extérieure de l'U.R.S.S., détourner l'attention de ses initiatives de paix.

« Les dirigeants des Etats-Unis sont entièrement responsables »

En exacerbant la tension par une hystérie antisoviétique, les dirigeants des Etats-Unis voudraient se dérober au règlement des grands problèmes internationaux engageant le sort des peuples. Ce n'est pas par hasard qu'on a choisi précisément ce moment pour provoquer la provocation. C'est à une fois fait alors même que se pose la question : la course aux armements sera-t-elle arrêtée ou non ? Le danger de guerre nucléaire sera-t-il éliminé ou va-t-il s'accroître ? Tout porte à croire, et le discours mentionné du président américain le démontre aussi, que l'administration américaine a l'intention d'empêcher la voie de l'aggravation de la confrontation avec l'Union soviétique. Le credo de Reagan, comme il l'a déclaré lui-même, est : « La paix fondée sur la force ! »

Vaines sont les tentatives en vue de camoufler cette politique par les déclarations sur les « principes moraux », l'« esprit d'humanité », la « valeur de la vie humaine ». De quelle morale et de quel humanisme peuvent donc parler les hommes d'Etat d'un pays qui a tué de la manière la plus féroce des millions de gens en Indochine, qui tue des Libanais et des Palestiniens en agissant de connivence avec les agresseurs israéliens, qui a sur sa conscience des dizaines de milliers de vies de patriotes chiliens et salvadoriens ? La liste des crimes perpétrés par l'impérialisme américain est longue, et on peut encore l'allonger.

Les passagers d'un avion utilisé par les services spéciaux américains ont été victimes de leurs sales agissements.

Le gouvernement soviétique exprime ses regrets à propos de la mort de ces innocents. Il partage la douleur de leurs parents et de leurs proches. Les dirigeants des Etats-Unis sont entièrement responsables de cette tragédie.

(1) La fréquence internationale VHF de 121,5 mégahertz est une fréquence de secours sur laquelle, en principe, tout avion doit voler en permanence au cas où, pour des raisons de sécurité, il serait appelé par autrui. (N.D.L.R.)

AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le représentant des Etats-Unis a fait entendre l'enregistrement des pilotes soviétiques

De notre correspondant

New-York. - Le Conseil de sécurité des Nations unies a poursuivi, mardi 6 septembre, le débat sur l'affaire du Boeing des Korean Airlines abattu par des chasseurs soviétiques, débats qu'il avait entamés vendredi à la demande des Etats-Unis et de la République de Corée.

Les représentants permanents des Etats-Unis et d'Union soviétique se sont, une nouvelle fois, violemment affrontés, mais aucun des douze autres membres - Japon, Philippines, Libéria, Belgique, Togo, Italie, Sierra-Leone, Corée, Nigeria, Espagne, Malaisie, Libye - n'a apporté son soutien à la thèse soviétique. Seul celui de la Libye a profité de son intervention pour assimiler le drame du Boeing sud-coréen à celui de l'appareil libyen abattu (en 1973) par les Israéliens et protester contre le survol de la région par des AWACS américains.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Kirkpatrick, a créé une certaine sensation en faisant entendre et voir vingt-six minutes d'enregistrement des conversations de quatre des pilotes soviétiques, qui ont suivi le Boeing sud-coréen pendant plus de deux heures, avec leurs postes de contrôle au sol. Bien que les paroles des contrôleurs n'aient pas figuré sur les enregistrements, le drame a pris une intensité et une réalité saisissantes. L'enregistrement apportait, en tout cas, deux précisions importantes : contrairement à ce qu'on affirmait les Soviétiques, les feux de navigation de l'appareil sud-coréen étaient allumés (les pilotes font

deux fois allusion au clignotement des feux de l'appareil) et les pilotes ne connaissaient pas ou ne se souciaient pas de l'identité de leur cible qu'ils n'ont jamais désignée autrement que par le mot « objectif ».

Les vingt-six minutes d'enregistrement ne contiennent pas, non plus, d'allusion aux « coups de semonce » que les Soviétiques affirment avoir tirés. Enfin, ils confirment que les pilotes ont agi scrupuleusement sur les instructions de leur contrôle au sol.

Commentant cette démonstration, M. Kirkpatrick a estimé qu'elle prouvait, en outre, que les chasseurs soviétiques avaient eu le Boeing sud-coréen en vue pendant vingt minutes avant de tirer leur missile, et qu'à 2 kilomètres de distance, par une nuit claire, ils auraient dû n'avoir aucune difficulté à l'identifier comme un appareil commercial. Admettant que l'avion sud-coréen s'était considérablement écarté de sa route normale et que, apparemment, « le pilote ne savait pas du tout où il se trouvait », l'ambassadeur a objecté que « s'écarter de sa route n'était pas, jusqu'ici, un crime capital ». M. Kirkpatrick a souligné que les déléguations de l'Union soviétique et son rejet des responsabilités sur les Etats-Unis étaient en tous points conformes à sa tradition. C'est de la même façon, a-t-il dit, que Moscou nie que ses sous-marins patrouillent dans les

eaux suédoises, que son intervention en Afghanistan a été imputée à un « appel » du gouvernement de Kaboul et l'installation des SS-20 à des « provocations » de l'OTAN.

Condoléances de l'U.R.S.S.

La réponse soviétique s'est faite en deux temps. Le représentant permanent de l'U.R.S.S., M. Troyanovsky, n'ayant visiblement pas reçu, le matin, les nouvelles instructions de Moscou qui venaient de reconnaître que ses pilotes avaient abattu le Boeing sud-coréen. L'ambassadeur s'en était ainsi tenu aux accusations précédentes selon lesquelles l'affaire revenait à « une violation préméditée de l'espace aérien soviétique ». Il a demandé pourquoi l'avion d'observation, dont les Américains ont reconnu la présence dans les mêmes parages que le Boeing sud-coréen, n'avait pas prévenu celui-ci qu'il s'écarterait de sa route. C'est que, a dit M. Troyanovsky, le RC-135 était trop occupé à observer la façon dont le système de surveillance soviétique réagissait aux évolutions du Boeing égaré. Et l'ambassadeur a dressé la liste des nombreuses violations de l'espace aérien soviétique auxquelles, selon lui, se sont livrés les Américains ces derniers mois.

Dans l'après-midi, M. Troyanovsky a repris la parole pour exprimer les regrets de son gouvernement et ses condoléances aux familles des

victimes, mais il a déclaré que la responsabilité du drame « incombait totalement et exclusivement aux dirigeants américains » et à leur « politique impérialiste ». La même, a dit l'ambassadeur, qui s'est exercée « en Indochine, et contre les patriotes palestiniens, chiliens et salvadoriens ».

A Washington, M. Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires européennes, a commenté la reconnaissance « tardive » par l'Union soviétique de sa responsabilité dans la perte du Boeing sud-coréen. « Sa confession arrive seulement après que le monde entier ait su la vérité », a dit M. Eagleburger, qui a ajouté : « La communauté internationale doit savoir que l'Union soviétique n'obéit pas aux normes du comportement international et de la décente humaine auxquelles elle ne peut prêter toutes les autres nations se conforment ».

M. Eagleburger a assuré que le système de transmission de l'appareil sud-coréen fonctionnait normalement puisque la tour de contrôle japonaise a pu communiquer avec lui juste avant qu'il soit abattu, mais que les chasseurs soviétiques n'ont même pas tenté d'entrer en relation avec lui.

Pour M. Eagleburger, ces événements posent « la très grave question de la compétence du système de défense aérien soviétique, avec tous les dangers que cela implique ».

NICOLE BERNHEIM.

Le texte des conversations

18 h 13:16 (DEP) (805) : Bien compris.

18 h 13:26 (DEP) (805) : L'objectif ne répond pas à l'IFF (1).

« La signalisation clignote »

18 h 13:35 (DEP) (805) : Le cap de l'objectif est maintenant 240 degrés.

18 h 13:40 (DEP) (805) : Le système d'armes est branché.

18 h 14:10 (DEP) (805) : Bien compris. Il est toujours sur le même cap pour l'instant.

18 h 14:16 (DEP) (805) : Bien compris.

18 h 14:34 (DEP) (805) : Bien compris. J'ai assez de vitesse, et je n'ai plus besoin d'allumer la post-combustion.

18 h 14:41 (DEP) (805) : Niveau de combustible à 2700.

18 h 15:08 (DEP) (805) : Le cap de l'objectif est toujours le même à 240.

18 h 15:47 (DEP) (805) : Je suis braqué.

18 h 15:51 (DEP) (805) : Cap 240.

18 h 16:43 (DEP) (805) : Le cap de l'objectif à 240.

18 h 17:34 (KAR) (163) : Depuis maintenant, voyez-vous l'objectif au sol ou non ?

18 h 17:41 (KAR) (163) : Le voyez-vous ?

18 h 17:49 (805) : Appelez-vous 805 ?

18 h 17:58 (805) : Qui appelle 805 ?

18 h 18:03 (DEP) (805) : Je le vois.

18 h 18:09 (DEP) (163) : Karnaval ne voit pas.

18 h 18:34 (DEP) (805) : Les feux de navigation aérienne (AN0) sont allumés. La signalisation clignote.

18 h 18:56 (DEP) (163) : Bien compris. Je suis à 7500 (mètres), cap 230.

18 h 19:02 (DEP) (805) : Je me rapproche de l'objectif.

18 h 19:08 (DEP) (805) : J'ai assez de temps.

18 h 19:12 (DEP) (805) : Répétez.

18 h 19:20 (DEP) (121) : J'exécute.

18 h 19:44 (DEP) (163) : Je vole derrière l'objectif à une distance de 25. Me voyez-vous ?

18 h 20:08 (DEP) (805) : Absurde. J'y vais. Mon Z.O. (indicateur) est allumé (le missile est déjà braqué).

« J'en fais le tour »

18 h 20:12 (DEP) (805) : Je réponds.

18 h 20:17 (DEP) (805) : J'ai répondu.

18 h 20:22 (DEP) (805) : Je dois me rapprocher.

18 h 20:30 (DEP) (805) : Je déverrouille le système de braquage et je me rapproche de l'objectif.

18 h 20:49 (DEP) (805) : J'ai déverrouillé.

18 h 21:24 (DEP) (805) : Oui, je me rapproche de l'objectif. Je vais plus près.

18 h 21:35 (DEP) (805) : La signalisation de l'objectif clignote. Je me suis déjà rapproché à 2 kilomètres de l'objectif.

18 h 21:40 (DEP) (805) : L'objectif est à 10000 mètres (d'altitude).

18 h 21:51 (DEP) (163) : Je les vois tous les deux, distance 10 et 15 kilomètres.

18 h 21:05 (DEP) (805) : Quelles sont les instructions ?

18 h 21:59 (DEP) (163) : Bien compris.

18 h 22:02 (DEP) (805) : L'objectif diminue de vitesse.

18 h 22:17 (DEP) (805) : J'en fais le tour, je suis déjà devant l'objectif.

18 h 22:23 (DEP) (805) : J'ai accéléré ma vitesse.

18 h 22:29 (DEP) (805) : Non. Il diminue sa vitesse.

18 h 22:42 (DEP) (805) : C'est tout dit. Comment puis-je le chasser, je suis déjà sur la perpendiculaire de l'objectif ?

18 h 22:55 (DEP) (805) : Maintenant, il faut que je redescende un peu derrière l'objectif.

18 h 23:05 (DEP) (805) : Répétez.

18 h 23:10 (DEP) (805) : L'altitude de l'objectif est 10000 (mètres).

18 h 23:18 (DEP) (805) : D'après moi, il se trouve à 70 degrés à gauche.

18 h 23:37 (DEP) (805) : Je redescends maintenant, je vais essayer un missile.

18 h 23:49 (DEP) (163) : 12 (kilomètres) de l'objectif. Je les vois tous les deux.

(DEP) (121) : Je fais un virage à droite ou cap 300.

18 h 24:15 (DEP) (121) : J'exécute.

18 h 24:22 (DEP) (805) : J'ai verrouillé.

18 h 25:11 (DEP) (805) : Je me rapproche de l'objectif. Je suis en verrouillage.

18 h 25:46 (DEP) (805) : Z.O. (dites de missiles verrouillés).

18 h 26:20 (DEP) (805) : J'ai exécuté le lancement.

18 h 26:22 (DEP) (805) : L'objectif est détruit.

18 h 26:27 (DEP) (805) : Je romps l'attaque.

18 h 26:33 (DEP) (805) : Quelles sont mes instructions ?

L'enregistrement contient encore vingt minutes de conversations des pilotes soviétiques avec leur contrôle au sol sur le trajet de retour des intercepteurs vers leur base.

(1) L'IFF est un procédé d'identification, en cas d'interception, qui permet de reconnaître un avion ami ou un avion étranger. L'avion ami répond, l'avion qui ne peut répondre étant ainsi classé automatiquement comme étranger (N.D.L.R.).

Une interception classique

Tel qu'il a été rapporté aux Nations unies, le dialogue du pilote soviétique avec son contrôleur au sol ne fait pas apparaître les consignes ou les réponses de ce dernier, pour la raison que les stations japonaises ou américaines, qui l'ont intercepté, ne pouvaient pas capter, du fait de leur éloignement, la liaison VHF du contrôle au sol qui a une portée plus faible, au sol, que les émissions en vol du pilote.

Soul, le cas échéant, l'avion RC-135 de reconnaissance stratégique, dont les Américains ont reconnu la présence dans la région, aurait pu entendre et enregistrer la communication du contrôleur au sol.

Pour le reste, les interventions du pilote du SU-15 témoignent apparemment du caractère classique et cohérent des procédures d'interception appliquées en la circonstance. Le Boeing-747, en faisant clignoter ses lumières, paraît avoir signifié au pilote soviétique qu'il avait compris qu'il était l'objet d'une interception par un avion militaire et le fait qu'il ait répliqué sa vitesse, de propre avec du pilote du SU-15, est une nouvelle preuve de cette affirmation.

La phrase du pilote soviétique à 18 h 22 m 42 s (« C'est tout dit, maintenant, comment puis-je le chasser ? Je suis déjà sur la perpendiculaire de l'objectif ») est importante. Elle signifie que, après s'être rapproché de l'avion sud-coréen, l'avion japonais et même courtoisement pour une évidente manœuvre d'identification et d'identification, le pilote du SU-15 a reçu un ordre de tir (de semences ou de destruction ?) qu'il n'était pas en situation d'exécuter puisqu'il reconnaît être, au moment précis, à la verticale du Boeing et, donc, dans une position dans laquelle il ne pouvait pas appliquer l'ordre. Il a donc décidé de repasser derrière la cible comme il l'indique.

C'est à 18 h 25 m 31 s que le pilote soviétique a demandé l'autorisation d'envoyer la sécurité du tir, qui intervient en temps normal le lancement inopiné d'un missile. C'est à 18 h 25 m 47 s que le radar et le missile ont été « verrouillés », c'est-à-dire mis en situation de pouvoir tirer sur la cible désignée. C'est à 18 h 26 m 20 s que le tir a été exécuté avec le consentement du contrôleur au sol.

M. MAUROY RECEVRA M. GROMYKO VENDREDI

M. Mauroy recevra M. Gromyko, premier vice-président du gouvernement soviétique et ministre des affaires étrangères, vendredi, à 17 h 30, à Matignon, a annoncé mardi le service de presse du premier ministre. Le reste du programme du ministre soviétique, qui devait rencontrer, au cours de son premier projet de visite lundi et mardi, MM. Mitterrand, Mauroy et Cheysson, n'a pas été communiqué.

حکومت من الامم

AIRLINES ET L'ACCORD A LA CONFÉRENCE DE MADRID

quitté Anchorage pour après le Boeing disparu à l'indiqué, pour sa part, qu'il avait maintenu pendant plus de deux heures le contact radio avec ce dernier, mais l'avait perdu six minutes avant le drame.

Aux Nations unies, le Conseil de sécurité - qui s'est ajourné mardi après avoir entendu les communications radio des chasseurs soviétiques présentées par les États-Unis - devait se réunir à nouveau mercredi soir. Les Pays-Bas ont annoncé qu'ils soutiendraient une proposition franco-canadienne demandant au secrétaire général de l'ONU d'ouvrir une enquête sur la destruction du Boeing sud-coréen.

A Madrid, les ministres des affaires étrangères des pays atlantiques se sont retrouvés mercredi matin autour d'un petit-déjeuner de travail, autour du secrétaire d'État américain, M. Shultz, afin de coordonner leur attitude sur l'incident de l'avion coréen.

La Fédération internationale des pilotes de ligne recommande de boycotter pendant soixante jours l'Union soviétique

Après une réunion de son bureau exécutif, mardi 6 septembre à Londres, la Fédération internationale des associations de pilotes de ligne (FIAPL) a recommandé aux cinquante-sept mille adhérents qu'elle compte dans soixante-sept pays de boycotter pendant soixante jours les vols commerciaux à destination de l'Union soviétique pour protester contre la destruction du Boeing-747 de Korean Airlines.

L'FIAPL déclare s'attendre que sa décision soit très largement suivie par le personnel navigant des dix-sept compagnies occidentales qui ont des droits de trafic sur l'Union soviétique. Dès la soirée du 6 septembre, les trois syndicats de pilotes scandinaves faisaient savoir qu'ils s'appuyaient à suivre la consigne de la Fédération. En revanche, d'autres organisations professionnelles européennes paraissent embarrassées par la recommandation de boycottage. Un peu partout, on fait observer que cette dernière n'est décidée par une organisation largement influencée par les milieux navigants de compagnies américaines d'autant plus enclines à la fermeté que, à l'exception de Pan Am, elles ne desservent pas l'Union soviétique.

En revanche, les pilotes européens ont conscience du préjudice qu'une suspension des services vers l'U.R.S.S. causerait à leurs entreprises. Air France, par exemple, assure vers la capitale soviétique un vol quotidien (en Boeing-747) en collaboration avec les compagnies Airbus A-300 (selon les jours) ; en outre, chaque samedi, un de ses Boeing-747 dessert Tokyo en passant par Moscou, et ce privilège n'a été acquis, il y a tout juste un an, qu'après des négociations très ardues, ses vols vers Karachi, Delhi et Bombay survolant une partie du territoire soviétique, ce qui leur permet de gagner du temps (et d'économiser du carburant) par rapport aux routes méridionales. British Airways, Lufthansa, Japan Air Lines ont également obtenu le droit d'exploiter des liaisons vers l'Extrême-Orient par la Sibirie.

Toutes ces lignes représentent un trafic non négligeable. « Alors, voyez-vous faire payer aux seules compagnies européennes le prix de sanctions prétendument dirigées contre l'Union soviétique ? », demandent beaucoup de pilotes français, qui font remarquer que, si les transporteurs occidentaux cessent de desservir Moscou pendant deux mois, le grand bénéficiaire en sera... l'Aéroflot, qui y trouvera un surcroît de trafic et un apport de devises supplémentaires.

D'où l'embarras, par exemple, du Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.), adhérent à l'FIAPL, qui estime évidemment essentiel de marquer la réprobation des navigants français après une inadmissible atteinte aux règles de l'aviation civile internationale, mais qui trouve qu'un boycottage de deux mois est disproportionné et pénalisant pour les compagnies. Certains, au contraire, se montrent plutôt favorables à une suspension des vols d'une semaine, mesure qu'ils jugent plus modeste, mais tout aussi chargée de symbole.

D'où l'embarras, par exemple, du Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.), adhérent à l'FIAPL, qui estime évidemment essentiel de marquer la réprobation des navigants français après une inadmissible atteinte aux règles de l'aviation civile internationale, mais qui trouve qu'un boycottage de deux mois est disproportionné et pénalisant pour les compagnies. Certains, au contraire, se montrent plutôt favorables à une suspension des vols d'une semaine, mesure qu'ils jugent plus modeste, mais tout aussi chargée de symbole.

Moscou admet partiellement ses responsabilités

(Suite de la première page.)

Ainsi est escamotée la seule vraie question : quelques photos aériennes - à supposer encore une fois qu'il y ait eu espionnage - valent-elles la vie de deux cent soixante-neuf innocents ? Indirectement, Moscou répond oui. N'en déduisez pas que le gouvernement soviétique nous contamine à répondre non. Sans doute deux conceptions différentes de la civilisation.

Moscou tente bien de noyer le poisson en prétendant que le pilote qui a abattu le Boeing ne pouvait pas savoir qu'il avait affaire à un appareil commercial. Mais les explications embarrassées de la déclaration gouvernementale ne tiennent pas : ou bien, comme l'affirme ce texte, les chasseurs soviétiques ont tout fait pour signaler à l'avion qu'il était en infraction - le code international prévoit notamment des battements d'aile à l'avant de l'appareil intrus - ou bien ils ne l'ont pas fait. S'ils l'ont fait, ils se sont suffisamment rapprochés du Boeing sud-coréen pour se rendre compte qu'il s'agissait d'un 747 : les enregistrements rendus publics par Washington et Tokyo indiquent, d'autre part, que l'avion avait bien ses feux de position allumés, contrairement à ce qu'affirme Moscou. Avec ses dizaines de brouillards illuminés enfin, un 747 ressemble plus, en pleine nuit, à un spectacle son et lumière qu'à un discret avion-espion.

Si la culpabilité de Moscou est bien établie, nous n'en savons toujours pas plus sur la nature de l'autorité qui a ordonné d'abattre le Boeing. A lire le texte publié par l'agence Tass, c'est le commandement militaire régional qui a pris

cette décision. Soit. Constatons simplement que tel n'avait pas été le cas dans l'affaire de l'avion-espion américain U-2 abattu au-dessus du territoire soviétique en 1960. Khrouchtchev raconte en détail cet épisode dans ses Mémoires et affirme avoir été réveillé en pleine nuit par le maréchal Malinovsky, alors ministre de la Défense, qui demandait des instructions. Toujours selon M. K., c'est lui qui donna l'ordre d'abattre l'U-2 de Gary Powers, ce qui allait lui permettre de remporter une victoire psychologique sur les États-Unis. Ignorant que Powers avait été fait prisonnier, Eisenhower allait, en effet, s'empêcher dans de pitoyables mensonges d'un peu comme viennent de le faire les soviétiques, avant de reconnaître la matérialité des faits.

Sans doute la presse soviétique, stimulée par le pouvoir, va-t-elle lancer maintenant une violente campagne anti-américaine, puisque l'offensive reste bien souvent le meilleur moyen de se tirer d'une mauvaise position. Mais il est probable que, dans quelques semaines, on ne parlera plus guère de l'affaire du Boeing sud-coréen. Ce serait regrettable, car cette sanglante scène de meurtre devrait faire réfléchir sérieusement tous les responsables occidentaux qui envisagent, après le « succès » de la Conférence de Madrid, de se lancer dans une longue négociation avec Moscou pour établir des « mesures de confiance » militaires. Le projet est sans doute louable, mais il sera de longue haleine, car la confiance ne se décrète pas.

JACQUES AMALRIC.

Le document final contient plusieurs nouvelles dispositions sur la réunion des familles et le travail des journalistes

Le Monde daté 17-18 juillet a publié une analyse générale du document final - long d'une quarantaine de pages - de la Conférence de Madrid, sur lequel toutes les délégations, à l'exception de celle de Malte, avaient donné leur accord le 15 juillet. Nous reproduisons ci-dessous les principaux passages de ce document relatifs aux droits de l'homme, aux contacts entre les personnes et aux échanges en matière d'information, passages qui contiennent les plus grandes nouveautés par rapport à l'Acte final d'Helsinki de 1975.

Les participants « se déclarent résolus à développer leurs lois et règlements dans le domaine des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et des autres droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ils soulignent également leur engagement à assurer l'exercice effectif de ces droits et libertés ».

Ils rappellent le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales et d'agir en conséquence, en conformité avec l'Acte final. // Il s'agit du document de clôture de la conférence d'Helsinki, signé en 1975. - N.D.L.R. // Ils prendront, dans leurs pays respectifs, les mesures nécessaires pour garantir effectivement ce droit.

Les Etats participants confirment qu'ils reconnaîtront et respecteront et, de plus, s'accorderont à prendre les mesures nécessaires pour garantir la liberté qu'il revient à tout individu de pratiquer, seul ou en commun, une religion ou une conviction en agissant selon les impératifs de sa propre conscience.

A ce propos, ils consulteront, si besoin est, les cultes ainsi que les institutions et organisations religieuses dont l'action s'exerce dans le cadre constitutionnel de leurs pays respectifs.

Les contacts entre les personnes

Ils examineront favorablement les demandes formulées par des communautés religieuses de croyants pratiquant ou disposant à pratiquer leur foi dans le cadre constitutionnel de leurs Etats visant à l'octroi du statut prévu dans leur pays à l'attention des cultes et des institutions et organisations religieuses.

Ils confirmeront qu'il importe de réaliser des progrès constants pour garantir le respect et la jouissance effective des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ainsi que de protéger leurs intérêts légitimes, conformément à l'Acte final. (...)

Les Etats participants donneront effet au droit qu'ont les travailleurs de créer librement des syndicats et d'y adhérer, au droit qu'ont les syndicats d'exercer librement leurs activités et aux autres droits qu'énoncent les instruments internationaux pertinents. Ils prennent note du fait que ces droits seront exercés dans le respect des lois de l'Etat et conformément aux obligations de l'Etat en vertu du droit international. Ils favoriseront, selon le cas, les contacts et la communication directs entre lesdits syndicats et entre leurs représentants.

Ils confirmeront que les gouvernements, les institutions, les organisations et les personnes ont un rôle propre et positif à jouer en contribuant à atteindre les objectifs susmentionnés de leur coopération. (...)

Ils décident de tenir une réunion d'experts des Etats participants sur les questions relatives au respect, dans leurs Etats, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sous tous leurs aspects, tels qu'énoncés dans l'Acte final.

A l'invitation du gouvernement du Canada, cette réunion d'experts se tiendra à Ottawa et s'ouvrira le 7 mai 1985. Elle élaborera des conclusions et des recommandations à soumettre aux gouvernements de tous les Etats participants.

Cette réunion sera précédée d'une réunion préparatoire qui, à l'invitation du gouvernement du Canada, se tiendra à Ottawa à partir du 23 avril 1985.

Les Etats participants accorderont un traitement favorable aux demandes relatives à des contacts et à des rencontres régulières sur la base des liens de famille, à la réunion des familles et aux mariages entre citoyens d'Etats différents et se prononceront sur ces demandes dans le même esprit.

Ils se prononceront sur les demandes de reconnaissance familiales ayant un caractère d'urgence d'une manière aussi diligente que possible ; sur celles relatives à la réunion des familles et aux mariages entre citoyens d'Etats différents dans un délai de six mois, en règle générale, et sur celles relatives aux autres rencontres familiales dans des délais qui seront progressivement réduits.

Ils confirmeront que la présentation ou le renouvellement de demandes relatives à de tels cas n'entraînera pas de modification des droits et obligations du requérant ou des membres de sa famille, notamment en matière d'emploi, de logement, de statut de résidence, de soutien familial, de droit aux prestations sociales, économiques ou éducatives ou de tous autres droits et obligations découlant des lois et règlements de l'Etat participant concerné.

Les Etats participants fourniront les informations nécessaires sur les procédures à suivre par les requérants dans de tels cas ainsi que sur les règlements à observer et fourniront les formulaires appropriés aux requérants qui en feront la demande.

Ils baisseront graduellement, là où cela est nécessaire, le montant des droits à verser au titre de ces demandes, y compris les frais de visa et de passeport, afin d'en ramener le montant à un niveau modéré par rapport au revenu mensuel moyen dans l'Etat participant considéré.

Le requérant sera informé d'une manière aussi diligente que possible de la décision qui aura été prise. En cas de refus, le requérant sera également informé de son droit à renouveler sa demande au terme d'un délai raisonnablement court.

Les Etats participants s'efforceront, dans le cas approprié, d'améliorer, en tenant dûment compte des conventions ou accords multilatéraux ou bilatéraux pertinents, les conditions dans lesquelles l'assistance juridique, consulaire et médicale est prêté aux ressortissants des autres Etats participants qui, pour des raisons d'ordre personnel ou professionnel, séjournent temporairement sur leur territoire.

Ils pousseront plus avant l'application des dispositions pertinentes de l'Acte final de sorte que les cultes, ainsi que les institutions et organisations religieuses, et leurs représentants puissent, dans le domaine de leur activité, développer entre eux des contacts et des rencontres et échanger des informations.

L'information

Les Etats participants encourageront plus encore une diffusion plus libre et plus large de publications imprimées, périodiques et non périodiques, importées d'autres Etats participants, ainsi qu'une augmentation du nombre des points où ces publications sont en vente au public. Ces publications seront, en outre, accessibles dans les salles de lecture de grandes bibliothèques publiques et d'établissements similaires.

En particulier, pour faciliter l'amélioration de la diffusion de l'information écrite, les Etats participants encourageront les contacts et les négociations entre leurs firmes et

(Publicité)
QUELLE ERREUR
de vendre séparément ses meubles anciens et ses meubles modernes !
Au DEPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successions - 81, rue de Lagny (20^e) tel 372 13 91, vous obtiendrez le meilleur prix total des meubles anciens ajoutés à votre électro-ménager, vos matelas, livres et autres bibelots modernes.

organisations compétentes, en vue de conclure des accords et des contrats à long terme destinés à accroître les quantités et le nombre des titres de journaux et autres publications importées d'autres Etats participants. Ils jugent souhaitable que le prix de vente au détail des publications étrangères ne soit pas excessif par rapport à leur prix de vente dans leur pays d'origine.

Ils confirment leur intention, conformément aux dispositions pertinentes de l'Acte final, de développer d'avantage les possibilités d'abonnement offertes au public.

Ils favoriseront une expansion accrue de la coopération entre les mass media et entre leurs représentants, en particulier entre les membres des rédactions des agences de presse, des journaux, des organismes de radio et de télévision et des sociétés cinématographiques. Ils encourageront un échange plus régulier de nouvelles, d'articles, de suppléments et d'émissions ainsi que l'échange de personnels de rédaction afin que ceux-ci approfondissent leur connaissance des pratiques respectives. Sur une base de réciprocité, ils amélioreront les services matériels et techniques offerts aux reporters de la radio et de la télévision accrédités à titre permanent ou temporaire. De plus, ils faciliteront les contacts directs entre journalistes, ainsi que les contacts établis dans le cadre d'organisations professionnelles.

Ils donneront suite sans retard indu aux demandes de visa émanant de journalistes et ils réexamineront dans des délais raisonnables les demandes rejetées. En outre, un journaliste désirant voyager pour des raisons personnelles et non pour effectuer un reportage bénéficiera du même traitement que tout autre visiteur provenant de son pays d'origine.

Ils accorderont aux correspondants permanents et aux membres de leur famille vivant avec eux des visas à entrées et sorties multiples valables un an.

Les Etats participants examineront la possibilité d'accorder, le cas

échéant, sur la base d'arrangements bilatéraux, l'accréditation et autres facilités connexes aux journalistes d'autres Etats participants accrédités à titre permanent dans des pays tiers.

Ils faciliteront les déplacements des journalistes d'autres Etats participants sur leurs territoires, notamment en prenant des mesures concrètes, là où cela s'avère nécessaire, pour leur accorder des possibilités de voyager d'une manière plus étendue, sauf dans les régions interdites pour des raisons de sécurité. Ils informeront les journalistes à l'avance, chaque fois que possible, au cas où de nouvelles régions seraient interdites pour des raisons de sécurité.

Ils permettront, dans une plus grande mesure et, le cas échéant, dans de meilleures conditions, aux journalistes d'autres Etats participants d'établir et d'entretenir des contacts personnels et de communiquer avec leurs sources d'information.

Ils autoriseront, en règle générale, les journalistes de la radio et de la télévision, sur leur demande, à se faire accompagner par leurs propres techniciens du son et de l'image et à utiliser leur propre équipement.

De même, les journalistes pourront apporter de la documentation, y compris des notes et des dossiers personnels, qui ne devront strictement servir qu'à des fins professionnelles (1).

Les Etats participants faciliteront, là où cela est nécessaire, la création et le fonctionnement, dans leur capitale, de centres de presse ou d'institutions remplissant les mêmes fonctions, ouvertes à la presse nationale et étrangère et équipées d'installations de travail appropriées pour cette dernière.

(1) A cet égard, il est entendu que l'importation de publications imprimées peut être assujettie à la réglementation locale, qui sera appliquée en tenant dûment compte de la nécessité pour les journalistes de disposer d'un matériel de travail approprié.

Le compromis final avec Malte : cinq heures de discussion sur quelques mots

De notre correspondant

Madrid. - Le consensus sur le document final de la C.S.C.E. a finalement été atteint, le mardi 6 septembre, dans la soirée. Le représentant de Malte aura donc attendu jusqu'à la veille de la réunion, à Madrid, des ministres des affaires étrangères des pays participants avant de donner enfin son accord au texte adopté, le 15 juillet, par les trente-quatre autres délégations. Une journée entière de discussions sérielles, qui ont abouti à un document de compromis élaboré initialement par la Suède a encore été nécessaire avant de mettre tout le monde d'accord : l'éventuelle adjonction au texte d'une formule de quelques mots exigée par les Etats-Unis et refusée par Malte a fait, à elle seule, l'objet de cinq heures de négociations (1).

La solution finalement retenue consiste en une « déclaration » qui a été lue par le président de séance, mais qui ne fera pas partie du document final proprement dit. Le président affirme que les pays participants à la C.S.C.E. ont dûment pris note des propositions qui ont été formulées concernant la sécurité en Méditerranée et qu'ils s'ont prêts à donner leur appui, dans les cas appropriés, aux initiatives que Malte et les autres pays participants concernés peuvent prendre pour maintenir et élargir le dialogue entamé sur la base de l'acte final d'Helsinki avec les Etats méditerranéens non membres de la C.S.C.E. Les trente-quatre délégations se montrent ainsi ouvertes aux propositions que fera sur ce thème le gouvernement de La Valette, tout en évitant - grâce à la formule - dans les cas

appropriés - de lui accorder un virtuel veto en blanc.

Pourquoi le représentant de Malte, qui affirmait lundi encore n'avoir reçu aucune instruction de son gouvernement lui permettant de faire la moindre concession, et exigeait que les ministres eux-mêmes examinent ses propositions en arrivant à Madrid, s'est-il brusquement ravisé ? Il semble que la menace des autres délégations de passer outre aux objections du gouvernement Mimoff et d'approuver sans lui le texte du document final ait été déterminante. Les derniers pays, particulièrement la Roumanie, qui s'opposaient encore à cette entorse à la règle du consensus, avaient fini par se persuader, lundi, que l'attitude obstinée de Malte refusant tout compromis ne permettrait pas d'autre issue. C'est donc pour éviter d'être virtuellement exclu de la C.S.C.E. que le gouvernement de La Valette a fini par céder, permettant ainsi aux ministres des affaires étrangères de clore officiellement, à partir de ce mercredi, la Conférence de Madrid.

THIERRY MALINIAK.

(1) Ces quelques mots étaient, selon le vœu américain, que tout ce qui serait entrepris au sujet de la Méditerranée aurait lieu « dans le cadre des règles de la C.S.C.E. ». Finalement, on s'est borné à indiquer, dans une déclaration interprétative annexée, qu'« aucune initiative prise sur la base de la déclaration du président ne serait considérée comme une réunion de la C.S.C.E. à moins d'avoir obtenu le consensus des trente-cinq Etats participants ».

Tel Aviv : vol quotidien 2590 F.*

Le seul vol avec une 1^{re} Classe, une Classe Ambassador et une Classe Economie. Le confort absolu !
Départ de Paris CDG1. Liaison sans escale en gros porteur.

Tarif loisir aller/retour (Classe Economie).

Vous plaire nous plaît.



هكذا من الامم

Le Monde

politique

L'ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE DE DREUX

La majorité espère profiter de l'embarras de l'opposition

Les résultats du premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux n'ont pas altéré l'optimisme raisonné de la majorité. Invité du journal de la mi-journée d'Antenne 2, mardi 6 septembre, M. Pierre Mauroy a simplement affirmé que ceux des électeurs des « milieux populaires » qui ont abandonné la gauche pour rallier localement les thèmes de l'extrême droite sur l'immigration « se trompent lourdement » en cédant à des réactions passionnelles. Le chef du gouvernement n'a pas insisté

sur ce point, sachant sans doute que ces réactions passionnelles ont tendance à se généraliser dans les agglomérations dont la population compte beaucoup d'immigrés ou de citoyens d'origine étrangère.

En revanche, M. Mauroy n'a pas manqué de rendre hommage à l'attitude de M^{me} Simone Veil, qui avait désapprouvé, la veille, sur la même antenne, l'accord électoral conclu à Dreux par le R.P.R. et l'U.D.F. avec le Front national et appelé à l'absten-

tion au deuxième tour. Son intervention a été, toutefois, jugée trop molle par certains socialistes drouais, notamment par M. Piquet, qui conduit la liste d'union de la gauche. Ce socialiste a déclaré que le chef du gouvernement dénonçait l'ambiguïté de l'attitude des représentants locaux du R.P.R. acceptant à nouveau une alliance que leur chef de file national, M. Jacques Chirac, avait désavouée naguère.

Une manifestation silencieuse de soutien à la liste de gauche conduite par M. Piquet doit avoir lieu ven-

dredi 9 septembre à Dreux, dans le centre ville, entre 18 et 20 heures, avant l'élection du 11 septembre. Le conseiller Daniel Célis devrait donner lecture d'un appel solennel signé par de nombreuses personnalités du monde politique, syndical, intellectuel et artistique.

Inversement, M. Jean Hieaux, qui conduit la liste d'opposition élargie au Front national, a décidé d'annuler, par crainte d'incidents, la réunion publique qui devait avoir lieu jeudi 8 septembre à Dreux.

Une municipalité-laboratoire

(Suite de la première page)

« Pourquoi se voiler la face ? Les jeunes Français qui en avaient marre et après eux les parents, les groupes unis qui se défaisaient, la hargne chez les jeunes et chez les moins jeunes, l'exploitation de quelques maladroites retissantes de la municipalité à l'échelle de Dreux, la vision sélective qui met en gros plan les comédies d'un jeune Algérien et laisse inaperçues celles d'un jeune Français... »

Qu'est-ce qui a donc bien pu pousser sur ce terrain-là pour qu'aujourd'hui la France (politique au moins) regarde Dreux et que, à son tour, Dreux attende des signes, des indices, une sorte de mode d'emploi pour un quatrième tour d'élection municipale totalement inédit, pénible, gênant ou insolite pour presque tous ceux qui en parlent ? On ne sait ou on n'ose encore le dire. Mais le jardinier est connu, c'est M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national.

Deux années de travail militant incessant avec quelques dizaines de fidèles ou de sympathisants de l'extrême droite et de ses idées. Il lui a suffi de voir avec ses yeux à lui ce que M. Duval voyait avec les siens. Il tenait loyer pour tenter de soulever la mairie et de la faire passer de son côté - fit-ce comme simple adjoint. Car, on le fait bien comprendre aux plus démunis des plus

démunis, à ceux qui retiennent la leçon du dernier qui parle, aux victimes de fait ou possibles des jeunes « conards » : un immigré occupe le travail que tu n'as pas. Un immigré possède le couteau à papier électroménager que tu as peine à offrir. Un immigré « pompe » sûrement auprès de l'aide sociale l'argent que tu n'as pas. Un immigré t'a molesté ou te molestera un jour dans la rue. Et, si ce n'est lui, ce sera son fils. Xénophobie latente et fond de crise font le reste.

Trois postes-clés

Trop facile ? Trop déguenillé ? Pas de jeu démocratique ? A la guerre de l'extrême droite comme à la guerre de l'extrême gauche. Voilà comment on cueille en douceur ou à l'arraché 1 750 voix à des sympathisants, à des séduits, à des électeurs de la gauche populaire, à des anciens harkis. Voilà comment on négocie ensuite avec l'opposition, en position de force face à une tête de liste « gauchiste », un respectable banquier, M. Jean Hieaux, qui convainc peu de monde lorsqu'il affirme qu'il sera le « patron » quand la liste R.P.R.-U.D.F.-Front national aura engendré un nouveau maire et un nouveau conseil municipal.

M. Stirbois sait où il va. Il y va. Il y est presque. Quatre membres du

Front national plus huit non-inscrits sympathisants sur une liste de trente-neuf personnes. Si la droite et son extrême n'ont l'emportement dimanche à Dreux, M. Stirbois sera l'adjoint chargé de la protection civile. Une autre définition de la sécurité, qui doit échoir au docteur Jean-Pierre Albert (U.D.F.) et que M. Stirbois aurait volontiers exercée. « Avec application ? » « Si vous voulez ». A deux de ses amis, M^{me} Mireille Brion, juriste, et Paullette Vabois, pharmacienne, (non inscrite), reviendraient la culture et l'aide sociale.

Protection civile, culture, aide sociale : Dreux peut-elle devenir la municipalité-laboratoire de l'extrême droite, puisque M. Stirbois porte volontiers de démonstration de portée nationale ? M^{me} Gaspard, qui a repris les choses en main pour tenter de sauver le fruit de leur victoire, le socialiste de M. Piquet, invite, elle, les drouais à ne pas laisser faire de leur ville la « case-départ du fascisme en France ». Mais, plus que pour un retour à la raison de gauche, là où pas mal d'irrationalité s'est glissée, nombre de ses amis paraissent compter, au mieux, sur un de ces volte-face électoraux que Dreux s'offre de temps à autre. Bref, ils voudraient bien que M. Duval ait seulement failli avoir encore plus raison qu'il ne le pensait lui-même.

MICHEL KAJMAN.

Le R.P.R. se retranche derrière les « circonstances locales »

Le R.P.R. observe une discrétion presque totale. Hormis un article fort mesuré, placé exceptionnellement en dernière page de la *Lettre de la Nation*, mardi matin, aucune voix R.P.R. ne s'est fait entendre au niveau national.

Les responsables du mouvement, MM. Jacques Chirac et Bernard Pons, ont pas l'intention de s'exprimer davantage entre les deux tours. Seuls quelques parlementaires, comme MM. Claude Labbé, président du groupe, et Robert-André Vivien, député du Val-de-Marne, ont désapprouvé l'attitude de M^{me} Veil et, tout en marquant leurs réserves à l'égard du Front national, appelé à voter pour la liste d'opposition, afin de battre celle de la gauche. Toutefois, en privé, les dirigeants du R.P.R. affirment que l'attitude de M^{me} Veil ne pose un problème qu'à ses propres amis de l'U.D.F. Les plus audacieux admettent que, si l'ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg a spontanément réagi avec une émotion bien naturelle, elle n'a pas fait preuve d'un grand sens politique en cherchant à peser sur le vote des électeurs de Dreux.

Pour justifier l'absence de réaction du R.P.R., on rappelle, au siège du mouvement, que les décisions pour les élections locales ne dépendent pas des instances nationales. Les accords pour le premier tour ont été pris par les seuls responsables R.P.R. de la ville de Dreux. De plus, M. Hieaux, qui conduit la liste d'opposition, n'appartient pas au mouvement de M. Chirac, même s'il se dit gauchiste. Les candidats membres du R.P.R. ne représentent qu'un tiers de la liste aux côtés de l'U.D.F. et des non-inscrits. On se félicite cependant que, dès le premier tour, cette liste ait « largement distancé » (de deux points) la liste d'union de la gauche et qu'elle l'ait fait seule, sans l'appoint des voix du

Front national, alors qu'en mars dernier la liste socialiste distançait de dix points la liste R.P.R., qui avait fait une place à M. Stirbois.

C'est aussi en raison, dit-on, des conditions locales particulières de cette élection que M. Chirac ne désavoue pas publiquement les accords conclus sur place pour le second tour. En mars dernier, le président du R.P.R. avait formellement désapprouvé l'alliance de Dreux et refusé tout accord à Paris avec M. Le Pen, qui se présentait dans le vingtième arrondissement, où recueillait 12 % des suffrages, il devenait conseiller d'arrondissement. Au plan national, M. Chirac avait aussi repoussé les offres d'alliance que lui avaient présentées le Front national et le Parti des forces nouvelles. Les deux formations d'extrême droite. Au R.P.R., on affirme que ce principe d'est pas remis en cause par le cas particulier de Dreux et l'on assure qu'il n'y a pas de risque de contagion comme il y a six mois.

On laisse entendre enfin que la gauche a sauté sur l'occasion qui lui était ainsi offerte pour braver les projecteurs sur cet « incident » et détourner l'attention de ses propres pertes. Enfin, on fait remarquer dans les milieux proches du R.P.R., que la liste de l'opposition pour le second tour ne devrait comprendre que quatre membres du Front national sur trente-neuf candidats. L'on se félicite de s'écarter que M. Georges Marchais demande si « Dreux sera gérée par l'extrême droite ». On lui répond en demandant si « la présence de quatre ministres communistes au gouvernement peut laisser croire que la France est gérée par les communistes ». Les plus ironiques y voient l'aveu involontaire par le secrétaire général du parti communiste qu'une minorité peut imposer sa loi à une majorité !

ANDRÉ PASSERON.

Le C.D.S. se démarque de l'U.D.F.

La dénonciation, par M^{me} Simone Veil, de l'accord intervenu entre l'opposition et le Front national pour le second tour de l'élection municipale de Dreux ne fait pas l'unanimité au sein de l'U.D.F. Tandis que M. Olivier Stirn (U.D.F.-rad.), député du Calvados, et les responsables nationaux du C.D.S. approuvent la position de l'ancien ministre de la santé, MM. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, et Jean-Pierre Soisson, député U.D.F. de l'Yonne et membre du bureau politique du P.R., apportent leur soutien à la liste qui conduira M. Hieaux le 11 septembre.

Selon M. Stirn, M^{me} Veil « a eu une position courageuse ». « Si j'étais à Dreux, je ferais comme elle, je ne voterais pas », a-t-il affirmé. Le député du Calvados estime que l'opposition a fait « une énorme faute ». « Faire une liste commune, a-t-il expliqué, c'est quelque chose qui veut dire : on a des objectifs communs ».

Les dirigeants du C.D.S., en accord avec leurs responsables locaux d'Eure-et-Loir, refusent la participation, même minoritaire, du Front national à une équipe municipale : « Nous ne soutiendrons jamais des sentiments, des actions

ou des réactions xénophobes contraires aux principes humanistes qui guident notre action politique », déclarent-ils.

M. Jean-Pierre Soisson, en revanche, qui estime que cet accord opposition-extrême droite doit être considéré avant tout comme un désaveu de la politique du gouvernement, notamment sur le plan économique, o déclare que, s'il était élu à Dreux, il « voterait pour que l'opposition gagne », ce précaton qu'il était « contre toute politique extrémiste » et qu'il ne souhaitait pas « un retour aux affaires avec l'extrême droite ».

Pour M. Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, qui a adressé un télégramme de soutien à M. Hieaux, « les drouais ne doivent pas se tromper de combat. Il faut battre l'adversaire socialo-communiste ».

Quant à M. Lecanuet, président de l'U.D.F., si « ce type d'alliance doit rester une exception, liée à une circonstance particulière », il souhaite « l'échec de la gauche » et est donc « favorable à la liste de l'opposition qui se présente à Dreux ».

Enfin, le P.S.D. (parti social-démocrate), que préside M. Max Lejeune, regrette que « des nécessités électorales, locales et conjoncturelles aient conduit des mouvements libéraux de l'opposition à faire alliance avec un mouvement d'extrême droite qui n'a jamais caché ses ambitions totalitaires ».

● M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés, a notamment déclaré, mardi 6 septembre : « A Dreux, en même temps que celle des travailleurs étrangers, c'est aussi la sécurité de citoyens français qui est menacée par la campagne de la droite comme, par exemple, celle des mille cinq cents Français musulmans rapatriés, dont les plus âgés sont presque tous d'anciens suppléants de l'armée française. Pour les accueillir, pour les héberger, pour trouver du travail à ces plus démunis de tous les rapatriés, la municipalité de Dreux a accompli depuis 1977 un travail exemplaire. J'ai peur que cette œuvre ne soit compromise dimanche prochain si une majorité d'électeurs croyant faire ainsi acte d'opposition, se hussaient aller à approuver une campagne électorale menée sur le thème de la xénophobie et du racisme ».

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : noc à la politique de l'autruche

Commentant dans le *Figaro* les problèmes posés par l'élection de Dreux et les débats qu'elle entraîne, Jean Bothorel dénonce les conséquences de ce qu'il appelle « la politique de l'autruche ». Il note qu'en France - à la différence du Royaume-Uni - il n'est pas possible « d'analyser froidement et sereinement la question des immigrés sans s'exposer aux pires calomnies. Les conséquences de cet état d'esprit sont multiples et graves ».

D'abord, « toute politique gouvernementale qui s'efforce de mettre un terme à l'anarchie de l'immigration est systématiquement observée avec méfiance, sinon avec mépris, par les prétendus bien-pensants de l'intelligentsia ».

Ensuite, « l'établissement politique - honorable - joue volontiers les Ponce Pilate face à ce problème ».

Enfin, estime Jean Bothorel, « la classe économique et syndicale ferme les yeux. Elle n'a pas les mains blanches et elle le sait ».

L'éditorialiste du *Figaro* conclut : « Les difficultés liées à l'immigration ne font que commencer et elles lront en cascade, qui peut encore l'ignorer ? Il revient aux politiques de les poser clairement, non de les

enfouir en choisissant la politique de l'autruche. Sinon, en effet, les risques d'un débordement par l'extrême droite ne sont plus à exclure ».

LE QUOTIDIEN DE PARIS : M^{me} Veil attire trop l'attention sur l'extrême droite.

Pour Philippe Tesson, qui signe l'éditorial du *Quotidien de Paris*, M^{me} Simone Veil a préféré, dans sa prise de position hostile à l'alliance de l'opposition traditionnelle et de l'extrême droite, « donner le pas à des considérations morales » sur des « arguments d'ordre politique ».

S'agissant du « problème de l'extrême droite, à laquelle cette affaire donne un regain insoupçonné », Philippe Tesson écrit : « M^{me} Veil attire plus qu'il n'était besoin l'attention sur elle. C'est à peine en effet si elle existe en France, en tout cas en tant que force organisée. Ce pays peut se vanter de l'avoir quasiment neutralisée depuis vingt ans. Son idéologie irrigue plus ou moins les formations de droite (U.D.F., R.P.R.), mais son identité politique se réduit à peu de chose. Dreux resuscite soudain cette identité. Pourquoi donner à cet événement un éclat qu'il ne mérite pas ? C'est le meilleur moyen de favoriser ce que l'on redoute ».

M^{me} BOUCHARDEAU : un jeu honteux

M^{me} Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargée de l'environnement et de la qualité de la vie, a déclaré, mardi 6 septembre, à propos du premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux : « Nous sommes confrontés à un amalgame : antiracisme, psychologie d'insécurité, chômage... Cet amalgame sert l'extrême droite. Celle-ci en fait une arme politique. Plus question, dès lors, des problèmes posés par la présence des immigrés, encore moins du profit tiré de cette présence, c'est leur présence même qui est refusée : ils sont marqués du doigt et rejetés hors d'une société qui, pourtant, les exploite, victimes d'un jeu honteux, qui ne peut que nous indigner ».

Estimant que « l'environnement contribue à la haine et à la violence », M^{me} Bouchardeau a indiqué qu'elle demandera qu'un effort particulier soit fait « dans les quartiers concernés », effort d'entretien, effort de nettoyage quotidien, effort d'insécurité. L'ancienne secrétaire nationale du P.S.U. estime souhaitable, en outre, « que l'éducation nationale fasse connaître les cultures concernées ; que les mass média fassent justice aux immigrés en montrant leur travail, leur vie concrète ; que des lieux et des temps d'échange et de rencontre soient aménagés ; que le pluralisme culturel soit systématiquement et concrètement promu ».

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
SAN FRANCISCO

Master of Business Administration*

spécialisé en Management International
en 14 mois à compter du

31 octobre 1983

Clôture des inscriptions le 23 septembre 1983

American Management Studies

Finance, Marketing, Information Systems, Economics, International Business

Visites d'entreprises et de sites culturels

Niveau requis : 2^e cycle universitaire

programmes spécifiques de 8 semaines

pour l'obtention du

Diploma of Graduate Studies in Management

Prochaines sessions :

du 31 octobre au 23 décembre 1983, et 2 janvier au 28 février 1984

clôture des inscriptions au 30 sept. 83 ou sans préavis en fonction des places disponibles

* homologation mai-septembre

European University of America, 650 Pine St. San Francisco, CA. 94108 USA

Renseignements et inscriptions : Centre d'Information Pour l'Europe

32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ CAPELOU

SPECIALISTE DU CONVERTIBLE

Réputés pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (taille : 0,65, 0,80, 1,20 et 1,40). Matériaux : aluminium, acier, inox, polyester, etc. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

37 Av. de la République - PARIS 11^e - Métro : Pantin - Tél. 267.46.25

JEAN-YVES LHOMEAU.

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE A ANTENNE 2

M. MAUROY : le bien-fondé de la politique gouvernementale « deviendra perceptible de mieux en mieux »

An cours de son interview sur Antenne 2, mardi 6 septembre, M. Pierre Mauroy se proposait surtout de présenter les grandes orientations du projet de budget pour 1984, dont le conseil des ministres doit débattre le 14 septembre. Il a fait en confirmant sans ambages que bon nombre de contribuables paieront l'année prochaine, « un peu plus d'impôts » et justifié les futures augmentations de l'impôt sur le revenu par des impératifs de justice sociale.

Le premier ministre a exprimé sa conviction que le bien-fondé de sa politique deviendra, le temps passant, « perceptible de mieux en mieux » aux Français. L'exemple électoral de Dreux montre à quel point cette conviction tient du pari, en dépit de tout ce qui peut la nourrir.

En réponse aux questions qui lui étaient posées par les journalistes d'Antenne 2, M. Mauroy a fait notamment les déclarations suivantes sur les principaux dossiers de l'actualité internationale et intérieure :

● **BOEING ABATTU** : « Le temps des explications est venu : elles sont souvent embarrassées. Quelles que soient les explications, même celles portant sur l'espionnage, rien ne peut justifier la mort de ces passagers innocents. Et c'est justement ce que je dirai à M. Gromyko, le vice-président du conseil des ministres soviétique et ministre des affaires étrangères, [quand] il passera à Paris, vendredi (...). La France envisage de dire à M. Gromyko, ce qu'elle pense de cet acte absolument inqualifiable. »

● **LIBAN** : « Il est parfaitement clair qu'il n'est pas question pour la France que sa mission [d'interposition] soit dénucléée (...). Il ne peut pas y avoir un changement de nature de la mission de la France au Liban. »

● **TCHAD** : Les accords de Ouïm Chelouba (sont des) accords finalement mineurs (...). La parole est aux diplomates (...). Le président de la République française a envoyé des émissaires dans plusieurs capitales. Et, moi-même, samedi, je me rends à Alger, où je rencontrerai le premier ministre algérien, et je serai reçu par le président Chadli. »

● **DREUX** : « Je salue la position qui est prise par Mme Simone Veil. C'est une position courageuse. Et, au-delà de Mme Simone Veil, je m'adresse à M. Chirac pour savoir quelle sera sa position. M. Chirac n'a pas voulu faire, justement, l'alliance avec le Front national. Qu'en est-il aujourd'hui ? (...) Je regrette profondément que les milieux populaires se laissent aller à oublier leur vote de gauche par la passion, s'égarer par la passion, et avoir un vote qui n'est certainement pas conforme à ce qui devrait être. Eh bien, à ceux-là, je dis : ils se trompent, ils se trompent lourdement. »

● **BUDGET 1984** : « La rigueur s'impose encore comme méthode en 1984. Ce sera par conséquent un budget de rigueur. Pour autant, le 1^{er} janvier 1984, ce sera l'application de notre Plan, c'est-à-dire que nous allons être mobilisés vers nos objectifs à moyen et court terme. Le budget doit traduire cette réalité (...). En moyenne, les dépenses ne vont pas dépasser 7 %, mais dans les secteurs d'activité qui justement sont les muscles, je veux parler de l'industrie, de la recherche, de la formation professionnelle, eh bien, là, ce sera entre 15 et 20 % d'augmentation des crédits ! (...) »

● **Les Français paieront un peu plus d'impôts** (...). Il y aura une augmentation pour les revenus élevés. Ce qui est normal, ce qui est l'expression même de la justice sociale (...). Il y aura une sorte de surtaxe, de contribution, qui prend un caractère exceptionnel dans la mesure où la croissance zéro [se traduit par] un manque à gagner sur le plan budgétaire. Il faut, par conséquent, prendre des mesures spéciales pour compenser cela (...). Cette contribution [interviendra] à partir de ceux qui paient 20 000 francs d'impôts. Ce qui doit correspondre à un ménage avec deux enfants à un revenu [mensuel] de 16 000 francs.

Depuis plusieurs mois, on assiste à une sorte de campagne sur l'impôt sur les gros revenus. Enfin,

je crois qu'il est normal qu'on aille plus loin dans ce domaine-là : les gouvernements précédents nous ont habitués à de bien mauvaises manières [en imposant] ceux qui justement sont les plus démunis ou ceux qui sont dans la moyenne (...). Il ne faut pas que se développe dans ce pays une sorte de commentarisme qui voudrait laisser entendre que des cadres sont uniquement motivés par l'argent (...). Dès lors que nous menons une politique équilibrée, que nous voulons donner à notre pays toutes ses chances, il faut assumer la justice sociale et il faut naturellement faire supporter à ceux qui ont de hauts revenus davantage qu'à ceux qui ont des revenus plus modestes (...). Tout ce qui est économie, nous le partageons au niveau de l'ensemble du gouvernement, et il n'y a pas de désaccord entre M. Delors et moi (...). On ne peut pas avoir recours à la TVA, lorsque l'on mène une bataille aussi décisive contre l'inflation. »

● **L'EMPLOI** : « Quelle que soit l'aggravation du chômage, il faut que des jeunes puissent entrer sur le marché de l'emploi (...). Si ce marché est véritablement fermé, il faut l'ouvrir. Cela signifie qu'il y a des personnes qui doivent sortir de ce marché. Ceux qui doivent sortir, ce sont ceux qui, à cinquante-cinq ans, ont plus d'un an de chômage, sont dans des secteurs qui sont gravement menacés, et dans des secteurs où il y a une moyenne de chômage supérieure à la moyenne. Il faut prendre des mesures particulières. C'est l'expression la plus belle de la justice sociale et de la générosité que nous devons envers les chômeurs que de permettre ce mouvement. Ce mouvement, nous l'avons fait avec des contrats de solidarité, nous allons le faire sous une autre forme, et je précise que les mesures qui seront prises ne seront pas des mesures générales, s'appliquant à tout le territoire, ce sont des mesures qui s'appliqueront par secteur, et qui s'adresseront aux personnes. »

LA FIN DU CAMPUS D'ÉTÉ DES JEUNES GISCARDIENS

(De notre correspondant.)

La Plagne. — « Déprésidentialisé », le débat politique aura été l'une des principales préoccupations des quelque quatre cent jeunes giscardiens réunis dans la montagne savoyarde à La Plagne (Savoie), du 2 au 6 septembre, pour leur campus d'été. Si leurs débats sur l'actualité semblent aujourd'hui biter sur le choix de leur futur « guide », les « J.G. » restent, disent-ils, « les plus fidèles giscardiens » de l'ancien président. Ils sont, notamment convaincus que M. Valéry Giscard d'Estaing est le seul homme politique dont « le message est tourné résolument vers la jeunesse et vers l'avenir ». »

Nullement impressionnés par M. Raymond Barre, les jeunes giscardiens s'interrogent sur l'alignement des jeunes démocrates-socialistes à la personne de l'ancien premier ministre. « Sans leader présidentiable dans leur mouvement, ils en cherchent un, avec, peut-être, comme principale idée derrière la tête d'écarter en priorité V.G.E. », observe le président des jeunes giscardiens, M. Patrick Gérard.

Seule explication donnée à La Plagne à la présence de M. Raymond Barre au campus des jeunes du C.D.S., le besoin de donner sur leur mouvement un « coup de projecteur ». C.F.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

MOSELLE : derrière M. Rausch (C.D.S.) « le grand chelem » pour l'opposition ?

De notre correspondant

Metz. — Alors que la liste d'opposition U.D.F.-R.P.R. est connue depuis le début du mois d'août, la mise au point d'un accord entre le P.S. et le P.C. est plus longue à intervenir. Pour affronter le scrutin du 25 septembre prochain, qui aura lieu pour la première fois à la proportionnelle, l'opposition a choisi de se présenter unie. Deux des quatre sénateurs de la Moselle élus en septembre 1974 sont candidats au renouvellement de leur mandat, M. Jean-Marie Rausch (C.D.S.), maire de Metz et président du conseil régional de Lorraine et M. André Bohl (C.D.S.), maire de Crestzwiller. René Jager (C.D.S.), décédé à la fin du mois de juillet dernier, avait décidé de ne pas se représenter. M. Robert Schmitt (P.R.) a, quant à lui, été écarté par les instances départementales de son parti. Outre M. Bohl, les colistiers du sénateur maire de Metz sont MM. Roger Hussen (R.P.R.), maire de Dieuze, Jean-Eric Bousch (R.P.R.), maire de Farbach, et Henri Ferretti (P.R.), conseiller municipal de Thionville.

Les instances nationales du P.R., qui revendiquaient la troisième place pour M. Ferretti, ont dû s'incliner devant l'autorité de M. Rausch dans le département et accepter pour leur candidat la cinquième place. Le R.P.R., qui avait envisagé un moment de présenter une liste homogène, a opté dès juillet pour la participation à la liste conduite par M. Rausch. Ce choix a été ratifié à une large majorité par le comité départemental qui s'est aussi prononcé en faveur de la candidature de MM. Hussen et Bousch, tous deux conseillers généraux et régionaux. M. Bousch pourrait ainsi retrouver le siège qu'il avait perdu en 1974.

Plusieurs raisons politiques expliquent cet effort d'unité entre l'U.D.F. et le R.P.R. Tout d'abord la présence d'une tête de liste incontestée — M. Jean-Marie Rausch — dont l'objectif affirmé est net : « réaliser le grand chelem » grâce notamment à une représentation dans l'ensemble du département. Par ailleurs deux constats ont poussé l'opposition à s'unir : d'une part le poids de la gauche est plus fort en Moselle depuis

1974 ; d'autre part une large fraction des 2 742 grands électeurs mosellans (des non-inscrits et divers modérés) d'est pas favorable à la présentation de listes séparées. Mésant justement sur le fort potentiel des délégués non inscrits ou divers modérés, M. Pierre Herment, maire de Ban-Saint-Martin et président de l'agglomération messine, a formé une liste ne non-inscrits d'opposition républicaine. Elle regroupe MM. Joseph Schaefer, maire de Bitch, Etienne Halter, conseiller général de Fenétrange, Gérard Thomas, maire de Lixing-Saint-Avold et Denis Schütz, maire de Tresange.

l'élection d'un candidat de la majorité. M. Rémy Cabocel (div. opp.) suppléant de René Jager, a annoncé sa candidature sans dévoiler la composition de sa liste. Dans la majorité, les négociations continuent entre le P.S. et le P.C. Le parti socialiste, majoritaire au sein de la gauche, revendique la tête de liste et propose deux places au parti communiste (la seconde et la cinquième). La fédération de la Moselle du P.C. subordonne quant à elle sa participation à une liste d'union de la gauche à un accord national entre les deux principales formations de la majorité. Selon M. René Leucart, premier secrétaire de la fédération P.S., un compromis aurait été réalisé entre les élus-majors du P.S. et du P.C. : moyennant une concession du P.S. dans le Pas-de-Calais, M. Jean-Pierre Maffert (P.S.), conseiller général de Montigny-les-Metz pourrait conduire la liste d'union de la gauche en Moselle. « Notre objectif est l'élection d'au moins un sénateur de gauche. Cet objectif ne peut être atteint que si les sensibilités de la gauche se retrouvent unies », affirme M. Leucart. Pour les responsables communistes de la Moselle, il subsiste cependant certains « points d'ombre » à éclaircir.

De l'avis de M. Rymond Schwenk, secrétaire fédéral du P.C., ces « points d'ombre » concernent l'attitude qu'adoptera le P.S. dans le Pas-de-Calais pour les élections sénatoriales et à Sarcelles (Val-d'Oise) pour le « troisième tour » des élections municipales. Faute d'un accord, le parti communiste présentera une liste homogène déjà constituée et soumise pour l'heure à l'avis du comité central. Des discussions ont aussi lieu entre le P.S. et le M.R.G., bien que ce dernier ait fait connaître début août son intention de présenter une liste commune avec le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert. MM. Philippe Reymond (M.R.G.) et Edouard Delaye (M.D.) ont en effet annoncé leur « accord électoral et politique pour sauver l'action du président de la République ». Cette liste, encore incomplète, doit être composée de trois radicaux de gauche et de deux membres du Mouvement des démocrates. Y figurent notamment : MM. Cecil-Paul Coves (M.R.G.), adjoint au maire de Thionville, et Jacques Hoffmann (M.D.), adjoint au maire de Gorze. Il s'agit, dans l'esprit des deux formations, de saisir l'occasion de ce scrutin pour montrer que, à gauche, « il y a une sensibilité qui n'est ni celle du P.S. ni celle du P.C. ».

JEAN-LOUIS THIS.

Entrez dans le monde merveilleux de la chevalerie et apprenez à lire le langage des armoiries avec la réimpression du rare livre héraldique :

LE BLASON DES ARMOIRIES de Hiérosme de Bara

(Imprimé à Lyon par Barthélémy Vincent en 1581).

Si vous n'en possédez pas, la loi vous autorise à concevoir votre propre blason dans les règles de l'art.

CADEAU

En envoyant votre bulletin dans la semaine, vous recevrez en contrepartie une gravure originale d'un paysan. Cette estampe de 14x21 cm est signée par l'artiste.

De fabrique d'hermine d'argent.

D'azur à un cherubin d'argent ayant six ailes.

D'azur à deux clefs d'argent.

De gueules à un sautoir d'or.

De pourpre à une arête à deux têtes d'or membre d'azur.

De finople à un lion leopard d'argent armé d'azur.

D'argent à un sautoir de finople.

Il y a longtemps que je rêvais d'imprimer cet ouvrage sans rien modifier, en le reproduisant, afin de mettre ce livre rare et artistique à la portée d'amateurs qui apprécieraient toute l'émotion qu'il y a à posséder un ouvrage imprimé voici 400 ans.

Fidèlement, j'ai tout reconstitué dans les moindres détails.

J'ai respecté les proportions, et même les légères défauts auxquels se reconnaît une édition originale. J'ai même laissé les « piques » ou « pétouilles » qui apparaissent de temps en temps dans la typographie, car j'ai pensé qu'il était étonnant de conserver la trace des détails d'autrefois qui font tout le charme des ouvrages anciens.

J'ai reproduit des centaines de gravures sur bois (très exactement 564), exécutées par de véritables artistes graveurs sur bois du XVI^e siècle, représentant les armoiries de tous les pays, et des plus grandes familles.

Quei rare plaisir de reconnaître et de connaître, avec clarté et précision, les règles particulières des couleurs, métaux, fourmes, et différents

symboles qui entrent dans la construction des armoiries, de suivre l'ordre et les termes usités dans la science héraldique. En un mot, d'apprendre, en lisant simplement les légendes sous les armoiries : la belle langue du blason.

De tout temps les hommes braves ont eu des signes de distinction, pour se faire connaître. L'homme noble portait sur lui le droit de se faire pour son pays, pour Dieu, et le blason était son drapeau personnel. Autrement, on connaissait la vie d'un homme, la grandeur de sa famille, l'ancienneté d'une race, en déchiffrant les éléments de son écusson. Cela parlait même aux yeux de ceux qui ne savaient pas lire.

Pour éditer ce livre, j'ai reconstitué la reliure de l'époque en lui donnant la souplesse et la force, que seule une reliure manuelle permet d'obtenir. J'ai reconstitué les fers anciens dont la gravure à la main ne peut être effectuée que par le plus qualifié des spécialistes. J'ai confié au meilleur doreur le soin de couvrir sur le dos du livre, à la feuille d'or titant 22 carats, des blasons d'époque. Dans la famille du compagnon qui relie l'ou-

vrage, on est reliureux de père en fils. Il a travaillé des années, seulement pour apprendre à plier le papier, couder les cahiers, passer la colle, abattre les coins avec le martelet et monter les gardes sans les faire bâiller. J'ai reconstitué sur forme ronde le verge chiffon filigrane « aux canons », à quoi se reconnaissent toutes mes éditions.

8 jours chez vous sans rien payer ! Vous pouvez disposer de ce somptueux volume pour l'examiner à loisir, admirer sa splendeur reliure et même le lire ou le relire sans déboursier un centime.

Au bout de 8 jours, vous pourrez me le retourner dans son emballage d'origine, à mes frais. Ou bien, conquis, vous le garderez et réglerez le prix spécial de 165 F + 9 F de participation aux frais d'expédition.

J. de Bonnot
Jean de Bonnot
Editeur d'Art.

* volume in-octavo (14 x 21 cm).

IPESUD INSTITUT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR-ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE

MÉDECINE et PHARMACIE (1^{re} année)

- stage pré-universitaire pour bacheliers
- préparation intensive pour cours du soir ou stages

PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX ÉCOLES PARAMÉDICALES (Kinésithérapeutes-Laborantins-Manipulateurs en électrodiagnostic-Infirmiers-Pédicures-Ergothérapeutes)

ÉCOLES D'ORTHOPHONIE

ÉCOLES NORMALES PRIMAIRES

BTS TOURISME (2 options)

SECRÉTARIAT MÉDICAL

RESEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :

IPESUD Le Parc du Belvédère, Bat. D, rue Marius Carriou, rue du Belvédère 34100 MONTPELLIER. Tél. 54.72.20

GARANTIE DE RACHAT

Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent pas être vendus à vil prix et donner à l'acheteur des satisfactions insoupçonnées. Jean de Bonnot ne publie que des ouvrages soignés dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année. C'est pourquoi il s'engage à les racheter au même prix aux souscripteurs qui le désireront.

ATTENTION. Ce livre a été tiré à un petit nombre d'exemplaires, afin de lui donner cette inappréciable qualité qu'est la rareté.

BON de RÉSERVATION

Je suis curieux de voir (sans engagement) le « Blason des Armoiries ».

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ N° _____

Code postal _____ Ville _____ Signature _____

Envoyez ce bon à Jean de Bonnot, 7, fg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08.

سكز من الاصل

Le Monde

société

L'étrange retrait d'un médicament Quand l'opinion publique l'emporte sur les faits scientifiques

C'est avec regret que la firme Merrell fait savoir qu'elle se voit contrainte d'interrompre la production du *Bendectin* (ou *Bendectin aux États-Unis*) - vient d'annoncer dans un communiqué la branche britannique du groupe pharmaceutique mondial Merrell Dow Organisation. « En cela, poursuit-elle, en dépit du fait que le *Bendectin* (ou *Deben-dox*) a été utilisé avec succès dans le monde entier depuis vingt-sept ans pour calmer les nausées et les vomissements de plus de trente-trois millions de femmes enceintes, sans qu'aucun effet secondaire ait pu être établi, et en particulier, sans qu'aucune enquête ait pu démontrer un lien quelconque entre l'absorption de *Bendectin* et d'éventuelles anomalies congénitales chez l'enfant. » Autrement dit, souligne un éditeur de la revue scientifique *Nature*, « c'est l'opinion publique mal informée par une campagne de presse qui, en fin de compte, décide du bien-fondé de la commercialisation d'un médicament... »

Cette campagne avait été déclenchée en 1980 par les magazines allemands *Der Spiegel* et américain *Mother Jones*, lesquels accusaient à la fois le fabricant du produit et les autorités responsables de sa mise sur le

autant de son côté et les deux administrations, dont la réputation de sévérité a été si souvent dénoncée par les industriels, concluent que le médicament incriminé ne présente aucun risque ni pour la mère ni pour l'enfant, qu'il n'est pas tératogène, et que sa commercialisation peut donc se poursuivre avec les mêmes indications. Mais la campagne d'opinion publique déclenchée n'a pas manqué d'attirer entre-temps l'attention des avocats américains toujours à l'affût de procès médicaux juteux et de bénéfices qui peuvent en être tirés.

Près de trois cents plaintes sont déposées contre Merrell : deux affaires sont, à ce jour, venues devant les tribunaux. Les plaignants ont été déboutés dans la première ; le jury « a recommandé l'attribution de dommages et intérêts » pour la seconde, mais il appartient au juge de se prononcer à présent.

« Un avocat peut toujours élaborer un dossier avec peu de chose, voire avec rien », souligne l'éditorial de *Nature*. Encore faut-il que ce rien soit démontré, ce qui implique de la part de la firme Merrell des dépenses considérables en honoraires d'avocats... Dépenses, estiment les Anglo-Saxons, qu'il serait logique de faire partager par les organisations étatiques (la direction de la pharmacie américaine en l'occurrence) qui se portent garantes de la sécurité d'un médicament et décident non seulement de sa mise sur le marché mais de son maintien.

Si l'affaire du *Bendectin* est sans précédent, on peut souhaiter qu'elle ne signe pas les prémices d'une ère nouvelle, où l'irrationnel prendrait le pas sur les données du réel, où la pression de l'opinion publique l'emporterait, en matière thérapeutique, sur l'opinion des chercheurs, des médecins et de leur autorité de tutelle.

Une campagne de dénigrement du vaccin contre la coqueluche, conduite en Grande-Bretagne, bien que basée sur des arguments eux aussi irrationnels, a entraîné une hostilité telle contre le vaccin que ce pays a connu cet hiver une épidémie d'une gravité sans précédent. Et la communauté médicale anglo-saxonne déplore de n'avoir aucun substitut qu'elle puisse recommander au produit de Merrell pour alléger les vomissements de la grossesse...

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

LE BENDECTIN

Le *Bendectin* figure dans les dictionnaires pharmaceutiques anglo-saxons avec pour seule indication « nausées et vomissements de la grossesse ». Elle contient un anti-histaminique (le succinate de doxylamine) et de la vitamine B6 (chlorhydrate de pyridoxine) à parts égales. Plusieurs produits voisins se trouvent sur le marché français avec des indications diverses, dont l'effet contre les nausées, les vomissements et le mal des transports.

Il s'agit du Bécadin de Spécia (vitamine B6), de la Mèroline de Merrell (succinate de doxylamine) et de la Pyridoxine de Labaz (vitamine B6).

Les notices d'information les concernant ne font aucune référence à la grossesse. Le marché français dispose d'ailleurs d'anti-émétiques propres particulièrement efficaces.

marché et de sa surveillance (la Food and Drug Administration aux États-Unis) de dissimuler des faits épidémiologiques (naissance d'enfants anormaux) prétendument relevés par le centre de surveillance d'Atlanta, et des faits expérimentaux concernant les effets tératogènes constatés dans la descendance de rates ainsi traitées.

Un an plus tard cependant, par deux articles exhaustifs publiés dans le journal de l'association médicale américaine (*JAMA*), les équipes d'Atlanta publient les enquêtes conduites de 1968 à 1981 sur plus de 280 000 naissances. « Aucun lien n'a pu être trouvé entre les malformations congénitales qui ont pu être étudiées pendant ces treize ans et l'absorption de *Bendectin* » conclut le centre d'Atlanta.

Une enquête est alors ordonnée aux États-Unis par la Food and Drug Administration. Les données expérimentales ou épidémiologiques existantes sont passées au crible, et tous les chercheurs qui ont participé de près ou de loin à des travaux sur ces thèmes sont entendus.

Le « comité pour la sécurité des médicaments » britannique en fait

L'ÉTOILE DES NEIGES

Établissement agréé et conventionné S.S.

Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année

Scolarité dans l'établissement

● Maladies des voies respiratoires

● Asthme

Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.

05400 La Roche-des-Arnauds

Téléphone : (02) 57-82-57

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : S. du Monde - PARIS-18

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : 0395 - 2037.

L'hospitalisation à domicile

Le maillon qui manquait à la chaîne

Vingt ans après sa création, l'hospitalisation à domicile (H.A.D.) va enfin sortir de la marginalité. Le rapport que vient de rédiger les cinq ministères à la demande de M. Pierre Mauroy y fait allusion. Un projet de loi en cours de rédaction sur les

D'après l'article 4 de la loi hospitalière du 31 décembre 1970, « les services des centres hospitaliers peuvent se prolonger à domicile, sous réserve du consentement du malade ou de sa famille, pour continuer le traitement avec le concours du médecin traitant ». Ainsi, une fois passée la phase aiguë d'une affection, un malade peut rentrer chez lui pour suivre le même traitement qu'à l'hôpital. Une partie des structures hospitalières doivent donc se déplacer jusqu'à son chevet pour réaliser une sorte de mini-hospitalisation avec les visites du médecin traitant, le passage de l'infirmière, de l'aide soignante, les liaisons avec le service hospitalier et la Sécurité sociale. Un prix de journée est fixé, qui comprend : soins, examens complémentaires, médicaments, honoraires médicaux et dépenses de personnel.

Une convention-type, élaborée par la Caisse d'assurance maladie en 1974, précise la pathologie concernée par l'hospitalisation à domicile : « Ce malade est celui dont l'état, du fait de l'évolution clinique, ne justifie plus un séjour dans un établissement de soins, mais nécessite une surveillance active, et pour lequel les soins envisagés imposent des interventions fréquentes et complexes des médecins et des auxiliaires médicaux, qui ne peuvent être donnés ni par des établissements du type maison de convalescence, ni par les structures habituelles de soins à domicile, visites isolées de médecins, auxiliaires médicaux... » Cette formule originale de soins est donc réservée à des malades qui n'auraient pu, sans cela, rentrer chez eux pour des raisons de sécurité. Elle se distingue par son haut niveau de technicité des simples « services de soins à domicile » prescrits par le médecin libéral et destinés à des malades « plus légers ». En fait, l'hospitalisation à domicile pourrait être le maillon (actuellement manquant) de la chaîne de distribution des soins, entre l'hôpital et la médecine libérale.

Dans plusieurs pays industrialisés, l'hospitalisation à domicile remplace souvent les longs séjours hospitaliers. Aux États-Unis, où est née en 1947 la formule du *home care* et au Québec, les patients pour 20 % terminent ainsi leur hospitalisation sous la surveillance du médecin de l'hôpital.

« alternatives à l'hospitalisation » y sera en partie consacré.

M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la Santé, a visité le vendredi 2 septembre les antennes d'hospitalisation à domicile des hôpitaux Saint-Louis et Necker-Enfants-

Malades. Il a annoncé que les lois en cours de préparation, portant sur la départementalisation, le budget global et sur l'organisation des hôpitaux, consacreront une large part aux solutions de rechange à l'hospitalisation.

de huit cents à mille deux cents malades par jour. Son directeur, M. Denis Artot, a entrepris une énergique campagne d'information pour se faire connaître. Ainsi, à l'intention des chefs de service médicaux, il vient de publier une brochure pratique : *L'H.A.D. en question*. La pathologie prise en charge est extrêmement variée : cancers traités par chimiothérapie, cancers en phase terminale, ulcères varicelleux avec protocoles de soins originaux, diabètes nécessitant une éducation diététique, grossesses à haut risque de prématurité, maladies digestives chez des enfants nourris par perfusion... Pour M. Artot, il n'y a pas de limites à l'hospitalisation à domicile, dont le « succès dépend avant tout d'une bonne évaluation des soins au départ ».

De fait, la formule de l'H.A.D. peut s'appliquer à de nombreuses spécialités. Elle s'avère en particulier être une bonne solution en néphrologie, où elle pourrait diminuer la morbidité et la mortalité chez les dialysés rénaux. Mille cinq cents insuffisants rénaux en bénéficient actuellement (18 % seulement de tous les dialysés). Pour le professeur Marcel Legrain (hôpital de la Pitié, Paris), « les dialysés qui se traitent à domicile avec l'aide d'un membre de leur famille sont plus motivés et représentent aussi les meilleurs candidats à la transplantation rénale ».

D'une manière générale, l'intérêt humain et thérapeutique est évident.

Une efficacité parfois plus grande

Et en France ? « Je souhaite développer les alternatives à l'hospitalisation de jour, soins à domicile et hospitalisation à domicile, qui représentent pour beaucoup de patients des solutions plus efficaces que le circuit hospitalier classique », déclarait, en mai dernier, M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la Santé. Il reste beaucoup à faire pour éviter que l'H.A.D. ne demeure qu'une louable intention. Si on note en 1982 un léger accroissement des admissions en H.A.D. (+0,54 %) par rapport à 1981, on ne compte qu'une journée à domicile pour cent cinquante journées d'hospitalisation classique ; la répartition de l'activité annuelle est, de plus, fortement concentrée sur Paris et la région parisienne : cinq cent quarante mille journées dans la capitale, quatre-vingt mille à Lyon, cinquante journées dans le Limousin et aucune en Bretagne (1).

A Paris, le principal organisme d'hospitalisation à domicile dépend de l'Assistance publique. Il s'occupe

L'exemple de Santé-Service

Santé-Service (1), une organisation privée à but non lucratif, couvre l'hospitalisation à domicile pour Paris et sept départements de la banlieue. Mais, malgré sa bonne réputation, son expansion reste bloquée.

Créé il y a plus de vingt ans, sur l'initiative du professeur Denon, alors directeur de l'Institut Gustave-Roussy, Santé-Service a eu initialement pour mission de décongestionner les centres anticancéreux surchargés de Villejuif, de la fondation Curie et du centre René-Huguenin. L'organisme dessert actuellement une cinquantaine d'hôpitaux privés et publics par l'intermédiaire de quatre équipes de soins décentralisées. Ceux-ci fonctionnent chaque jour de 8 heures à 20 heures, avec une permanence téléphonique de nuit. Le prix de journée est pris en charge par la Sécurité sociale.

A la différence de l'H.A.D. de l'Assistance publique de Paris, et cela tient à son origine, une priorité est accordée aux malades atteints de cancer (63,5 %). Pour assurer ces traitements, en particulier les chimiothérapies, infirmières et aides-soignantes reçoivent une formation dans les centres anticancéreux. En dehors des soins médicaux proprement dits, trois diététiciennes prennent en charge les malades, souvent porteurs de sondes nasales et qui ne peuvent en régime alimentaire. De plus, un service d'ergothérapie à domicile aide à la rééducation manuelle et à la réinsertion sociale. Pour faire face aux difficultés psychologiques que peut rencontrer le personnel soignant en présence des patients, des réunions de service et même un groupe Balint, en présence d'un psychanalyste, permettent d'échanger les expériences. « Cet organisme a permis à de nombreux enfants leucémiques de sortir de l'hôpital », commente le professeur Schwartzennberg (Gustave-

Roussy). Je travaille avec Santé-Service avec un grand plaisir, car ils allient la compétence au dévouement. »

Le personnel de Santé-Service s'attache tout particulièrement à établir des liens constants entre la famille, le service hospitalier et le médecin traitant. Le chef de service peut à tout moment prendre des nouvelles de son patient par un simple coup de fil. Pour sa part, le médecin de famille lui adresse ses remarques dans un carnet de liaison présenté lors de la consultation hospitalière, à laquelle participe l'infirmière de Santé-Service. « Travailler à domicile est une expérience très enrichissante pour une infirmière, remarque M^{me} Pesrin, surveillante en chef. Elle est en quelque sorte l'invité du malade et se met à sa disposition. Elle aide aussi la famille, qui peut avoir des réticences à s'occuper d'une personne gravement malade. »

Pourtant, malgré l'essor qu'a pris cette structure de soins, le nombre de journées soignées. En 1982, 2 486 patients ont fait appel à Santé-Service, contre plus qu'en 1976. « Nous devons refuser des demandes, car nous manquons de personnel et de matériel », poursuit M^{me} Pesrin. Sur 400 salariés, 240 de nos agents infirmiers doivent effectuer plus de 40 % de soins paramédicaux. En effet, nous admettons de plus en plus de personnes grabataires dont les soins ne peuvent être effectués par des infirmières seules. Elles doivent être accompagnées d'une aide-soignante. Or seulement vingt postes, fixés par convention avec la caisse d'assurance-maladie, ont été accordés en 1980. »

C. S.

(1) Santé-Service, 174, rue de la République, 92800 Puteaux. Tél. : 778-16-08 (vingt-quatre heures sur vingt-quatre).

Le vaccin contre l'hépatite B sera fabriqué par génie génétique avant la fin de l'année

Le professeur Walter Gilbert, président de la Société Biogen, dont le siège est à Genève, a annoncé la fabrication réussie, par les techniques du génie génétique, d'un vaccin contre l'hépatite B. Le vaccin en question ne contient que les antigènes de surface du virus, produits par des levures génétiquement transformées.

L'Institut néerlandais pour la recherche techno-

C'est en août 1982, rappelle le professeur P. Tiollais (Institut Pasteur), que William Rutter, de San-Francisco, a annoncé au congrès de virologie de Strasbourg qu'il avait mis au point une technique de multiplication (ou clonage) de l'antigène de surface Hbs (ou particule active du virus de l'hépatite B) dans des levures. Le docteur W. Rutter travaille à présent pour la firme Merck Sharp and Dohme, deuxième fabricant mondial de vaccin contre l'hépatite B après l'Institut Pasteur Production de Paris.

D'autres groupes de travail ont choisi, au Japon et en Belgique (firme R.I.T.), cette voie de production par des levures. Elle comporte cependant une réserve, ou une interrogation, car les particules d'antigène de surface Hbs (ou particules vaccinales) ainsi produites contiennent des fragments de membranes de levures, et il n'est pas exclu que certains des sujets vaccinés puissent présenter des réactions allergiques.

La fabrication du vaccin contre l'hépatite B se fait, à l'heure actuelle, de manière coûteuse et peu commode à l'aide de plasma humain (sérum de porteurs chroniques de l'antigène Hbs). La réussite du clonage du patrimoine génétique du virus dans des bactéries a ouvert la voie, dès 1979, à des possibilités de production plus rationnelles. Dès la fin de cette année, l'Institut Pasteur produira ainsi en quantité un antigène Hbs intégré à des cellules animales qui le sécrètent en abondance et avec la même rapidité que les levures. L'avantage du système pasteurien est que l'antigène est excrété par les cultures cellulaires et facilement récolté dans le liquide surnageant, alors que les cultures de le-

logique et physiologique précise de son côté que, en accord avec Biogen, il mettra à l'essai et commercialisera dans le courant de cette année le nouveau vaccin, dont le procédé de fabrication offre des avantages considérables et dont le coût sera dix fois moins élevé que celui des vaccins contre l'hépatite B produits à partir de plasma humain, seuls disponibles actuellement.

vures gardent le produit dans leur sein et qu'il faut donc les broyer pour l'en extraire.

L'avenir des techniques en présence dépendra, rappelle le docteur Tiollais, de deux critères. L'un est d'ordre industriel et tient à des notions de commodité de fabrication et de rentabilité. L'autre, essentiel, concerne la sécurité du produit employé. Un vaccin fabriqué par génie génétique par des levures ou par des cellules en culture ne présente plus aucun danger de contamination éventuelle par un rétrovirus (1) quelconque, dans la mesure où il ne

contient plus qu'une molécule unique du virus de l'hépatite B.

L'expérimentation clinique des vaccins produits par des levures ou par des cellules animales montrera si les deux techniques sont également dépourvues d'inconvénients ou si le risque d'allergies aux levures est réel.

Dr E.-L.

(1) Les rétrovirus ont été mis en cause, à titre hypothétique, dans le développement du syndrome de déficience immunitaire acquis (SIDA).

TELEX PARTAGE

ÉTRANGE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345 21 62

INFORMATIQUE La raison

Métier d'avenir, intégré aux réalités actuelles où la position du demandeur d'emploi est souvent confortable. Rémunération élevée, des offres d'emploi très nombreuses, mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur la nature des besoins, des entreprises ?

Voir page 31

dent : meilleure réinsertion sociale et professionnelle, efficacité thérapeutique parfois plus grande quand le malade reste dans son cadre de vie, présence de la famille, sans parler, dans les cas les plus graves, du désir de mourir chez soi, dignement.

Trop coûteux

Mais organiser un service de soins autour d'un malade suppose un changement des mentalités. C'est peut-être là que les alternatives à l'hospitalisation rencontrent le plus d'obstacles. Selon une étude du docteur Catherine Daquignot (2), le recours à l'hospitalisation est encore bien souvent systématique. Sur cent quarante-deux admissions dans un service de médecine, près de la moitié des hospitalisations auraient pu être évitées, s'il existait, en nombre suffisant, des établissements adaptés aux personnes âgées et des structures plus légères que l'hôpital traditionnel.

Une des questions politiquement les plus épineuses est de savoir si la

distinction entre les soins à domicile et l'hospitalisation. Les nouvelles structures incluront « des interventions traditionnelles des praticiens libéraux et des services publics ou privés apportant des prestations d'intensité variable, y compris de haute technicité ». En clair, l'hôpital se rendra au domicile du malade en lui offrant ses services « à la carte ».

Il reste à savoir comment, dans ce projet, les médecins libéraux et les infirmières privées pourront trouver leur place. Faute d'être associés au projet, ils pourraient bien voir d'un fort mauvais œil le « monstre hospitalier » sortir de ses murs. Ils doivent être associés au projet d'alternative. « L'hospitalisation à domicile représente une planche de salut pour le généraliste », a déclaré M. Hervé.

CLAIRE SOURDIS.

(1) A. Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), une antenne H.A.D. devrait ouvrir prochainement.

(2) *Revue Pratique*, n° 43, nov.-déc. 1980.

Des mots qui touchent. Des idées qui font mouche.

Les Nouvelles, l'hebdo qui a un bon gauche!

Les Nouvelles, l'hebdo qui attaque l'actualité avec fougue et enthousiasme.

Au sommaire cette semaine:

Boeing: 269 espions malgré eux?

Dollar, comment s'en passer? Créons l'Agence pour l'Economie du Dollar.

Ces profs qui désertent: les profs désertent le Nord, c'est le dossier choc de la rentrée!

François Châtelet commente la semaine dans le monde.

Roland Castro interpelle **Bernard Kouchner**.

Les "trente ans" au pouvoir en l'an 2000: leurs propositions.

Terrorisme: le dialogue avec le gouvernement porte ses fruits.

Afrique: comment éviter un nouveau Tchad?

Aron, connais pas: les mémoires d'un réactionnaire; la fin d'une pensée.

Les deux pacifismes: Moscou finance l'un, pas l'autre.

Cinéma: "Frances" Jessica Lange, une actrice contre Hollywood.

Livre: "Jazz Polar" voyage dans la France 83.

Théâtre: Bob Wilson, l'opéra planétaire. Un génie, un budget.

Peinture: Trois Français à New York.

Chroniques: Jean-Denis Bredin, Cavanna, Bernard Frank, François Weyergans.

Les Nouvelles, du style et du punch avec des lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

A partir du 7 septembre, les Nouvelles, chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LES NOUVELLES

littéraires, des arts, des sciences et de la société.

L'hebdo qui a un bon gauche.

هكذا من الاجل

ECOLE PARISIENNE DES HOTESSES

TOURISME
ACCUEIL
Formation Technique
d'ACCUEIL
Préparation aux
DIPLOMES d'ETAT

Agences
de Voyages
Aéroport
Hôtellerie
Expositions
Congrès
Industrie
Commerce
Administration

BTS option Accueil - BTS option TPV - BT option Hôtesse
Cours Professionnel 1 an
GUIDE - INTERPRETE - INFORMATION - AGENT COMMERCIAL
Aide au placement stages professionnels
Ecole technique privée agréée ETP - Demandez brochure gratuite
41, BD DES CAPUCINES - 75002 PARIS - TEL. 26.158.51

NADAUD
enseignement
BTS Commerce international
Gestion comptabilité

2e au bac A.B.C.D.G.
HORAIRES RENFORCES
CONTROLE CONSTANT
ENCADREMENT STRICT
recyclage scientifique pour bac A/B
ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS
SOUTIEN PEDAGOGIQUE

18, rue Tiphaine 75016 Paris
(1) 579.82.37
19, rue Jussieu 75005 Paris
(1) 337.71.16

COURS DUKESNE
Enseignement supérieur privé
2^e aux BACS
A.B.C.D.H.
et préparations:
Vétérinaire
informatique

PRÊTS D'ETUDES pour l'Informatique
1, rue Taitbout, 75009 Paris, 770.28.43

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (3^e année théorique seulement)
CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

esci ECOLE SUPERIEURE
DE COMMERCE INTERNATIONAL
Chambre de Commerce et d'Industrie de Melun

REUSSIR DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL

- Formation pratique de deux années avec stages à l'étranger, entraînement intensif à l'action commerciale, la négociation, les langues;
- Préparation à l'examen d'entrée aux universités américaines (GMAT);
- Concours d'entrée ouvert aux titulaires d'un DEUG, D.U.T., B.T.S., licence.

Renseignements et inscriptions: M. SAUREL, ESCI,
av. de Valvins, 77210 AVON. Tél. (6) 422-49-50

Le Monde DE L'EDUCATION
SEPTEMBRE 1983

QUE TRANSMETTONS-NOUS A NOS ENFANTS ?

LE DEBAT SUR L'HISTOIRE

TOUS LES SUJETS DU BACCALAUREAT
En français et en philosophie

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
10,30 F

ÉDUCATION

Reentrée scolaire sur fond de grise mine. Dans la fin du bel été, élèves et maîtres retrouvent le chemin des classes, non sans quelque raison d'inquiétude.

La reprise des cours a été officiellement fixée au jeudi 8 septembre au matin, sauf pour la Corse (19 septembre), les départements et les territoires d'outre-mer. En pratique, dans de nombreux collèges, la journée de jeudi est une « journée d'accueil » réservée aux élèves

de sixième et à leurs parents; leurs camarades ne sont convoqués que le lendemain. De même, les directeurs d'écoles maternelles préfèrent souvent décaler d'un jour le rendez-vous entre les petits et les plus grands.

Mais une autre cause perturbe l'événement que M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, a récemment défini comme « la rencontre entre deux millions d'élèves et un million d'adultes, fonctionnaires de l'éducation

LES RIGUEURS

Une évolution contrastée des effectifs

Le Service de l'Informatique de gestion et des statistiques (SIGES) du ministère de l'Éducation nationale vient de faire connaître les effectifs d'élèves des établissements publics et privés de France métropolitaine. Les chiffres de l'année scolaire 1982-1983 sont des données constatées. Pour l'année scolaire 1983-1984 qui va commencer, il s'agit de projections nationales effectuées à partir des prévisions fournies par les responsables des établissements, corrigées par les services statistiques des rectors.

Les chiffres réels, correspondant aux inscriptions et à la présence des élèves dans les établissements, ne seront collationnés que dans quelques semaines. Des différences importantes peuvent exister entre les prévisions et le nombre d'enfants scolarisés. Ainsi dans l'enseignement pré-élémentaire, qui correspond à un âge où la scolarité n'est pas obligatoire, il y avait moins d'enfants scolarisés l'an dernier que le chiffre prévu pour l'année 1981-1982.

Ces statistiques analysées avec précaution permettent toutefois de

relever les évolutions décelables à cette rentrée:

● Maternelles: en hausse.

Les effectifs de l'enseignement pré-élémentaire (maternelle) continuent d'augmenter. L'élévation du nombre de naissances en 1979 et 1980 explique cette évolution, sensible aussi bien dans le secteur privé que dans le public.

● Élémentaire: forte baisse.

Dans l'enseignement élémentaire - du cours préparatoire (C.P.) au cours moyen (C.M.), - en revanche, le nombre d'élèves diminue. Conséquence de l'arrivée des classes creuses, les générations nées après 1974, la tendance à la baisse des effectifs se poursuit. Entre la rentrée 1980 et celle de 1983, la diminution du nombre des élèves dépasse les quatre cent cinquante mille.

● Collège et lycées: augmentation attendue.

Le nombre d'élèves des collèges devrait augmenter sensiblement (1,8 %). Ce phénomène déjà perceptible l'an dernier se précise. Il

s'agit d'un renversement de tendance important si on le compare aux statistiques de 1980. Depuis son arrivée au ministère de l'Éducation nationale, M. Alain Savary a favorisé le maintien des jeunes dans le système scolaire pour qu'ils obtiennent une formation et un diplôme.

Cette politique, ainsi que la faiblesse des offres d'emploi, a incité parents et élèves à continuer la fréquentation du collège ou du lycée même après seize ans. La volonté politique du ministre et du gouvernement explique aussi la présence d'un nombre d'élèves plus important dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP second cycle court) et les lycées. Favoriser les redoublements et encourager la scolarisation implique une contrainte: l'augmentation des effectifs donc du nombre d'élèves par classes. M. Christian Buitrago pouvait se vanter qu'une diminution du nombre d'élèves scolarisés dans les collèges permettrait, sans modification du taux d'encadrement, une baisse des effectifs par classe. Nombre de parents et d'enseignants risquent de reprocher à

son successeur une « dégradation » des conditions de travail. « C'est l'effet pervers de mesures utiles pour le pays tout entier », se bornent à constater, avec amertume, des conseillers du ministre.

Dans les lycées, les consignes invitant les enseignants à autoriser les redoublements des élèves en première et en terminale devraient entraîner une augmentation des effectifs de près de 10 000 élèves. La légère diminution du nombre de repas aux baccalauréats à la session de 1983 (63,6 % au lieu de 64,9 % en 1982), peut aussi favoriser un gonflement des effectifs inscrits en classes terminales. L'an dernier 9 % des classes des lycées comptaient 35 élèves et plus; pour l'année scolaire 1983-1984, ce pourcentage pourrait augmenter et atteindre 15 %. Mais, comme l'explique un conseiller du ministre, « 10 000 lycéens en plus, c'est important si l'on dit que cela représente six établissements nouveaux, c'est en revanche peu si l'on considère que cela correspond à sept ou huit élèves de plus dans chaque lycée de France ».

LES ÉLÈVES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

	PRÉVISIONS pour l'année 1983-1984	SCOLAIRES pour l'année 1982-1983	VARIATIONS entre l'an dernier et la prochaine rentrée
Pré-élémentaire			
- public	2 147 500	2 092 900	+ 54 600
- privé	321 000	313 600	+ 7 400
Élémentaire			
- public	3 613 500	3 720 000	- 106 500
- privé	626 200	639 200	- 13 000
Enseignement spécialisé			
- public	110 900	111 300	- 400
- privé	6 500	7 700	- 1 200
Total 1 ^{er} degré			
- public	5 871 900	5 924 200	- 52 300
- privé	953 700	960 500	- 6 800
- public + privé	6 825 600	6 884 700	- 59 100
1 ^{er} cycle (Collège) (1)			
- public	2 624 100	2 575 300	+ 48 800
- privé	636 700	624 400	+ 12 300
SES (2)			
- public	124 600	124 300	+ 300
- privé	1 600	1 500	+ 100
2 ^e cycle court (LEP)			
- public	642 700	627 800	+ 14 900
- privé	174 700	177 500	- 2 800
2 ^e cycle long (Lycée)			
- public	881 500	870 600	+ 10 900
- privé	254 900	256 800	- 1 900
Total 2 ^e degré			
- public	4 272 900	4 198 800	+ 74 100
- privé	1 067 900	1 060 200	+ 7 700
Classes post bac des lycées			
- public	85 400	81 900	+ 3 500
- privé	27 700	25 700	+ 2 000
Total général			
- public	10 230 200	10 204 100	+ 26 100
- privé	2 049 300	2 046 400	+ 2 900
- public + privé	12 279 500	12 250 500	+ 29 000

(1) Y compris les classes préprofessionnelles de niveau (C.F.P.N.) et classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.).
(2) Section d'enseignement spécialisée.

Chaque enseignant à sa place

Plus de 110 000 personnes sont nommées à la rentrée 1983 sur le budget du ministère de l'Éducation nationale. Parmi elles, 624 994 enseignants dans les établissements publics et privés. Chiffres importants qui expliquent la complexité du travail des fonctionnaires du ministère et des rectors qui doivent gérer ces personnels.

La rentrée de 1982 avait été marquée par quelques incidents, surtout dans les académies du nord de la France, où des enseignants-titulaires n'étaient pas toujours présents les premiers jours de l'année scolaire. Des retards dans les nominations, effectuées nationalement, et des difficultés dans la gestion des mutations étaient à l'origine de ces perturbations, très mal acceptées par les parents d'élèves concernés et par le gouvernement. En vue d'éviter le renouvellement de tels incidents, le ministère a pris au cours de l'année 1983 un certain nombre de dispositions.

Des mesures pratiques d'abord. Le mouvement des personnels titulaires a été effectué suffisamment tôt et achevé le 15 juin. De plus, les

nommés dès le mois de juillet en fonction des postes laissés vacants par le mouvement national. Une première phase de concertation avec des représentants des personnels a permis, toujours au mois de juillet, d'affecter des maîtres auxiliaires (M.A.) sur des emplois encore vacants après les nominations de titulaires (disciplinaires, artistiques, technologiques et parfois scientifiques). D'autres maîtres auxiliaires ont été affectés au mois d'août, certains n'ont pas reçu de nomination sur un poste précis, mais sont informés qu'ils devront résider dans une zone comprenant plusieurs établissements où ils pourront intervenir pour effectuer des remplacements d'enseignants absents. Enfin, des recteurs réservent le cas de quelques auxiliaires qu'ils pourront envoyer sur des postes déclarés vacants lors de la rentrée. Ces mesures plus contraignantes que les autres années devraient éviter l'absence d'enseignants à leur poste le jour de la rentrée. Quelques auxiliaires d'appoint, pas des nominations autoritaires, qu'ils sont obligés d'accepter s'ils souhaitent devenir titu-



(Dessin de PLANTU.)

demandes de mutations, notamment du Nord vers le Sud, ont reçu peu de réponses favorables. Pour les agrégés et les certifiés, le nombre de mutations accordées pour une destination sensiblement égale a diminué de moitié par rapport à l'an dernier.

L'appel au civisme des enseignants n'a pas été oublié. En janvier, le ministre a expliqué que tous les maîtres devraient être effectivement présents à leur poste le jour de la rentrée, faute de quoi une procédure disciplinaire pour abandon de poste serait engagée à leur encontre. Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a appelé avec éclat au mois de juillet devant les recteurs que ces dispositions « seront appliquées avec la plus grande fermeté ». Il est vrai que 1 % de professeurs absents le jour de la rentrée, ce qui paraît peu, signifie environ 3 000 personnes concernées, donc à raison de trois classes de 27 élèves par enseignant, quelque 240 000 élèves sans maître et finalement quelque 500 000 parents mécontents.

Dans les académies, la rapidité des nominations du « mouvement national » a permis au personnel rectoral de traiter dès la fin du mois de juin le cas des personnels relevant de leur compétence. Les différentes catégories de « mis à disposition » et d'adjoints d'enseignement ont été

laïrés de l'éducation nationale. « Nous tenons compte de la situation familiale de l'intéressé, de ses années de service, explique un recteur. Mais il est vrai qu'un collaborateur enseignant une discipline générale a de fortes chances d'être nommé dans une ville éloignée du siège de l'académie. » Les syndicats d'enseignants regrettent quelques « cas particuliers malencontreux », tout en rappelant que « la sécurité de l'emploi en période de crise économique demeure un acquis majeur ».

BAC A.B.C.D.
PRÉPA
SCIENCES PO
Ma formule réussie ?
Parlons-en ensemble
M. ROUYER
de la 2^e à la prépa SCPO
INSTITUT MAU
GUILLAUME APOLLINAIRE
770.63.12/770.02.19

LA RENTRÉE

forme Haby

WILERS

X.CO.SUR

ACHÉ

ÉDUCATION

DE LA RENTRÉE

Règles. Or la faiblesse des créations d'emplois (environ 5 000) - rigueur oblige - ne permet pas d'ouvrir de nouvelles sections, et les effectifs de nombreuses classes s'en voient surchargés. Ce que maîtres - et élèves et parents - supportent sans plaisir.

Les maîtres auxiliaires en voie d'être titularisés ne peuvent plus refuser l'affectation: qui leur est offerte. Voilà qui n'ajoutera guère à

l'enthousiasme du corps enseignant, qui s'est entendu rappeler avec vigueur par le premier ministre, en juillet dernier, l'obligation des fonctionnaires d'être en poste aux lieux et heures prévus.

Dans ce paysage, la nouveauté pédagogique la plus précieuse concerne la classe de terminale. La réforme Haby lancée en 1977 a atteint la fin du cycle scolaire, mais la formule retenue doit

et à son successeur... Quant aux espoirs nés chez certains maîtres ou usagers, à la suite des études de MM. Soufflet (décentralisation et démocratisation), de Peretti (formation des maîtres), Legendre (collèges), Prost (lycées), ils sont sur le point de retomber, faute d'applications hardies. Le souvenir qui pèse sur le printemps chaud des étudiants a incité guère aux réformes.

Rigueur et rigueurs de la rentrée.

La réforme Haby atteint les classes de terminale

Les élèves qui ont inauguré la réforme Haby en classe de sixième à la rentrée 1977 ont maintenant atteint la terminale. De moins ceux d'entre eux qui ont parcouru sans encombre les deux cycles de l'enseignement secondaire long : au collège puis au lycée. Le « collège unique » en effet a vu se multiplier les échecs et les démissions d'élèves. Pour ceux qui sont entrés au lycée, la scolarité en seconde puis en première a été renouée, et c'est cette année la tour des classes terminales.

Mettre tous les collégiens dans les mêmes classes, pour y suivre les mêmes enseignements avec les mêmes professeurs, telle est la philosophie de la réforme mise en œuvre à partir de 1977 et qui s'applique encore à tous les élèves de la sixième à la troisième. Rompant avec les traditionnelles filières ségrégatives qui opéraient le tri entre les « bons », les « moyens » et les « mauvais », la réforme des collèges - qui est loin d'avoir atteint son objectif d'égalisation des chances - n'a pas été suivie d'une opération de même envergure dans les lycées.

M. René Haby l'avait prévu, mais, entre-temps, il a été remplacé à la tête du ministère de l'Éducation par M. Christian Baudouin, qui a prudemment et simplement renoncé aux projets ambitieux de son prédécesseur.

Il était néanmoins nécessaire d'aménager au lycée la scolarité des

élèves issus du « collège unique ». Cette rénovation a été entreprise pour la première « promotion » concernée, c'est-à-dire à la rentrée 1981. Le changement de gouvernement n'a pas entraîné un nouveau renouveau. Les services de M. Savary ont mis en place la nouvelle organisation des classes de seconde préparée par son prédécesseur. En créant une « seconde » « indifférenciée », il s'agissait de mettre fin à la spécialisation, généralement jugée trop précoce dans cette classe, et d'offrir à tous un « tronc commun » d'enseignement, complété par des options. Nouvelle étape à la rentrée 1982 : la classe de première. Principaux objectifs : simplifier le choix des sections, rééquilibrer la place des disciplines en les adaptant à l'évolution des connaissances, retarder les orientations définitives et tenter de mettre fin à la suprématie des mathématiques et à la domination de la série C (mathématiques et sciences physiques). C'est dans cet esprit qu'a notamment été créée la classe de première S (scientifique) qui s'est substituée, en mêlant un peu des deux, à celles de C et de D (mathématiques et sciences de la nature).

Les nouvelles terminales de 1983 s'inscrivent dans la continuité de la réorganisation des classes de première, les deux ayant en fait été conçues en même temps.

Pour les littéraires, la section A ne comporte plus que trois séries au lieu de sept. En A1 (lettres-sciences) l'horaire hebdomadaire de mathématiques est nettement renforcé, passant de deux à cinq heures. Ce baccalauréat devrait permettre d'offrir, d'ailleurs, de débouchés à des littéraires, notamment dans le domaine des sciences sociales. En

A2 (lettres-langues), les lycéens doivent étudier trois langues, y compris les anciennes. En A3 (lettres-arts) ils peuvent se spécialiser, au choix, en éducation musicale, architecture ou arts plastiques.

Simplification aussi pour les économistes, désormais répartis en une seule série (au lieu de deux). Ils ont en seconde langue le choix entre langue vivante et ancienne. Mais surtout l'horaire de mathématiques est renforcé, pour atteindre cinq heures hebdomadaires.

Pour les scientifiques, deux voies sont offertes à l'issue de la première S, en fonction de leur intérêt et de leurs capacités : les terminales C et D, qui ne sont donc pas fusionnées.

Mais là encore les nouveaux horaires et programmes visent à rapprocher les deux séries, en limitant l'« impérialisme » des mathématiques et surtout en valorisant la section D. D'autant plus que l'évaluation de la biologie et des biotechnologies confère à ces disciplines une importance et une valeur professionnelle que le système éducatif ne peut manquer de la prendre en compte.

Autre concurrente pour la série C : la terminale E (mathématiques et technique), dont l'horaire en mathématiques (neuf heures) et en sciences physiques (cinq heures) est aligné sur celui de C. Mais cette section n'existe pas dans tous les lycées.

Peu de changement en revanche dans les classes préparant aux baccalauréats de technicien. Ce sont les classes de première G (G1 : techniques administratives ; G2 : techniques quantitatives de gestion ; G3 : techniques commerciales) qui font l'objet de modifications cette année puisque leurs élèves ont désormais un enseignement commun dans de nombreuses disciplines.

Les modifications de l'organisation des classes terminales n'entraînent pas de bouleversement dans celle du baccalauréat. Il y a bien longtemps que l'on a renoncé au retour au baccalauréat en deux parties, préconisé en son temps par M. Haby, et prévu pour la session 1984. Cette réforme n'aura pas lieu et la réflexion sur le baccalauréat est en cours. Ce qui est certain, c'est que le diplôme de 1984 ne sera plus accompagné des traditionnelles mentions qui contribuaient à ouvrir ou à fermer bien des portes dans l'enseignement supérieur.

A NOTER CETTE ANNÉE

La formation des enseignants de collèges

Des actions de formation spécifiques en faveur des collèges qui participeront à partir de la rentrée 1984 à la première phase de généralisation de la rénovation du premier cycle (propositions de grands réajustements par M. Alain Sarrailh dans sa déclaration du 1^{er} février 1983) seront engagées durant l'année 1983-1984 sur la base du volontariat des établissements. Choisis par les recteurs, ces collèges (10 à 15 % du total des collèges, prévoit le ministère) devront signer avec les recteurs des contrats qui leur donneront la priorité pour toutes les actions de formation.

Les établissements volontaires devront préparer « un projet conforme aux objectifs et aux orientations de la déclaration du 1^{er} février », organiser un travail collectif favorisant la « concertation disciplinaire et interdisciplinaire », et se préparer à « une pédagogie individualisée centrée sur l'élève ».

La formation se déroulera en grande partie dans les établissements : les emplois du temps du personnel devront donc être aménagés. « Sans pénaliser les élèves », l'ensemble des moyens de formation de chaque académie devront être mobilisés pour ces actions de formation, qui bénéficieront d'une part au moins du tiers de la dotation des académies en moyens de remplace-

ment pour la formation continue en 1983-1984 (circulaire du 19 avril 1983).

Remplacements dans le second degré

L'expérience des titulaires remplaçants volontaires commencée durant l'année 1982-1983 sera poursuivie sur une plus grande échelle à la rentrée 1983 et concernera de 700 à 1 000 enseignants titulaires des lycées, LEP et collèges. Ceux-ci resteront titulaires de leur poste et exerceront en qualité de remplaçants par voie de délégation rectoriale. Ils seront affectés en priorité à des remplacements de moyenne durée (de deux à vingt semaines) et bénéficieront d'une bonification spéciale pour leur mutation. Pour éviter le sous-emploi des remplaçants, les zones où ils pourront être affectés seront définies assez largement et de façon pas trop rigide. Un service unique devrait, au sein de chaque rectorat, coordonner la gestion des remplacements. Pour des raisons d'ordre budgétaire, les remplacements de courte durée devront être assurés cette année par les enseignants des établissements concernés, sans appel extérieur. Enfin les maîtres auxiliaires qui refuseraient un poste quel qu'il soit se verraient perdre leur droit à réemploi (note de service du 8 juin 1983).

le tourisme un métier pour demain

Gagnez du temps ! Une carrière passionnante vous est ouverte après 2 ans d'études. Le BTS tourisme vous prépare directement à la vie active. Les conditions requises : un niveau classe terminale et un goût prononcé pour les langues et les contacts humains.

Pour toute information, téléphonez ou

idac

(1) 205.83.19

Etablissement privé d'enseignement supérieur commercial mixte.

UNE ECOLE POUR TOUS UN ENSEIGNEMENT POUR CHACUN

Cours Privé CARPENTIER
15, Bd Poissonnière 75002 PARIS
Tél. 261.51.27
2^e aux Terminales A, B, C, D
Préparation HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE
Options : générale et économique 1^{re} et 2^e année

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.)

Etablissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saint-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 296-51-48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens du commerce international. Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.

Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

pour vous ouvrir les grandes carrières de l'hôtellerie et de la restauration de haut niveau en France et plus encore à l'étranger

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

formation aux techniques de gestion et d'accueil dans l'hôtellerie et la restauration de prestige

(admission : niveau bac ou terminales)

MAXIM'S

célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

voire nom _____
voire adresse _____
code postal _____ téléphone _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS

école privée du groupe IPSA

71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

LES ATELIERS

Ecole nationale supérieure de création industrielle.

ENSEIGNEMENT PERSONNALISÉ TRAVAUX SUR PROJETS RÉELS

la scolarité est de 2 ans pour les ingénieurs ou autres diplômés de l'enseignement supérieur.
3 ans pour les titulaires de DEUG, DUT ou BTS.
5 ans pour les bacheliers.
trois concours d'admission: (dossiers + entretiens)
clôture des inscriptions de la prochaine session 12 septembre 1983

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, L'ÉCOLE A ÉTÉ CRÉÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET BÉNÉFICIE DE L'AIDE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

48, rue Saint-Sabin - 75011 Paris. Tél. (1) 338.09.09

EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE

De la Terminale à la 2^e année

10 centres de préparation

CLASSES PRÉPARATOIRES

Recyclage - Encadrement - Révisions

125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél. : 634.06.33

COURS LAFAYETTE PRIVE

16, rue du Mail, 75002 PARIS - Téléphone : 236-50-02 de la 4^e aux Terminales A.B.C.D.

Une équipe compétente et disponible : résultat au Bac 1983 RÉELLEMENT supérieur à la moyenne nationale.

HACHETTE DICTIONNAIRES



حکومتی الاصل

ÉDUCATION

LA RENTRÉE DES PROFESSEURS

Escarmouches pédagogiques à Belfort

Belfort. — Les rumeurs qui montent de la classe s'apaisent à peine lorsque M. Paul Thomas-Maurin, proviseur du lycée Roosevelt de Belfort, saisit le micro pour souhaiter une bonne nouvelle année scolaire à la centaine d'enseignants qui lui font face. Ce mardi 6 septembre, peu après 9 heures, comme dans toute la France, le cérémonial bien huilé de la pré-rentre débute dans ce vieil établissement de la cité du Lion perché en un collège et un lycée d'enseignement général qui accueillent, ensemble, mille trois cent quatre-vingt-cinq élèves.

Après l'assemblée générale, les conseils d'enseignements regroupent les professeurs par matière se réuniront. Puis ce sera le vin d'honneur qui achève cette matinée de retrouvailles. Mais, pour l'instant, le proviseur du lycée et le principal du collège présentent les nouveaux enseignants. « M^{me} Herzog nous vient de Ribeauvillé. » Quelques timides applaudissements saluent la nouvelle collègue pendant que les bavardages redoublent dans les rangs où l'on commente son emploi du temps. « Ouf ! s'exclame une jeune femme, Je ne travaille pas le mercredi, mon gamin sera content. » Ailleurs, le ton monte : des heures d'anglais, de dessin, d'éducation physique ne seront pas assurées, au collège : alors que les effectifs enflent de cent trente et un élèves cette année, plusieurs options facultatives du lycée « à très peu de

De notre envoyé spécial

dies » — vont tomber à la trappe, faute d'enseignants. Une des deux terminales C a été supprimée et la section restante devra préparer au baccalauréat trente-huit élèves. Quelques sifflets et toutes sortes d'interrogations désapprobatoires accueillent les propos des chefs d'établissement.

Cette unanimité dans la revendication comme dans la bonne humeur ne doit pourtant pas faire illusion. Le vieux lycée belfortain est secoué par des rivalités si violentes que même la pré-rentre, journée sans histoire s'il en est, n'y résiste pas. Quelques-uns seulement des vingt-cinq professeurs qui, officiellement depuis un an, se sont lancés dans une action de rénovation pédagogique, ont participé aux réunions de la matinée. C'est l'après-midi, une fois leurs collègues repartis vers leurs foyers, qu'ils se réunissent pour préparer « leur » rentrée.

L'interdisciplinarité

Leur travail, fruit pour certains de dix années de recherches sur le « travail autonome » de l'élève, vise à combattre l'échec scolaire, en privilégiant notamment l'apprentissage de méthodes de travail et la responsabilisation sur l'acquisition des connaissances brutes. Une équipe d'enseignants travaillant en concertation avec les élèves et les parents s'efforce de reconstruire les pratiques du système éducatif en pratiquant largement l'interdisciplinarité. Quoi d'étonnant à Belfort, où M. Louis Legrand, auteur du rapport « pour un collège démocratique », a longtemps exercé les fonctions d'inspecteur d'académie ?

En fait, l'expérience, rattachée au « programme national d'innovations » de la direction des lycées du ministère de l'Éducation nationale, a démarré à Belfort bien avant la publication de ce document et ne concerne, en 1983-1984, que deux classes du lycée et une classe du collège. Mais les enseignants de l'établissement, hostiles dans leur grande majorité aux propositions de M. Legrand, les ont assimilés au travail de leurs collègues. Des rivalités de personnes se sont superposées aux chivages syndicaux pour bloquer toute possibilité de dialogue. L'expérience, qui associe des représentants de toutes les organisations représentées, est pilotée par des adhérents du Syndicat général

de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.). « Pourquoi toujours attendre des crédits pour améliorer notre pratique ? » interroge l'un d'eux, M. François Bussier.

Avec des classes de trente-six élèves dans le second cycle, on décourage toutes les initiatives », lui répond M^{me} Arlette Clerc, membre du Syndicat national des enseignants du second degré (SNE), ancienne adjointe communiste à l'enseignement de M. Jean-Pierre Chevènement, maire (P.S.) de Belfort.

Dans ce contexte, l'hostilité à vite succédé à l'antennisme. Les vingt-huit heures de décharge hebdomadaire obtenues cette année par l'équipe pour pratiquer le tutorat et la concertation sont taxées de « privilège » par certains opposants, qui vont même jusqu'à rendre les expérimentations responsables du torrent d'heures supplémentaires qui s'abat en cette rentrée. « Pour avoir des crédits, il faudrait que je m'intègre dans leur système, peste un professeur, dont c'est la vigne et l'unique rentrée dans le même établissement. Mais je ne vois pas comment on m'y obligerait. » Les membres de l'équipe pédagogique expérimentale, de leur côté, envisagent sérieusement la partition du lycée et du collège en deux secteurs distincts, et répètent que « tout viendra avec le temps, à condition qu'on n'impose pas de nouvelles structures ».

Le seul professeur d'histoire impliqué dans l'expérience n'a pas participé au conseil d'enseignement tenu mardi matin par ses collègues qui préférent, disent-ils, « conserver leur liberté pédagogique » plutôt que de « suivre un modèle ».

La réunion a permis de constater qu'il manquait toujours trois professeurs pour le projet de dispositions et d'évoquer le problème de la dégradation des cartes murales de géographie. Un professeur avoue qu'il est venu « pour ne pas être compté comme démissionnaire ». Un autre a été désigné pour préparer le café pendant l'année scolaire à la récréation de 10 heures.

La deuxième pré-rentre, au lycée Roosevelt, celle de l'équipe expérimentale, a été l'occasion de désigner les tuteurs, d'organiser une réunion avec les parents et d'évoquer la possibilité d'un voyage à Berlin. Les enseignants présents se sont aussi interrogés sur les moyens d'améliorer les relations avec « les braves gens qui n'aiment pas le système ».

PHILIPPE BERNARD.

La Ville de Paris et le rectorat s'opposent à propos du nombre des classes sans maître

La guérilla qui oppose la Ville de Paris à l'État a trouvé un nouveau terrain, celui de la rentrée scolaire. Dans un communiqué diffusé le 7 septembre, les services municipaux annoncent que cette année quatre-vingt-six classes supplémentaires sont disponibles pour accueillir des enfants en maternelle et dans les écoles élémentaires. Mais, selon la Ville, les créations de postes, déci-

dées par l'État, ne permettront d'ouvrir effectivement que neuf classes, de quoi garantir le dixième des locaux disponibles. Il y aurait donc soixante-dix-sept classes vides, ce qui résulterait d'une faute de personnel enseignant, le 8 septembre. « Cette situation, ajoute le communiqué, est particulièrement dramatique dans les écoles maternelles où les listes d'attente ne pourront pas être résorbées. »

La Ville estime donc que, si elle a fait son devoir en construisant des locaux, le ministère de l'Éducation nationale a manqué à sa mission en ne nommant pas les enseignants correspondants.

Le rectorat de l'académie de Paris conteste ces chiffres. Il reconnaît toutefois que, faute de crédits, des postes de maître n'ont pu être créés pour vingt-cinq classes maternelles et trois classes élémentaires à Paris. Seuls les quartiers où la population est nombreuse et fluctuante seront affectés. Ils se situent dans le 13^e, le 15^e, le 18^e, le 19^e et le 20^e arrondissement. Mais, ajoute-t-on, ce phénomène n'est pas nouveau. Il a déjà été constaté dans le passé, car il est difficile d'adapter exactement l'offre à la demande. Lors de la rentrée 1982, par exemple, le problème s'était déjà posé sans que la Ville juge bon de publier un communiqué.

Les Parisiens, quant à eux, sont perplexes : y aura-t-il soixante-dix-sept classes vides cette année, comme l'annonce la Ville, ou vingt-neuf classes seulement, comme l'affirme l'État ? De toute manière, ce sont les parents et les enfants qui feront les frais de cette « inadéquation technique », doublée d'une querelle politique.

M. A.-R.

STAGES A L'INTENTION DES PERSONNES PRIVÉES D'EMPLOI ORGANISÉS POUR L'ANNÉE 1983/1984

- FORMATION DE FORMATEURS (DUPA) : 500 heures.
- FORMATION DE CADRES POUR L'ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION D'UN SECTEUR ASSOCIATIF, MUTUALISTE ET COOPÉRATIF : 800 heures.
- FORMATION DE TRADUCTEUR TECHNIQUE MENTION INFORMATION : 800 heures.
- FORMATION D'ASSISTANTES DE DIRECTION TRILINGUE : 600 heures.
- FORMATION D'INTERPRÈTE-TRADUCTEUR : 600 heures.
- FORMATION A LA COMMUNICATION ET AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : 500 heures.

Renseignements et inscriptions : université paris 8 formation permanente 2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02 Tél. 829.23.00

EPEC — COMPTABILITÉ — INFORMATIQUE — SECRÉTARIAT

École privée — 74-76, rue du Temple — 75003 Paris 272-86-78

Débouchés importants
CHIMIE BIOLOGIE
59 places disponibles

SECONDE TECHNIQUE

Tél. : 583.76.34
95, rue du dessous des Berges Paris 13^e

ETSC

1^{ère} S Terminales B, D

Quelques plans disponibles

EFFECTIF RÉDUIT

IESA enseignement privé 3, r. Béranger 75015 306.77.03

Se perfectionner, ou apprendre la langue anglaise en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en français Documentation gratuite : EDITORS DISQUES SOCM 8, rue de Belfort — 75008 Paris

SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

Noah retrouvera en quarts de finale ses rivaux de Roland-Garros

Tandis qu'indifférents à la chaleur étouffante et à l'adversité de la météo-américaine Martina Navratilova fonce vers la finale du tournoi féminin comme une fusée, chez les hommes, les habitués de finale ont vu la victoire, mardi 6 septembre, d'Arias et de Noah, d'une part, de Wilander et de Lendl, d'autre part.

New-York. — Il y a le tennis à la suédoise avec la horde de petits Vikings qui ont investi le circuit professionnel dans le sillage de Borg. Il y a le tennis à la française avec l'irrésistible ascension des petits-fils de mousquetaires emmenés par Noah. Et il y a le tennis commandé à la manière de l'entraîneur américain Nick Bolletieri, qui forme ses joueurs comme de petits kamikazes des courts.

Jimmy Arias, le jeune New-Yorkais, qui a battu, mardi, le Suédois Nystrom, a été formé à cette rude école de Bolletieri. C'est là qu'il s'est forgé le jeu et le moral d'un vainqueur qui lui ont permis de passer, en quelques mois, de la vingtième à la neuvième place mondiale. Blessé aux abdominaux pendant le tournoi de Roland-Garros, il ne dé-

De notre envoyé spécial

passa pas les huitièmes de finale sur la terre battue qui est sa surface de prédilection. Il aurait échoué au même stade de la compétition, mardi, sur le ciment new-yorkais sous ce formidable entraînement de para que lui a donné Bolletieri. Doublure presque parfaite de Wilander, le Suédois Nystrom, qui s'appliquait à casser le rythme des échanges avec des balles cotonneuses et des accélération à contre-temps, gagna, en effet, sa première et troisième manche comme il l'avait fait lors de leur première rencontre, au meilleur des trois sets à Hambourg. La température accablante a, cependant, été le plus grand adversaire du Suédois, qui ne remporta plus un jeu dans les deux sets suivants.

Avec quatre ans de professionnalisme, à dix-neuf ans à peine, Jimmy Arias s'est ainsi qualifié pour les quarts de finale de Flushing Meadows où il affrontera Noah. Le champion de Roland-Garros a dû, pour atteindre ce stade, battre pour sa part un autre protégé de Bolletieri, l'Américain Aaron Krickstein, qui avait fait sensation en éliminant dimanche son compatriote Gerulaitis.

« Je n'ai jamais vu un garçon de seize ans jouer aussi bien », a déclaré le numéro un français, rendant hommage au gamin qui lui avait pris une fois son service au deuxième set et l'avait forcé à disputer un tie-break dans cette manche. Il a reconnu que le champion junior des États-Unis, qui l'avait impressionné par son calme, l'avait accroché à plusieurs occasions au cours des trois manches, ne concluant pas parfois à cause, seulement, de son manque d'expérience.

Servant et retournant très bien, variant fréquemment les effets de l'échange, Noah a montré cependant que sa forme, incertaine au début du tournoi, allait crescendo et qu'il n'était plus préoccupé par son jeune droit angulaire à aigreur la genouillère en cours de guérison. Et sa rage de vaincre a aussi réapparu : au cours du tie-break du deuxième set, il marqua, notamment, le quatrième point en courant récupérer un lob pour frapper la balle entre ses jambes, le dos au filet, puis passer Krickstein, qui avait suivi au filet. Cela sera-t-il suffisant pour venir à bout, après Koria et Krickstein, d'un troisième pensionnaire de Bolletieri, cet Arias au stupéfiant bras droit ? « Mentalement et physiquement cela va bien », a répondu Noah. Je sens que je peux jouer encore mieux. J'ai plus d'expérience que les années précédentes, où je n'avais pas dépassé les huitièmes de finale. J'ai confiance. Je vais faire de mon mieux. »

ALAIN GRAUO.

LES RÉSULTATS

Simple messieurs
(Huitièmes de finale)
Ivan Lendl (Tch.) b. John Kriek (E.-U.), 6-2, 6-4, 6-1 ; Yannick Noah (Fr.) b. Aaron Krickstein (E.-U.), 6-3, 7-6 (7-5 au tie-break), 6-3 ; Jimmy Arias (E.-U.) b. Justin Nystrom (S.), 3-6, 6-3, 6-4, 6-0, 6-0.

Simple dames
(quarts de finale)
Martina Navratilova (E.-U.) b. Sylvia Hanika (R.F.A.), 6-0, 6-3 ; Pam Shriver (E.-U.) b. Andrea Jaeger (E.-U.), 7-6 (7-2), 6-3.

David Gray, secrétaire général de la Fédération internationale de tennis, est mort, le 6 septembre, à Londres. Pendant de longues années, David Gray, qui était marié et père de quatre enfants, avait assuré la rubrique tennis du Guardian.

LE CHAMPIONNAT DU MONDE DE TIR AUX ARMES ANCIENNES

Le dixième championnat du monde de tir aux armes anciennes se déroulera du 14 au 18 septembre, au stand de Versailles, pour la cible (8 : route de Saint-Cyr) et la cible de La Roche-Coulou (près de Chevreuse), pour le tir au vol. Ces armes, dont la conception peut remonter au seizième siècle, utilisent la poudre noire, c'est-à-dire un mélange de salpêtre, de soufre et de charbon de bois. L'allumage se fait par silex ou mèche.

Deux cent cinquante tireurs ont inscrit au concours cette année, dont cinquante Français. Les derniers champions du monde s'étaient affrontés en Grande-Bretagne, en 1981.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

PEC Enseignement supérieur privé et, bd Saint-Germain, Paris 6 Téléphone : 543.21.22/23/24/25/26/27

DES CARRIÈRES D'AVENIR dans LE TOURISME ET L'ACCUEIL

Niveau seconde Niveau Bac ou Terminale

BT TOURISME **BTS TOURISME**

E.T.T.S. (École privée) 50, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél. : (1) 563-35-86

La prison de Jimmy Arias

De notre envoyé spécial

New-York. — Entraîneur de Jimmy Arias (E.-U.) qui rencontrera Yannick Noah en quart de finale des Internationaux de tennis des États-Unis, Nick Bolletieri forme une nouvelle race de vainqueurs. La cinquantaine athlétique, le bonhomme a conservé le silhouette stricte du maître de carrière. Cet ancien joueur de bon niveau universitaire, qui ne put faire autrement ses preuves à cause d'une blessure au bras, a été profondément influencé par son passage chez les « marines ». C'est en installant un camp d'entraînement en Floride, le « Colony Beach and Tennis Resort », que Bolletieri put mettre complètement en application ses théories.

Le réveil sonne à 6 heures du matin pour les pensionnaires dont les parents s'occupent 1 100 dollars par mois pour l'entraînement de leurs enfants. La fille du brossier canadien Bassett, qui possède des équipes de football américain et de hockey sur glace, le blondinette Carling, est soumise au même régime que les autres : il faut faire le ménage dans les chambres, avoir de

bonnes notes en classe et s'entraîner d'arrache-pied. Les exercices physiques et les séances techniques se succèdent sans temps mort. Le déjeuner est pris au bord du court. Si les adolescents ont un coup de cafard le soir venu, ils ne trouvent pas de téléphone pour appeler leurs parents. A 22 heures, extinction des feux : il n'y a pas de télévision.

« Il faut durcir le caractère de ces enfants afin qu'ils puissent mieux affronter par la suite le circuit professionnel », dit Bolletieri. Le tennis open est une jungle. Ses épreuves sont épuisantes pour y survivre. Nerts d'acier et tennis du même métal. Certains ne supportent pas ce régime. Karlhe Horweth, l'une des rares joueuses à avoir battu Martina Navratilova cette année, a préféré aller dans un camp voisin, chez l'ancien champion australien Hopman.

« C'est un peu comme si on était en prison », a reconnu Jimmy Arias.

A. G.

CYCLISME

La régie Renault se sépare de Bernard Hinault

Placée devant un choix délicat — Cyrille Guimard ou Bernard Hinault, — choix qui lui avait d'ailleurs été imposé par le coureur breton, la régie Renault a tranché en faveur du directeur sportif et a fait connaître sa décision par un communiqué laconique publié mardi 6 septembre en fin d'après-midi.

Bernard Hinault quitte donc l'équipe Citane, à laquelle il appartenait depuis ses débuts professionnels en 1975, et le groupe Renault-Gitane, dont il faisait partie à la création de celui-ci, il y a cinq ans.

La décision des dirigeants de la régie Renault était prévisible. Cyrille Guimard, qui jouissait de leur confiance, abordait la partie en position de force après les victoires obtenues par Laurent Fignon dans le Tour de France, par Greg Lemond dans le championnat du monde sur route, puis par Fignon encore dans le circuit de l'Aulne, lundi 5 septembre, à Châteaulin. N'avait-il pas fourni la preuve que l'équipe Citane pouvait obtenir de très grands succès en l'absence de son principal leader ?

A l'inverse, l'ultimatum lancé par Bernard Hinault — « Guimard ou moi » — se révélait peu habile et pour le moins inopportuniste. Contraint à une longue inaction par une tendinite chronique qui a motivé une intervention chirurgicale, l'ancien vainqueur du Tour de France manquait d'arguments pour convaincre ses employeurs, qui s'interrogent à juste titre sur son avenir. Son refus de composer et son entêtement — les défauts de ses qualités — ont, semble-t-il, aggravé son cas. Il y a un ou deux ans, à l'époque de son apogée, Hinault aurait jeté dans la balance le poids de ses victoires, de sa suprématie, et son départ n'aurait certainement pas fait l'objet d'une simple formalité. Aussi peut-on voir dans l'attitude de la régie Renault

une sorte de condamnation du plus grand routier de la décennie écoulée.

Triste épilogue d'une belle aventure qui durait huit ans. Huit années au cours desquelles Hinault bêtifiait au palmarès extrêmement riche en gagnant le Tour de France à quatre reprises, le Tour d'Italie, le Tour d'Espagne, Paris-Roubaix, la Flèche wallonne, Liège-Bastogne-Liège, le Grand Prix des nations, le championnat de France et le championnat du monde. Mais dans le même temps ses rapports avec son directeur sportif se dégradaient progressivement, au point de rendre impossible la collaboration des deux hommes.

Accusé naguère de despotisme par Bernaudeau et Berland, qui avaient quitté, eux aussi, le groupe Renault-Gitane dans des circonstances comparables, Cyrille Guimard estime pour sa part que l'équipe cycliste professionnelle doit évoluer, et sur ce point la Régie l'approuvera sans doute une fois de plus.

La nouvelle affectation de Bernard Hinault n'est pas connue. S'il recouvre la totalité de ses moyens, ce dont il est permis de douter, son passage dans l'opposition donnera au moins un regain d'intérêt à la course cycliste.

JACQUES AUGENDRE.

• RECTIFICATIF. — Une erreur a modifié le sens d'une phrase de notre article sur le championnat du monde de cyclisme professionnel (Le Monde du 6 septembre). C'est, en réalité, Jonathan Boyer qui accuse Greg Lemond, et à juste titre, semble-t-il, de lui avoir fait perdre le championnat du monde en 1982.

Barror

AFRICE K

SCIENCE PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

PEC Enseignement supérieur privé et, bd Saint-Germain, Paris 6 Téléphone : 543.21.22/23/24/25/26/27

DES CARRIÈRES D'AVENIR dans LE TOURISME ET L'ACCUEIL

Niveau seconde Niveau Bac ou Terminale

BT TOURISME **BTS TOURISME**

E.T.T.S. (École privée) 50, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél. : (1) 563-35-86

SCIENCES

AU COLLOQUE DE L'INSTITUT PASTEUR

Barrer la route au virus

Un colloque international sur les biotechnologies, qui s'est ouvert, mardi 6 septembre, à l'Institut Pasteur de Paris, le « menu » était chargé. Sept conférences scientifiques étaient successivement proposées aux congressistes, qui pouvaient ensuite participer à trois « tables rondes » ou prendre connaissance des travaux récents de leurs collègues, présentés sur des panneaux.

Les biotechnologies : le mariage de la recherche et de l'industrie

Les biotechnologies concernent l'application des principes de la science et de l'ingénierie au traitement de matières par des agents biologiques et au traitement de matières biologiques dans la production de biens et de services. Cette définition de l'O.C.D.E. indique que les biotechnologies se situent, entre la recherche fondamentale et le développement de productions industrielles à base d'êtres vivants. Elles relient un large ensemble de disciplines scientifiques à des productions industrielles variées et, parfois, fort anciennes, comme la fabrication du pain ou de la pénicilline.

En somme, la principale discipline scientifique propre à induire des biotechnologies est la microbiologie. L'emploi de levures, la fermentation, sont multimillénaires, au point d'apparaître comme des techniques figées. Or la sélection de micro-organismes plus efficaces peut bouleverser les méthodes traditionnelles en augmentant les rendements ou en diminuant les temps de fabrication. Il est donc important de mieux connaître les micro-organismes et leurs actions. Une comparaison parlante est la suivante : une vache de

cinq cents kilogrammes fabrique une livre de protéines par jour ; cinq cents kilogrammes de levures peuvent produire dix tonnes de protéines dans le même temps.

On peut étudier et utiliser les micro-organismes existants dans la nature. On peut aussi fabriquer les micro-organismes dont on a besoin. Les techniques du génie génétique permettent d'implanter dans une bactérie un gène, prélevé par exemple sur une cellule humaine. La bactérie synthétisera la protéine codée par ce gène, ce qui permet, en principe, de produire en abondance cette protéine utile à l'homme, mais que son organisme ne fabrique qu'en quantité infime. La correction des déficiences métaboliques est l'application qui vient immédiatement à l'esprit. Mais il y en a bien d'autres. Le génie génétique intègre les acquis de la biologie moléculaire la plus fondamentale puisqu'il dérive des études faites depuis plus de trente ans sur les gènes pour découvrir leur structure, pour étudier leur reproduction, pour comprendre comment l'information codée dans l'acide désoxyribonucléique — et qu'il a fallu décoder — dirige la synthèse des protéines.

Le thème de la journée était « La microbiologie et les fermentations ». Les congressistes ont donc pu découvrir le « code postal », qui dirige la sécrétion de certaines protéines par la cellule, s'informer sur une bactérie qui sait dégrader presque n'importe quelle molécule et sur une autre qui se nourrit fort bien d'un substrat aussi répandu que la cellulose. Les partici-

pants pouvaient ensuite débattre de l'effort qui est nécessaire en ingénierie dans la fermentation et dans la purification ; des apports de l'immunologie à la vaccination, qui pourrait permettre des vaccinations partielles ne protégeant que les muqueuses, ce qui barre la route au virus ; ou des problèmes de la propriété industrielle et des stratégies de développement encore peu claires et pourtant essentielles.

resse à la production d'hydrocarbures par des micro-organismes.

Si les bio-industries traditionnelles ont un poids économique non négligeable, l'utilisation des technologies nouvelles ne fait que commencer et les révolutions qu'elles promettent sont pour la plupart lointaines. Le programme mobilisateur Essor des biotechnologies est d'abord un programme de recherches. Mais il impulse quelques projets industriels précis, et canalise l'effort des différents acteurs dans un domaine où, s'il ne faut pas rêver trop tôt, il est indispensable de ne pas partir trop tard.

MAURICE ARVONNY.

EN DIX ANS DE FONCTIONNEMENT

Phénix a fourni

11 milliards de kilowattheures

Phénix a dix ans. Depuis sa première divergence, le 31 août 1973, la petite centrale nucléaire à neutrons rapides de 250 mégawatts, que le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), Electricité de France et le Groupement atomique Alsacienne-Alsatienn (G.A.A.A.) ont construit à Marcoule (Gard), a fourni au réseau près de 11 milliards de kilowattheures (1). La performance mérite d'être soulignée dans la mesure où ce réacteur ne constitue qu'un prototype, qu'une étape vers la construction d'une unité de taille pré-industrielle (Super-Phénix), dont la construction s'achève à quelques dizaines de kilomètres en amont de Lyon.

Certes, Phénix a, comme toute installation nouvelle, connu des périodes noires, notamment de fin avril 1982 à mars 1983, lorsque son fonctionnement fut perturbé par des incidents — réactions chimiques sodium-eau notamment, — affectant

les générateurs de vapeur de la centrale. Malgré cela, le constructeur, comme l'exploitant, se sont montrés satisfaits de la marche de cet outil, construit dans les délais et dans les limites de budget initialement prévu (650 millions de francs de l'époque). Ils l'ont été d'autant plus que les connaissances que ce prototype a permis, et permet encore, d'acquérir ont contribué à placer la France en tête du développement mondial des réacteurs de ce type.

A ce titre, le réacteur rapide Super-Phénix d'une puissance de 1 300 mégawatts est une suite logique à ce programme de recherches qui, à terme, devrait donner lieu à la commande par Electricité de France de plusieurs tranches industrielles de 1 500 mégawatts.

(1) En 1982, la consommation de Paris en électricité s'est élevée à 9,2 milliard de kilowattheures.

UN NOUVEAU CONTRAT AMÉRICAIN POUR ARIANE

Le prochain tir est retardé

La société Arianeespace, chargée de la promotion du lanceur européen, vient de recevoir une nouvelle commande pour le lancement, au début de 1985, du satellite de télécommunications américain Spacenet-III. Ce contrat, d'un montant de 25 millions de dollars, signé avec la firme américaine G.T.E., est le vingt-quatrième enregistré par Arianeespace, dont le carnet de commandes s'élève aujourd'hui, à environ 5 milliards de francs.

Ce n'est pas la première fois qu'Arianeespace signe un contrat de lancement de satellites avec une firme américaine. Déjà, par le passé, la firme Southern Pacific Corp., promoteur des satellites de télécom-

munications Spacenet, et récemment rachetée par la compagnie G.T.E., a passé commande à Arianeespace de services de lancement pour la mise en orbite de deux satellites de télécommunications.

D'autre part, G.T.E. et la Western Union se sont adressées à Arianeespace pour le lancement de leurs satellites G-Star et Westar. Malheureusement, les retards enregistrés dans la mise au point de la fusée européenne avaient conduit, en juillet, la Western Union à rompre le contrat qu'elle avait passé avec les Européens, craignant que son satellite ne soit pas lancé à temps. Il ne s'agit là que d'une pé-

tiée que la nouvelle commande à l'exportation de la G.T.E. vient combler.

Si le carnet de commandes de la fusée européenne se porte bien, il n'en va pas de même du calendrier des tirs d'Ariane. Alors que tout semblait prêt pour le lancement, le 15 septembre, d'un des satellites de l'organisation Intelsat à demandé le report de la date du tir. La raison en est qu'un satellite identique, actuellement en orbite, connaîtait quelques problèmes. Aussi Intelsat souhaite-t-elle faire procéder à quelques contrôles sur le satellite que doit emporter Ariane, afin que pareille anomalie de fonctionnement ne se reproduise pas.

DENTIFRICE *Kontrol*
LIC. MARK ALLEN
COUSA

POUDRE USAGE QUOTIDIEN
PATES : à la menthe et au salicylate
Vente en pharmacie

RATP. VIVE LA VILLE.

Pour faire la ville avec vous.

La RATP c'est la ville à vos mesures. Des villes nouvelles qui ne sont plus des villes lointaines. Un RER qui devient le vrai métro de la région pour les 10.000.000 d'habitants de l'Île-de-

France de demain. L'Est et l'Ouest qui se rapprochent. Le Nord et le Sud qui se rencontrent. 200 lignes de bus et 425 stations de métro et de RER. Pour vous déposer toujours plus près de là où

vous habitez, de là où vous travaillez. Chaque jour, la RATP travaille à rendre la ville plus facile, plus proche, plus agréable. Chaque année, chaque mois, elle améliore ce qui existe.

Elle réalise ce que vous attendez. Elle imagine la ville de demain. En pensant d'abord à vous. Pour la RATP, les transports urbains c'est aussi une question de rapports humains

هكذا من الامم

RELIGION INFORMATIONS « SERVICES »

L'assemblée annuelle du « Désert »

QUINZE MILLE PROTESTANTS ONT CÉLÉBRÉ LE CINQUIÈME CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE LUTHER

Quinze mille à seize mille personnes ont participé, le 4 septembre, au rassemblement protestant annuel du mas Soubeyran à Miallet (Gard), qui commémore, le premier dimanche de septembre, les assemblées clandestines dites du « Désert » du XVIII^e et du XVIII^e siècle. Le culte a été présidé en plein air par le pasteur Daniel Atger, de Paris. Cette année, l'assemblée a célébré le cinquième centenaire de la naissance de Luther (1483) et évoqué le mémoire de Claude Broussou, l'un des premiers pasteurs du « Désert », mort sur la route à Montpellier en 1698.

(De notre envoyé spécial)

Miallet. — C'est vraiment un « désert » de plus en plus peuplé que ce rassemblement annuel de Miallet. Dans ce hameau ocreo-olivâtre, les visiteurs se pressent sous les jeunes chênes et les micro-couilles.

Toute cette foule rassemblée près de la maison du chef camisard Roland Laporte est composée pour moitié de Languedociens. Mais les visiteurs proviennent de toutes les régions de France et également de Suisse, d'Allemagne, de Hollande, de Grande-Bretagne et même des États-Unis. En célébrant le cinquième centenaire de la naissance de Martin Luther, les réformés français ont voulu insister sur l'unité du protestantisme tout entier au-delà des dénominations et des frontières.

En fait, le thème de la réunion au mas Soubeyran ne passionne guère les participants. Ils viennent dans ce valon sylvestre, à cette cérémonie presque druidique, mais par des motifs extrêmement divers : de la recherche de la parole évangélique à une sorte de culte des ancêtres. Peut-être viennent-ils se rassurer : la réunion annuelle du mas Soubeyran témoigne en quelque sorte de la permanence du protestantisme en France.

La voix des protestants était, il y a peu, forte. Ils ont contribué de manière déterminante à la fondation de la démocratie et de l'école publique en France. De la Révolution française jusqu'à la bataille du planing familial, en passant par l'affaire Dreyfus et la Résistance, ils se sont géographiquement situés à l'avant-garde de la vie publique. Ils faisaient parler d'eux, y compris dans les milieux anti-religieux. Maintenant, on les entend de moins en moins.

Quelle est la cause d'une telle perte d'influence ? Le protestantisme a-t-il été dépassé ? L'Église réformée — se trouve dans une période d'effacement qui n'est pas due seulement à la déchristianisation. Le drame du protestantisme pourrait bien être sa réussite. Il a été un précurseur. Ses idées démocratiques sont tombées largement dans le domaine public. L'Église catholique — jusqu'à un certain point — a subi son influence. Du coup, toute une partie de son originalité est, aux yeux de l'opinion, beaucoup moins évidente.

Mais, au mas Soubeyran, il y avait beaucoup de jeunes protestants ardents et convaincus venus écouter le « parole ». Ces jeunes gens appartiennent souvent à de petites formations dites « évangéliques ». Le déclin relatif de l'Église réformée pourrait bien, dans les années qui viennent, être compensé par la montée de ces forces nouvelles au sein du protestantisme français.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

LA MAISON Changement d'ambiance

De retour chez soi, après les vacances, on pose un regard neuf sur son cadre de vie. Ce qui incite parfois à y apporter quelques changements.

Pour refaire les murs et les sols d'une cuisine ou d'une salle de bains, Marcel Ricard propose un grand choix de carreaux céramiques dans son Hit-carrelage. Dans cet entrepôt-vente situé près de la porte de Pantin, les prix des carreaux muraux débutent à 34 F le mètre carré pour s'élever, par une gamme de produits en provenance de France, Allemagne, Italie et Espagne, jusqu'à 450 F pour des carreaux décorés à la main. Pour les sols, des dalles de grès cérame à 49 F le mètre carré voisinent avec des carreaux en terre cuite au feu de bois à 156 F. Pour équiper une salle de bains, une baignoire, un lavabo sur colonne et un bidet avec leur robinetterie — valent ensemble moins de 3 500 F.

Un plafond dont la peinture s'écaille, ou légèrement fissuré, peut être rénové en le tapissant au papier mica de Nobilis destiné au décor mural. Son épaisseur et son relief dissimulent les imperfections du plafond et il s'harmonisera à n'importe quel revêtement de mur par ses soixante-quinze coloris, dans des tonalités de beige, sable, rose, ocre, gris, ou en blanc pur. Ce papier mica est vendu en rouleau de grand format, 7,75 m x 0,90 m, à partir de 405 F.

Pour protéger un tapis des étincelles d'une flamme dans la cheminée, deux nouveaux pare-feu sont de lignes sobres. L'un est fait d'une plaque rectangulaire en vitrocéramique Vision, à surface granitée, de ton ambre ; elle est posée sur un support en métal noir qui permet de l'orienter (Beliam Verre-Industrie, 850 F environ). L'autre est en verre Sécurité, de forme bombée et à bord supérieur rectiligne ou découpé pour s'adapter à une che-

minée de style. Ce pare-feu existe en deux tailles et vaut entre 1 130 F et 2 060 F environ selon ses dimensions, sa découpe et son verre, transparent ou fumé ; il est en vente dans les espaces Pierre Frey, au Printemps et aux Galeries Lafayette à Paris.

Le décorateur Henri Béchard vient de créer une chaise pliante très raffinée (1 200 F). Les matières et couleurs de ce siège d'appoint permettent de l'intégrer à tous les styles : acajou et cuir havane, frêne teinté noir et cuir rouge ou frêne naturel et cuir vert.

Yves et Michèle Hefard ont renouvelé l'ambiance très « cosy » de leur magasin. Dans un environnement de murs tout blancs, ils exposent leurs nouveaux canapés, de lignes très épurées. Parmi eux, le modèle David — un petit deux-places à dossier bas et arrondi (7 920 F plus 8 mètres de tissu) — et le modèle Gabriel, plus spacieux, au dossier-séjour marqué d'angles. Une collection de vases en faïence, en blanc, noir, gris, jaune ou turquoise, s'inspirent de l'antiquité : à pans, sphère sur socle ou effets de drapés. Tous les vases ont une version lampe, avec abat-jour conique très évanescent.

JANY AUJAME.

* Hit-carrelage, 69, rue Ch. Nodier, 93500 Pantin. Tél. : 845-51-00.

Nobilis, 38, rue Boissière, 75006 Paris.

Verre-Industrie, 60 ter, rue Haxe, 75020 Paris. Tél. : 362-65-05.

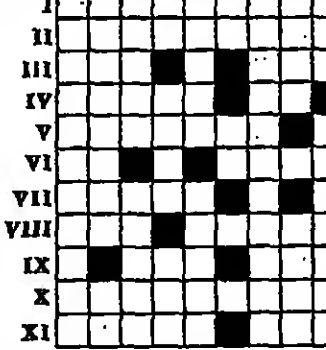
Indique ses points de vente.

Henri Béchard, 17, rue du Château-Midi, 75006 Paris. Yves Hefard, 45, avenue Duquesne, 75007 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3532

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I. L'air de la campagne. — II. Ouvrages de peu d'importance. — III. S'est donc fait entendre. Fait office de bouche-trou. — IV. Sec avec les mendiants ou bonne pâte avec les enfants. Son emploi est parfois lié à une perte d'emploi. — V. Glace à l'eau. — VI. Sorte de savoir. Assistance ou assistante. — VII. Femme de lettre ou femme de musique. — VIII. Unité de mesure. Accueille d'uo air glacial tout ce qu'on lui confie. — IX. Exprime un coup ou s'exprime par à-coup. Brillant dans un sens et terne dans l'autre. — X. De quel comble ceux qui appréciaient les choses raffinées.

XI. N'est donc pas totalement corrompu. Avant Marie.

VERTICALEMENT

1. Peut-être tantôt de glace, tantôt mielleuse. — 2. Coliffe de mousse. Participe. — 3. Ceux qui la prennent attendent beaucoup ou n'attendent plus rien. D'un blanc douteux. — 4. Pratiques. Oiseau adonné. Mesure à tout bout de champ. — 5. Privé de ses rames. Plus il est gros, plus le cabot en est fier. — 6. Fillet de pêche. Extraits de Ravel. — 7. Sent tout à fait naturels ou ne sont pas fondés. — 8. Démontre. Jéré avant une réparation. — 9. Service ancien. Bonne mais pour un petit joueur.

Solution du problème n° 3531

Horizontalement
I. Affamé. Bu. — II. Foule. Ils. — III. Furrocle. — IV. Ire. — V. Alceus. Pi. — VI. Nus. Cil. — VII. Croc. Pipe. — VIII. Hé. Ovide. — IX. Italie. La. — X. Talocbe. — XI. Dé. Elate.

Verticalement
1. Affranchi. — 2. Fou. Lurette. — 3. Furioso. Ad. — 4. Alor. Colle. — 5. Menées. Viole. 6. Pêche. — 7. Ille. Cid. Ha. — 8. Blé. Pipelet. — 9. Us. File.

GUY BROUTY.

Pour réussir les trente prochaines années de votre vie, offrez-vous une feuille de papier, un timbre-poste et une enveloppe.

Sur la feuille, notez vos désirs, besoins et questions en matière de formation. Ainsi que vos nom, prénom et adresse ! Mettez la feuille dans l'enveloppe, collez le timbre et jetez dans une boîte.

Vous recevrez sans engagement des informations sur le programme de formation polyvalente en gestion

Administration de l'Entreprise.

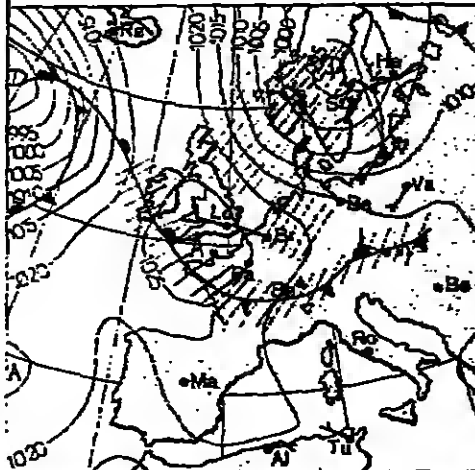
Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur la marche du travail et de réelles perspectives de carrière. Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

ECADE Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnion 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), 021/22 15 11

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 07.09.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 septembre à 6 heures et le jeudi 8 septembre à midi.

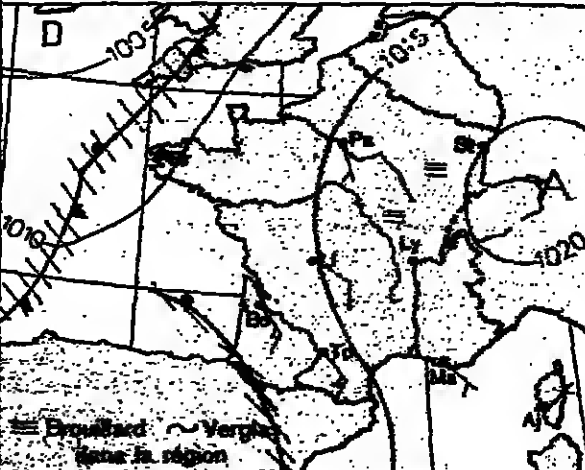
Relativement protégée par une cellule anticyclonique centrée sur les Alpes, la France restera encore en bordure des perturbations qui circulent sur l'Atlantique au niveau des îles Britanniques. Un front orageux remonte d'Espagne vers le sud-ouest du pays.

Jour matin, sur l'Aquitaine et les Pyrénées d'une part, la Bretagne et le Cotentin d'autre part, ciel nuageux et pluies locales. Sur le quart nord-est, des bancs de brume et de brouillard épais par place. Sur toutes les autres régions, ciel peu nuageux. Températures de 13° à 19° sur la plus grande partie du pays, 6° à 7° seulement sur les régions du Nord-Est et 18° près de la Méditerranée.

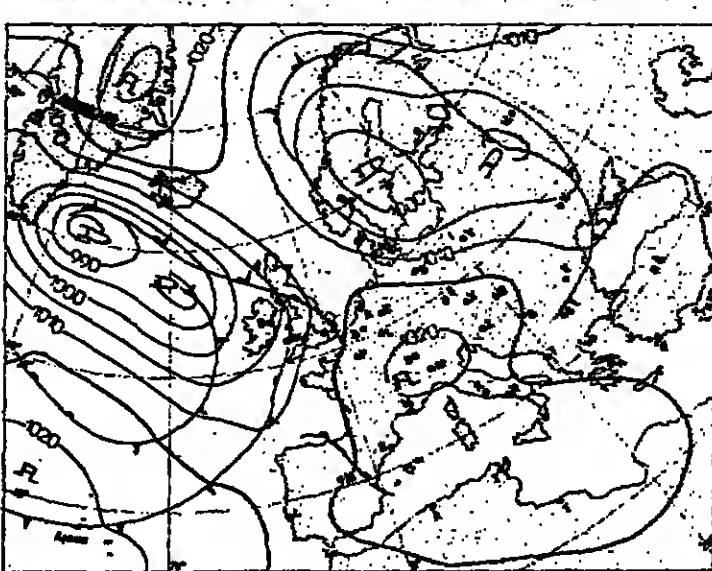
Evolution générale

Au cours de la journée, les nuages du Sud-Ouest vont remonter vers la Loire, le Massif Central, le Bassin parisien, puis en soirée vers la Champagne et les Ardennes. Des orages et quelques orages éclatent essentiellement des Pyrénées au Limousin et au Poitou. A la pointe de Bretagne et sur les côtes de la Manche, extension des nuages et des pluies qui arriveront le matin de l'Ardèche, persistant du bon temps massifs : de la Vendée au Val de Loire, à la Normandie, au nord du Bassin parisien et aux Flandres, des nuages et des éclaircies alternent. De la Méditerranée aux Alpes, à la vallée du Rhône, au Jura, à la Lorraine et à l'Alsace, persistances du bon temps chaud et bien ensoleillé. Le vent soufflera du sud, quelques rafales sous les grains dans le Sud-Ouest, en Manche vent de sud-ouest assez fort. Au meilleur moment de l'après-midi, il fera 23° à 26° sur la moitié ouest, 26° à 29° sur la moitié est.

PRÉVISIONS POUR LE 8.9.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 8 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 7 septembre 1983 à 6 heures, de 1025,3 millibars, soit 769 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 septembre ; le second le minimum de la nuit du 6 septembre au 7 septembre) : Ajaccio, 26 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 17 ; Bordeaux, 24 et 16 ; Bourges, 20 et 10 ; Brest, 21 et 11 ; Caen, 20 et 9 ; Cherbourg, 17 et 10 ; Clermont-Ferrand, 25 et 15 ; Dijon, 23 et 10 ; Grenoble, 29 et 14 ; Lille, 19 et 6 ; Lyon, 26 et 14 ; Marseille-Mariniane, 29 et 20 ; Nancy, 22 et 7 ; Nantes, 20 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 18 ; Paris-Le Bourget, 22 et 8 ; Pau, 26 et 15 ; Perpignan, 32 et 21 ; Rennes, 22 et 9 ; Strasbourg, 25 et 10 ; Tours, 20 et 9 ; Toulouse, 27 et 14 ; Poitiers-Père, 32 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 17 degrés ; Amsterdam, 17 et 10 ; Athènes, 29 et 20 ; Berlin, 20 et 9 ; Bonn, 20 et 4 ; Bruxelles, 19 et 9 ; Le Caire, 32 et 23 ; Les Canaries, 37 et 26 ; Coppenhague, 16 et 8 ; Dakar, 30 et 26 ; Djéba, 28 et 17 ; Genève, 26 et 12 ; Jérusalem, 28 et 17 ; Lisbonne, 35 et 25 ; Londres, 21 et 7 ; Luxembourg, 18 et 6 ; Madrid, 34 et 18 ; Moscou, 23 et 11 ; Nairobi, 19 et 11 ; New-York, 34 et 26 ; Palme-de-Majorque, 31 et 16 ; Rome, 27 et 15 ; Stockholm, 17 et 8 ; Tenez, 32 et 20 ; Tunis, 30 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 7 septembre :

DES DÉCRETS

• Fixant le statut des internes en médecine et en pharmacie.
• Pris pour l'application de l'article 29 de la loi du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

DES ARRÊTÉS

• Fixant la liste et les compétences des bureaux de douane.
• Portant création d'une commission nationale des cancers.
• Créant le brevet professionnel de l'assurance.

UNE LISTE

• D'admission à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, aux autres écoles nationales supérieures agronomiques et à l'École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires (concours de 1983).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 9 SEPTEMBRE :

• Marillio, 14 h 30, pavillon de Flore, à la caisse (Approche de l'art).
• Curiosités de Montfaucon, 14 h 30, porche de l'église Saint-Médard, métro Censier (Art et curiosités de Paris).
• La place Dauphine et l'île de la Cité, 10 h 30, métro Pont-Neuf, statue Henri-IV, Didier Bouchard.
• La Sainte Chapelle et la Conciergerie, 15 heures, entrée de la Sainte Chapelle, Didier Bouchard.
• La reine Marie-Antoinette à la Conciergerie, 15 heures, 1, quai de l'Horloge, M^{me} Bouquet des Chaux.
• Le musée de la science et de la nature dans l'histoire, 15 heures, 60, rue des Archives, M^{me} Halot.
• La révolution française au musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, M^{me} Halot.
• La révolution française au musée Carnavalet, 15 heures, 23, rue de Sévigné, M^{me} Zojewski.
• Ile de la Cité, 15 h 15, place Dauphine, B. Czorny.
• Hôtel Rohan-Soubise et le

Marais, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles du Calvaire).
• Sept des plus vieilles maisons de Paris, 14 h 30, 12, rue des Archives (Paris antiques).
• Une journée d'été dans l'univers de Marie-Antoinette, 13 h 30, place de la Concorde, côté Tuileries (Paris et son histoire).
• Le palais de justice, Palais-Royal et Tribunal révolutionnaire, 15 heures, grille du palais, boulevard du Palais (Paris et son histoire).
• Vieux logis de la rue Montorgueil, 14 h 30, métro Edouard-Mareel (Paris pittoresque et insolite).
• Le vieux quartier Saint-Sulpice, 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Régénération du passé).
• Hôtels du Marais illuminés, 20 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
• Des ruelles moyenâgeuses, le café Procope, 14 h 30, rue Carnes (Le Vieux Paris).
• Trente-trois des hôtels du Marais illuminés, 20 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Le Vieux Paris).

VIE QUOTIDIENNE

Allé l'école ?

<p>Les rectorats mettent en place, pendant le mois de septembre, un service « spécial rentrée scolaire » à l'attention des parents d'élèves qui veulent obtenir des renseignements. En voici la liste.</p> <p>ALX-MARSEILLE Académie : (42) 26-22-95. Alpes-de-Haute-Provence : (42) 31-16-51. Hautes-Alpes : (92) 52-22-86. Bouches-du-Rhône : (91) 90-96-41, 91-91-56. Vaucluse : (90) 86-01-97.</p> <p>AMIENS Académie : (22) 89-11-91. Aisne : (23) 20-35-60. Oise : (4) 445-70-41. Somme : (22) 92-27-54.</p> <p>BESANCON Académie : (81) 83-33-40. Doubs : (81) 88-09-43. Jura : (84) 24-01-45. Haute-Saône : (84) 75-68-94. Territoire-de-Belfort : (84) 22-74-44.</p> <p>BORDEAUX Académie : (56) 98-35-86. Dordogne : (53) 09-38-48. Gironde : (56) 52-05-02. Landes : (58) 06-01-60. Lot-et-Garonne : (53) 47-01-91. Pyrénées-Atlantiques : (59) 82-81-71.</p> <p>CAEN Académie : (31) 95-81-92. Calvados : (31) 95-76-82.</p>	<p>Manche : (33) 57-21-24. Orne : (33) 26-66-80.</p> <p>CLERMONT-FERRAND Académie : (73) 35-47-55. Allier : (70) 20-43-86. Cantal : (71) 48-90-09. Haute-Loire : (71) 02-40-40. Puy-de-Dôme : (73) 92-42-11.</p> <p>CRÉTEIL Académie : (1) 377-12-71. Seine-et-Marne : 439-95-22. Seine-Saint-Denis : 830-12-72. Val-de-Marne : 377-11-43.</p> <p>CORSE Académie : (95) 21-28-21. Corse-du-Sud : (95) 21-78-87. Haute-Corse : (95) 82-07-15.</p> <p>DIJON Académie : (80) 45-27-94. Côte-d'Or : (80) 45-22-46. Nièvre : (86) 36-83-15. Saône-et-Loire : (85) 38-55-40. Yonne : (86) 51-00-26.</p> <p>GRENOBLE Académie : (76) 54-04-09. Ardèche : (75) 64-51-65/68. Drôme : (75) 55-10-11/12. Isère : (76) 44-10-42. Savoie : (79) 62-73-10. Haute-Savoie : (50) 45-32-26.</p> <p>LILLE Académie : (20) 51-05-98. Nord : (20) 83-08-93. Pas-de-Calais : (21) 58-35-35.</p>	<p>LIMOGES Académie : (55) 33-40-38. Corrèze : (55) 20-15-70. Creuse : (55) 52-96-40. Haute-Vienne : (55) 32-95-40.</p> <p>LYON Académie : (7) 672-05-05. Ain : (78) 23-64-17. Loire : (77) 80-61-29. Rhône : (7) 852-32-71.</p> <p>MONTPELLIER Académie : (67) 66-29-38. Aude : (68) 71-31-04. Hérault : (67) 86-34-05. Pyrénées-Orientales : (68) 67-10-23. Gard : (66) 67-38-45. Lozère : (66) 63-34-69.</p> <p>NANCY Académie : (8) 332-13-06. Meurthe-et-Moselle : (8) 397-23-40. Moselle : (8) 762-23-35. Vosges : (29) 35-49-28.</p> <p>NANTES Académie : (40) 29-25-35. Loire-Atlantique : (40) 29-16-19. Mayenne : (41) 47-42-51. Mayenne : (43) 53-58-12. Sarthe : (43) 84-97-84. Vendée : (51) 05-58-68.</p> <p>NICE Académie : (93) 81-06-39. Alpes-Maritimes : (93) 85-73-65. Var : (94) 89-03-83.</p>
---	--	---

(A suivre.)

SOLDES D'ÉTÉ
en fonction des stocks

MEUBLES • LUMINAIRES
SIEGES • MEUBLES D'APPOINT

un exemple : 22.600 - 17.865 F

LA MEUBLERIE
107 Bd Saint-Germain
PARIS 6^e Tél. (1) 326.56.88

OUVERT TOUT L'ÉTÉ

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

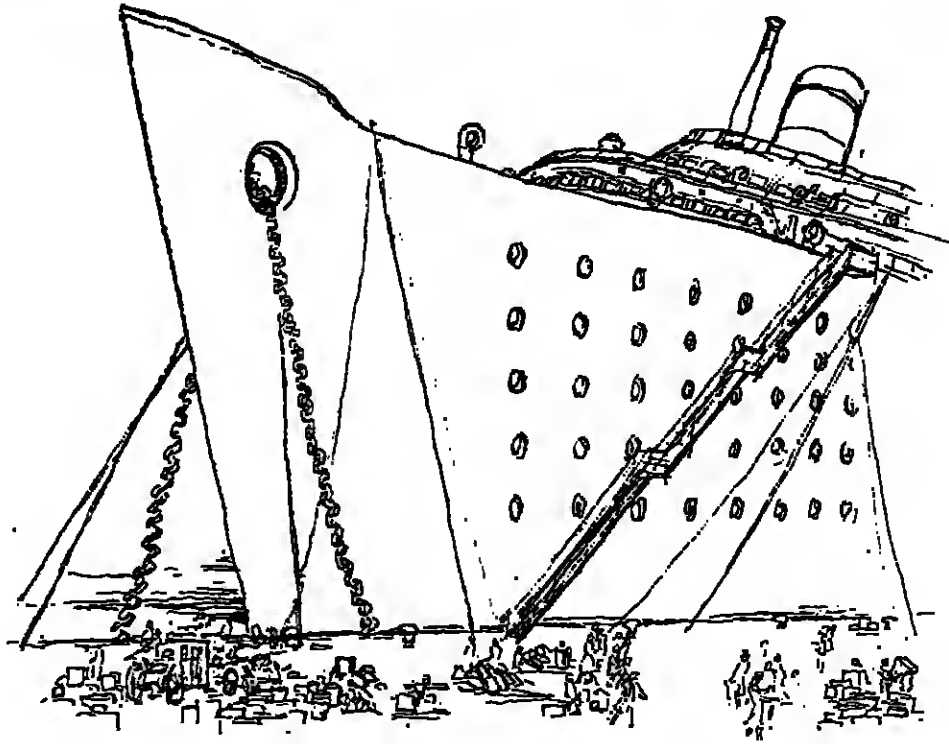
VENISE LA MOSTRA

« **E**ST-CE que c'est bien, ce titre, le Navire ? », demande Federico Fellini. « Non, on ne peut pas garder le titre italien, il paraît que les Français n'arriveraient pas à prononcer E la nave va. Ve va, c'est ça que vous ne pouvez pas dire. Cela ne vous semble pas trop solennel, le Navire ? Non ? Alors ça va, de toute façon, le Bateau serait trop vague, trop prosaïque. »

Nous sommes à Rome, avec Fellini. Le 10 septembre, il sera à Venise pour présenter, hors concours, son nouveau film *E la nave va* (le Navire), qui a connu bien des péripéties, et qui sera l'un des événements marquants de la Mostra. Le thème ? Une croisière en Méditerranée, à la veille de la dernière guerre mondiale, sur un navire « plus vrai que nature », décor-vedette reconstitué à Cinecittà. Une croisière, « le voyage de la vie », où vont se retrouver face à face un groupe de « belles personnes », les gens de l'équipage, des réfugiés serbes, et jouant un rôle non négligeable, un rhinocéros, une poule, une mouette. Orlando, journaliste, est à bord et observe tout ce monde, témoin détaché d'une chronique qu'il tient au jour le jour, regard et voix d'un invisible narrateur, Fellini lui-même.

Comme toujours, ce matin-là, Fellini n'a plus envie d'entendre parler du film qu'il vient d'achever, il se dit — déjà — intoxiqué par les interviews. Il esquive les questions, résiste, puis cède, et se prête enfin à l'entretien avec affabilité et malice. — Y. B.

UN ENTRETIEN AVEC FEDERICO FELLINI A PROPOS DE *E LA NAVE VA*



Toujours le même film...

« *E la nave va* se situe en 1914. Pourquoi ? »

— Parce que c'est l'époque juste, pour ce film. Je pourrais le commenter et l'analyser dans ses moindres détails, je pourrais vous donner des réponses vraies ou fausses, imaginaires ou arbitraires. Mais si vous avez un individu en face de vous, lrez-vous lui demander pourquoi ses yeux sont noirs ou blancs, ses cheveux châtains ou blonds ? Non, vous l'accepteriez comme un être vivant, tel qu'il est. Avec mon film, c'est pareil : ce n'est pas à moi, auteur, de l'éclairer, de dire ce qui le fait vivre. Un film à son âge, il doit être lui-même porteur de ses rêves, de ses secrets.

— Comment est-il né, celui-ci ?

— J'ai découpé dans un journal une nouvelle, qui m'avait frappé, sur une cérémonie funéraire avec dispersion des cendres. Puis nous avons parlé, Tonino Guerra (1) et moi, et autour de ce tout petit fait, nous avons inventé et construit une histoire en deux semaines. Ensuite, il a fallu trois ans pour mettre le film sur pied. C'est toujours comme ça avec moi. Je crée bien qu'il y a eu une douzaine de producteurs qui se sont intéressés au projet. On m'a même invité à tourner au Mexique.

— Pour le plaisir de m'avoir, le président du Mexique Lopez Portillo me faisait des conditions extraordinaires dans son pays. Domingo ! Là-bas, j'aurais eu un grand chapeau de retour au soir — pour mon prochain film, peut-être l'aurais-je, ce chapeau ? Un producteur m'a même dit : Je sais où il est votre bateau, et il m'en a proposé un, abandonné dans un cimetière de bateaux, au fond d'un port. A quoi bon leur expliquer à tous comment je le voulais, mon navire, et comment je l'avais imaginé, ma croisière.

— Chacun était amoureux de l'histoire, jusqu'à la dernière étape, où

nous en arrivions aux décisions essentielles. C'est finalement le RAI (2) qui a réuni tous les producteurs et les a mis d'accord — tous, sauf, bien sûr, le président Portillo. Au départ, j'avais écrit le sujet du film pour Gaumont, qui demeurait coproducteur et distributeur.

— Et cette fois, vos personnages ?

— Ce sont des inconnus, ils n'ont pas les visages de nos rapistres bu-

... le même jeu...

maine. Ils appartiennent à un passé dépassé, ce sont des fantômes vêtus de chair. Et ils ont le charme des photos anciennes : une infinité de choses se dégagent d'une pose, d'une coupe de cheveux, d'une toilette, et piquent notre curiosité. J'ai éliminé le déjà vu, afin d'éviter tout lien de complicité avec mes précédents personnages.

— Mais je fais toujours le même film : même jeu, même technique, même processus de création, même magie, mêmes images symboliques, mystérieuses, vitales. Je n'ai pas évolué, je n'ai pas mûri, je n'ai pas fait de pas en avant. Je suis toujours ce garçon inconscient qui a fait un jour le *Cheik blanc*. Vous devez me croire : ce ne sont pas des paroles en l'air pour me rendre plus sympathique, ni pour vous montrer que j'ai le sens de l'humour.

— Vous songez souvent à votre enfance ?

— Nous sommes construits en mémoire. Nous sommes tout ensemble l'enfance, l'adolescence, la vieillesse et la maturité.

— Sépia, noir et blanc, couleur : vous jouez avec le temps. Et c'est comme si vous aviez fait un film noir et blanc, en couleurs...

— C'était le but, oui. Chaque

film a ses exigences. Quand vous partez, vous mettez votre tenue de voyage, si vous restez à la maison, vous vous habillez autrement, vos vêtements changent selon les heures, les journées, les saisons. En termes de cinéma, l'équivalent des photos que je viens d'évoquer, c'est justement le sépia et le noir et blanc, style cinématographique. Fidèle à mes personnages, j'ai commencé par là, pour découvrir que les premières images, au lieu de paraître authentiques, documentaires, semblaient re-

connaître vraiment — Debussy, Tchaï-

kovski, Schubert, Verdi, Rossini, Strauss, — c'est-à-dire ceux qui m'ont ému depuis l'enfance. Puisque Nino Rota, mon ami et mon collaborateur de toujours, était mort, j'ai dû m'engager moi-même dans la musique. J'ai eu à vaincre une difficulté que je n'avais jamais affrontée, non seulement parce que Nino Rota m'était tellement proche, mais aussi parce que si vous livrez vos goûts en musique vous révélez l'un des aspects les plus cachés, les plus sentimentaux de votre caractère. La musique me fait l'effet d'une blessure.

— Pendant mon premier séjour à Paris, je suis allé au Cirque d'hiver. J'avais neuf ans, et un musicien vêtu comme un petit clown — sans maquillage mais avec un frac trop grand — a ouvert sa valise, déplié sa table et sorti une vingtaine de verres. Il avait une bouteille de vin, une bouteille d'eau et il a rempli d'eau quelques verres, à des hauteurs diverses. Puis il s'est agouillé, entre chaque verre d'eau il buvait un verre de vin, et il a fait mine de s'en aller, avec des zigzags d'ivresse. Soudain, il est revenu sur scène et, comme à contrecoeur, il a fait glisser ses doigts sur le bord des verres, interprétant le morceau de Schubert que vous avez entendu. Ce numéro sublime m'a blessé à vie. Je voulais l'introduire dans *les Clowns*, et aujourd'hui je suis content qu'il

Ne trouvez-vous pas ridicules toutes ces informations sur les arrières d'un film ? Nous, cinéastes, on nous questionne comme si nous étions des prophètes, des politiciens, les chefs d'une Eglise. Mais allons, continuons encore un peu.

— Comment avez-vous procédé pour la musique, qui joue un rôle si important ?

— Il y a dans ce film toute mon ignorance musicale, c'est-à-dire qu'il n'y a que les musiciens que je

reapparais sous la forme de ce concert des verres, dans les cuisines de mon navire.

— Un maître, Gianfranco Plenizio, m'a aidé dans ma recherche musicale. Il n'a pas cherché à me contre-carrer, au contraire. Il a fait, avec beaucoup d'intelligence et de virtuosité, une courageuse opération en composant et en orchestrant différemment les morceaux de musique. Grâce à quoi la musique est devenue mienne, comme aurait pu l'être celle de Nino Rota. On va peut-être crier

au sacrilège, mais je ne pense pas que Verdi serait fâché de cette opération. Il est trop humble de spectacle. D'ailleurs, mon histoire est traitée dans un esprit verdien, mélodramatique. Ce qui ne veut pas dire que j'aie l'impression d'avoir fait un film désespéré. C'est un film qui devrait avoir une sorte de pouvoir libérateur. Ce qu'il libère, pour moi, c'est de l'allégresse.

— Et maintenant ?

— Je travaille, je vais travailler, j'aime travailler. Là, je me retrouve dans ma vérité, au centre de moi-même, au cœur de mon véritable destin. Tout est félicité, sans que ce soit une fête continuelle, tout est joie, malgré les drames d'expression, malgré l'indéfini complexe qu'il nous faut suivre avant de matérialiser les visages, les réveries, la pensée.

— Vous êtes au volant d'une voiture, vous conduisez un train, vous savez qu'il y a un moment où l'essence, le kérosène vont manquer, et vous avez peur. Pas parce que votre voyage sera long, vous vous y êtes préparé, mais parce que, nécessairement, il y aura des fuites. Déceler l'origine de ces fuites, comprendre de quelle façon on doit intervenir, c'est ce qui sera le plus dur à résoudre au fur et mesure du parcours.

— J'ins, félicité, vous avez des idées, et en toute présomption trop d'idées — ce n'est pas ce qui est difficile. Mais voilà l'argent qui s'en mêle. Vous allez vivre avec la perspective de ces fuites de carburant et vous devrez, en plus, vous organiser et régler les questions financières. Et qui sont vos interlocuteurs ? Toujours les mêmes, les hommes d'affaires, des hommes pressés, qui s'imaginent que le cinéma va mourir la semaine prochaine. Ils veulent le succès, l'argent, ils veulent réussir à tout prix l'affaire qui sera l'épopée finale, qui les rendra heureux pour cent ans. Si je leur propose un sujet modeste, un budget de 100 millions, ils vont me regarder avec dégoût, car ce qui compte, pour

Un amour en Allemagne doit beaucoup de sa force à l'interprétation exceptionnelle d'Hanna Schygulla dans le rôle de Pauline, la femme amoureuse sans honte et sans reproches. Elle donne un sens, une vérité profonde, à ce qui risquerait par moments de se transformer en un apologue un peu appuyé. Le prix d'interprétation féminine devrait lui revenir de droit.

Son public devrait être prioritairement celui des compatriotes de Rolf Hochhuth.

eux, c'est d'établir la plus grande base économique possible.

— Tout cela me fatigue, mais je suis incapable d'être mon propre producteur. Pour certains artistes, la liberté totale, c'est désastreux. J'ai un point de vue conservateur, mais comment ne pas être conservateur en Italie, où la pierre la plus minuscule doit être protégée ? J'attends toujours qu'on me passe une commande. C'est probablement un trait héréditaire, enfanin. Je fais partie de ces créateurs qui ont besoin d'un prince.

Propos recueillis par YVONNE BABY.

(1) Poète, scénariste, Tonino Guerra a travaillé avec Antonioni, Rosi, Petri, les frères Taviani, Tarkovsky, et avec Fellini pour *Amarcord* et *E la nave va*.

(2) Service public de la Télévision italienne.

... la même magie

Le scandale éclate progressivement, dû principalement à un entourage de femmes jalouses, pimbèches. Stani, le jeune Polonais, une fois dénoncé et arrêté, sauverait sa peau s'il consentait à saisir la planche de salut que lui tend un gradé allemand chargé de l'ordre : pour ce dernier, il ne s'agit pas tant d'aider Stani que de ménager la réputation de sa maîtresse, Pauline, Allemande pur sang, membre du Grand Reich, de la race élue. Stani, par un privilège spécial sera autorisé à prendre la nationalité germanique.

Il refuse, indigné. Fin rendue d'autant plus pathétique qu'un autre Polonais pri-

sonnier de guerre, à qui l'on promet quelques avantages s'il consent à passer la corde au cou de son compatriote condamné à la pendaison « pour l'exemple », rejette au dernier moment cette chance. Pauline, de son côté, qui proclame

La fierté d'être Polonais

haut et fier son amour pour Stani, est condamnée à deux ans et demi de prison devant la population rassemblée.

On ne sait qu'admirer le plus : cet amour désespéré d'un couple inacceptable (et l'affaire dépasse largement la seule

Allemagne, fut-elle celle de Hitler) : Raymond Radiguet et *le Diable au corps* ne sont pas tellement éloignés) ou ce souci affiché de l'honneur de la Pologne, de la fierté d'être polonais. Le film s'envole brusquement quand les deux hommes, s'expliquant dans leur langue, expriment sans embages leur complicité. Andrzej Wajda retrouve l'accent de ses premiers films.

La contrepartie de ce bref mais intense échange est le tendresse parfois à caricaturer certaines silhouettes allemandes, tel le personnage de Marie-Christine Barraud, épouse d'un soldat en permission, une véritable chiple. Plus qu'un grand film, *Un amour en Allemagne* impressionne par sa volonté d'exemplarité et rappela une œuvre télévisée dont le retentissement fut considérable ces dernières années : *Holocausta*.

Son public devrait être prioritairement celui des compatriotes de Rolf Hochhuth.

donc la roman, paru en 1975, a inspiré le scénariste. La question que posent et l'auteur de *Un amour en Allemagne* et l'auteur du film est celle de l'oubli. Où étiez-vous, bourgeois satisfaits, quand cette tragédie s'est déroulée ? Wajda et ses scénaristes — dont le cinéaste Agnieszka Holland — ont entrecoupé la narration de retours au présent dans l'Allemagne de 1983, avec les bouches qui se ferment partout.

Un amour en Allemagne doit beaucoup de sa force à l'interprétation exceptionnelle d'Hanna Schygulla dans le rôle de Pauline, la femme amoureuse sans honte et sans reproches. Elle donne un sens, une vérité profonde, à ce qui risquerait par moments de se transformer en un apologue un peu appuyé. Le prix d'interprétation féminine devrait lui revenir de droit.

LOUIS MARCORELLES.

« UN AMOUR EN ALLEMAGNE », D'ANDRZEJ WAJDA

EN 1941, dans une petite ville allemande à l'abri du temps et des bombes, tout à côté de la Suisse, un jeune Polonais déporté, employé dans une ferme, et une femme mariée, dont le mari est sous l'uniforme, s'aiment.

Le scandale éclate progressivement, dû principalement à un entourage de femmes jalouses, pimbèches. Stani, le jeune Polonais, une fois dénoncé et arrêté, sauverait sa peau s'il consentait à saisir la planche de salut que lui tend un gradé allemand chargé de l'ordre : pour ce dernier, il ne s'agit pas tant d'aider Stani que de ménager la réputation de sa maîtresse, Pauline, Allemande pur sang, membre du Grand Reich, de la race élue. Stani, par un privilège spécial sera autorisé à prendre la nationalité germanique.

Il refuse, indigné. Fin rendue d'autant plus pathétique qu'un autre Polonais pri-

حکایت از الیاس

LE MONDE DES ARTS

water ch

« Quand nous tournions dans les rues, un officier vérifiait le cadre pour écarter les gens qui portaient des baillons, même une chemise rapiécée. Dans l'esthétique occidentale, une chemise rapiécée a sa beauté. On revient à cette dialectique qu'il ne faut pas montrer un Vietnamien négatif ; la négociation s'est faite à ce niveau-là. J'ai essayé de leur expliquer qu'on pouvait montrer la misère, que tout dépendait de la façon dont on le faisait. Le troisième essai de s'imposer un modèle qui est la richesse et la beauté de l'Occident, de tout calquer sur cette image. Les Vietnamiens ont dit : comment faire tout cela ? Ils ont dit : d'être blanches comme les modèles de *Elle* ou de *Marte-Claire*, qui sont très présentes au Vietnam.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

board pour *Garde à vue*, j'avais réalisé la maquette de la maison, et le tournage n'a été que la vérification d'un plan entièrement programmé, je n'ai pas eu de dépassement. On défend un matériel, comme un peintre qui doit bien laver son pinceau. Dans la production, le pinceau a changé de forme et de matière, et un pinceau en plastique se manie différemment d'un pinceau de bois.

« Le cinéma français, actuellement, procède par additions, la matière cinématographique n'a presque plus aucun sens pour ses producteurs. Moi, j'ai lutté pour garder la même équipe que celle de mon court métrage, pour travailler avec des inconnus. J'ai conçu le film tel quel et j'ai pu le réaliser tel quel. Les gens étaient concernés. Réciter dit que la beauté d'un plan de film est celle d'un plan d'amour. Mais il faut créer, cet amour, c'est un travail. L'entreprise au Vietnam était une aventure humaine, elle vaut plus que le film. A côté, le cinéma est une excuse. Moi j'étais de marier l'Asie et l'Occident, comme de ramener un bateau à bon port. »

Propos recueillis par
HERVÉ GILBERT

CASES-DE-PENE. Robert Zak-
nitch. — Fondation du château de Jan.
Jusqu'au 15 septembre.

CHARTRES. Moulins à vent en Beauce. Jusqu'à fin septembre. — Musée des beaux-arts, 29, rue du Cloître-Noire-Dame (36-41-39).

CLAMCY. Tendres boucheries du Morvan. ~ Musée, hôtel de Bellegarde (27-17-99). Jusqu'en octobre.

CLUNY. La peau du lièvre : reliures

COLMAR. Pierre Soulières. — Musée

• **COULANCES.** Art en France, 1960-1980. — Les Unelles (45-23-72). Jusqu'an 16 septembre.

DIJON. Baigne Gagneux (1756-1795) : un peintre bourgeois dans la Rome néo-classique. — Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1

31-11). Jusqu'au 26 septembre. — Port-
trait d'un village : Sainte-
Colombe-en-Auxois. — Musée Perrin de
Puyconsin, 17, rue Sainte-Anne (30-
65-91). Jusqu'au 17 octobre. — Conserva-

DUNKERQUE. Gérard Schneider. —

Musée d'art contemporain, avenue des
Bains (65-98-00). Jusqu'au 26 septembre.

EVREUX. Tal-Coat, parcours 1945-
1983. - Musée, ancien évêché (39-

FONTEVRAULT-L'ABBAYE. La Loire, Men économique, social et culturel. Jusqu'au 30 octobre. Abbaye de Fontevraud (51-73-67).

GORGES. Véronique Jordan Romme, aquarelles et gravures. — Musée Municipal. Jusqu'au 15 septembre.

GRENoble. Trois déambulateurs au

musée : Belle, Deck, Ganda. - Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'à fin septembre. - Le roman des Grésoblois, 1840-1980. Musée Dauphinois, rue Maurice-Gignoux (87-66-77). Jusqu'à fin

1983.
BONFLEUR. Jean Dries, 1985-1973.
- Musée Eugène-Boudin, place Erik-Satie
(89-16-47). Jusqu'au 3 octobre.

LYSLE-SUR-SORGUE. Henri Ma-

— Musée-bibliothèque René Char, hôtel de Campredon, 20, rue du Docteur Tallet, (38-17-41). Jusqu'au 16 octobre.

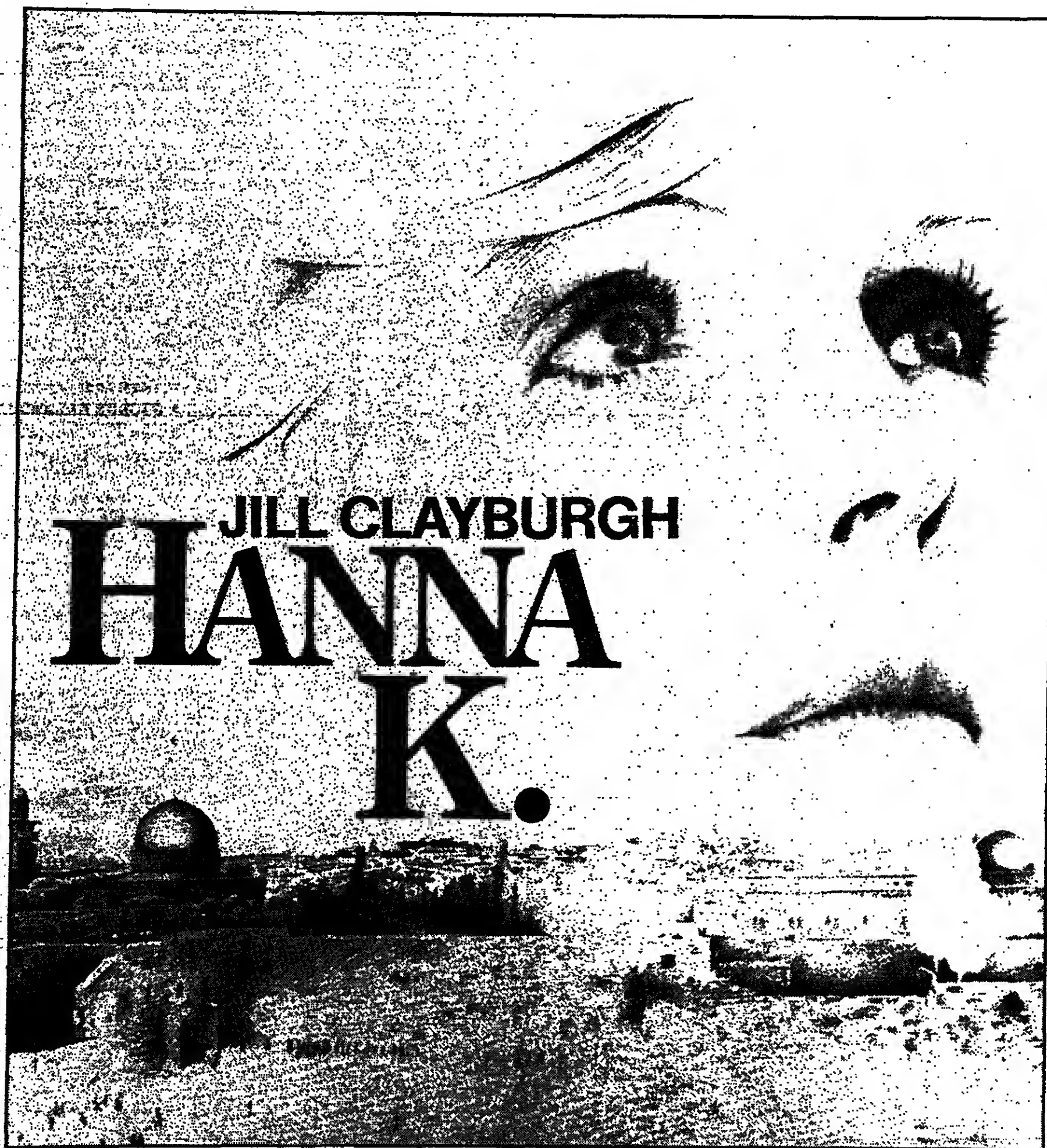
... ..

En V.O. : GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT HALLES - SAINT-GERMAIN HUCHETTE - LES PARNASSIENS - 14-JUILLET BEAUGRENELLE - MAYFAIR PATHÉ - HAUTEFEUILLE PATHÉ
En V.F. : GAUMONT RICHELIEU - FRANÇAIS PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUIER - WEPLER PATHÉ - MISTRAL - FAUVETTE - GAUMONT GAMBETTA - BRETAGNE
GAUMONT OUEST. Boulogne - GAUMONT Évy - TRICYCLE Asnières - BUXY-BOUSSY Saint-Antoine - Meaux - CLUB Colombes - 3 Vincennes - Enghien (v.o.)
PATHÉ Champigny - ARTEL Rosny - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - AVIATIC La Bourget - PARINOR Aulnay - BELLE-ÉPINE-PATHÉ Thiais - CYRANO Versailles
C2L Saint-Germain - 4 TEMPS La Défense-Valizy

GAUMONT-K.G. PRODUCTIONS-FILMS A2

présentent
un film de

COSTA-GAVRAS



JILL CLAYBURGH

HANNA K.

et avec **JEAN YANNE**

GABRIEL BYRNE • MOHAMED BAKRI • DAVID CLENNON • ODED KOTLER dans le rôle de l'inconnu

directeur de production: GÉRARD CROSNIER - son: PIERRE GAMET - montage: FRANÇOISE BONNOT - décors: PIERRE GUFFROY

image: RICARDO ARONOVICH - musique: GABRIEL YARED (selon SARAYAH) distribuée par R.C.A. - produit par: MICHELE RAY-GAVRAS

scénario original: FRANCO SOLINAS et COSTA-GAVRAS - écrit par: FRANCO SOLINAS - mise en scène: COSTA-GAVRAS



سكنا من الاجل

CINEMA

FURVO (Jap., v.o.) : Ambassade, 8 (359-19-08) ; Paramount Odéon, 6 (325-39-33) ; V.F. : Arcades, 2 (233-19-08) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

GARIN (Bel., v.o.) : Daufert (H. sp.), 14 (321-41-01) ; Châtelet-Victoria (H. sp.), 14 (308-94-14).

GANDHI (Ang., v.o.) : Cinéma Palace, 5 (354-07-76) ; Elysees-Lancelotti, 6 (359-36-14) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

HISTOIRE DE PIERRE (Fr.-It., v.o.) (*) : L'Homme de la Rivière d'Argent (Amst., v.o.) : Eclair Pano-rama, 14 (707-28-04).

LA JAVIA DES OMBRES (Fr.) : Forum, 14 (297-53-74) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; 14-Juillet Racine, 6 (326-19-08) ; 14-Juillet Racine, 6 (326-19-08) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 14 (357-90-81).

JOY (Fr.) (*) : U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6 (833-08-22).

KOVANISQATSI (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; Kinopanorama, 15 (306-50-50).

LUDWIG-VISCONTI (It. v.o.) : Olympie Saint-Germain, 6 (223-87-23) ; Olympie-Batze, 8 (561-10-60) ; Parisiens, 14 (329-83-11).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Etoile-de-Bou, 5 (317-57-47).

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympie, 14 (542-67-42).

LA MEMOIRE (Egyp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (354-39-19).

LE MONDE SELON GARP (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Saint-Ambroise, 14 (700-89-16).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A. v.o.) : Forum Orient-Express, 14 (233-63-65) ; Etoile de Bou, 5 (317-57-47) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; U.G.C. Marbeuf, 8 (232-18-49) ; Parisiens, 14 (329-83-11) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

NOUS ETIONS TOUS DES NOMS D'ARBRE (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

OFFICIER ET GENTILHOMME (A. v.o.) : 7 Art Beaubourg, 3 (278-34-15).

CEIL POUR CEIL (A. v.o.) : Maxéville, 9 (70-72-86).

OU EST PASSEE MON IDOLE ? (A. v.o.) : Studio de l'Etoile, 17 (380-42-05).

PATRICIA (Am., v.o.) (*) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinéoches (H. sp.), 6 (633-10-82).

PERSONNE N'EST PARFAIT (It. v.o.) : Paramount-City, 8 (562-45-76) ; V.F. : Arcades, 2 (233-19-08) ; Paramount-Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12 (343-01-59) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-83-11).

POREY'S II (A. v.o.) : Marignan, 8 (359-92-82) ; V.F. : Arcades, 2 (233-19-08) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06).

LES FREDATEURS (Brit., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; V.F. : Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06).

REVOLTE AU PENITENCIER DE FILLES (Fr.) : Paramount City, 8 (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.o.) : Marais, 4 (278-47-86).

STELLA (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Arcades, 17 (764-97-83).

SUPERMAN III (A. v.o.) : Ambassade, 8 (359-19-08) ; George V, 8 (562-41-46) ; V.F. : Forum Orient-Express, 14 (233-63-65) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Fauvisme, 13 (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Patbé Clichy, 18 (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) ; Tour Eiffel, 20 (606-34-25).

TONNERRE DE FEU (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Normandie, 8 (359-41-81) ; Parnassus-Champs-Élysées, 8 (720-76-21) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Paramount Opéra, 2 (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (943-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-83-11) ; Paramount Odéon, 14 (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15 (328-20-64) ; Paramount Mollat, 17 (328-24-24) ; Patbé Clichy, 17 (522-46-01).

TOOTSIE (A. v.o.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA TRAVIATA (It. v.o.) : Vendôme, 2 (742-57-52) ; Monte-Carlo, 8 (225-09-83).

LA TRILOGIE D'APU (Ind., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-19-08) ; 14-Juillet Racine, 6 (326-19-08) ; 14-Juillet Racine, 6 (326-19-08).

LA ULTIMA CENA (Cob., v.o.) : Daufert (H. sp.), 14 (321-41-01) ; Châtelet-Victoria (H. sp.), 14 (308-94-14).

UN ELIC AUX TROUSSES (A. v.o.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

VICTOR, VICTORIA (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cajas, 5 (354-89-22).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Mollat, 17 (328-24-24) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Hantefeuille, 6 (633-79-38) ; La Pagode, 7 (705-12-15) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Elysees-Lancelotti, 6 (359-36-14) ; Français, 9 (770-33-88) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06) ; Mirail, 14 (539-52-43) ; P. L. M. Saint-Jacques, 16 (580-68-42) ; Olympie, 14 (542-67-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Passy, 16 (288-62-34) ; Gaumont Convention, 15 (522-42-37) ; Paramount Mollat, 17 (328-24-24) ; Patbé Clichy, 18 (522-46-01).

LA VOITURE (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympie, 14 (542-67-42).

YOR LE CHASSEUR DU FUTUR (A. v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23) ; V.F. : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-83-11) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Temples (H. sp.), 5 (272-94-56).

AGENT X 27 (A. v.o.) : Action Eclos, 3 (325-72-07) ; Mar. V. D. Mar, 16 (742-56-31) ; Studio Alpha, 5 (354-39-47).

LES ARISTOCRATES (A. v.o.) : Normandie, 17 (304-14-66).

L'ASSASSINAT DE TROTSKY (Fr.) : Arcades, 17 (764-97-83).

BARRY LYNDON (A. v.o.) : Olympie Batze, 8 (561-10-60).

BEN HUR (A. v.o.) : Paramount Mercury, 8 (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

BYE BYE BRASSIL (A.) : Daufert, 14 (321-41-01).

CANNIBAL HOLOCAUST (A. v.o.) (*) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40).

CERTAINS L'ARMENT CHAUD (A. v.o.) : Champs, 5 (354-31-60).

LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PERIN (A. v.o.) : Eclair (H. sp.), 13 (707-28-04) ; (v.o.) : Montmartre-Ciné, 18 (606-34-25).

LES CHIENS DE PAILLE (A. v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6 (325-59-83).

COUP DE CŒUR (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

LES DAMNÉS (It. v.o.) (*) : Opéra Night, 2 (296-82-56) ; Boite à Films, 16 (288-64-44).

LE DALLIA BLEU (A. v.o.) : Olympie Luxembourg, 6 (633-97-77).

DELIVRANCE (A. v.o.) (*) : Opéra Night, 2 (296-82-56) ; Boite à Films, 16 (288-64-44).

EMMANUELLE (Fr.) (*) : Paramount City, 8 (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-18-45).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

ERASERHEAD (A. v.o.) : Eclair, 13 (707-28-04).

LA FABLEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A. v.o.) : La Royale, 8 (285-82-66) ; Grand Paris, 15 (534-46-85) ; Napoleon, 17 (755-63-23).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A. v.o.) (*) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

L'EXTRAVAGANT MR. RUGGLES (A. v.o.) : Olympie Luxembourg, 6 (633-97-77).

FLESH (A.) (*) : Movies, 14 (260-43-99) ; Action Christine (H. sp.), 6 (325-47-46).

GIMME SHELTER (A. v.o.) : Vidéo, 6 (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) : Daufert, 14 (321-41-01).

GLORIA (A. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-81).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lacenaire, 6 (344-57-34).

HAIR (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Publicis Mollat, 17 (328-24-24).

HAUTE PÊCHE (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-18-45) ; Olympie Ermitage, 14 (542-67-42) ; Mac-Mahon, 17 (380-24-81).

IL FAUT TUER BERGIT HAAS (Fr.) : Contrepoint, 5 (325-78-37).

L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46) ; Olympie Batze, 8 (561-10-60).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.o.) : Opéra Night, 2 (296-82-56) ; Boite à Films (H. sp.), 17 (622-44-21).

JESUS DE NAZARETH (It. v.o.) (1^{re} partie) (2^e partie) : Grand Paris, 15 (534-46-85) ; Boite à Films, 17 (622-44-21).

JONATHAN LIVINGSTONE LE GOÛLAND (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (297-49-70) ; Action-Écluse, 5 (325-72-07) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (322-18-49) ; Ambassade, 8 (359-19-08) ; V.F. : Lumière, 9 (246-49-07) ; Paramount-Gobelins, 13 (707-12-28) ; Eclair, 14 (539-52-43) ; Montparnasse, 14 (329-83-11) ; U.G.C. Convention, 15 (522-42-37).

MÉMÉ A L'OMBRE DU SOLEIL LÉL (A. v.o.) : La Laiterie (H. v.o.) : Arcades, 2 (233-19-08).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.o.) (*) : Capri, 2 (508-11-69).

MOROCO (A. v.o.) : Action Eclos, 3 (325-72-07).

NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17 (380-30-11).

NINOTCHKA (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

LE FELICE AU TRESOR (A. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-81).

PINOCCHIO (A. v.o.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-81).

PLACE AU RYTHME (A. v.o.) : Bazar, 6 (326-12-12).

PROVIDENCE (Fr.) (v. ang.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

QUAND LA VILLE DORT (A. v.o.) : A. Razin, 13 (337-74-39).

LES 400 COUPS (Fr.) : Movies, 14 (260-43-99) ; St-André-des-Arts, 6 (326-18-45) ; Elysees-Lancelotti, 6 (359-36-14) ; Parnassus, 14 (329-83-11).

RIZ AMER (It. v.o.) : Studio Logos, 3 (354-26-42).

TAIS TOI QUAND TU PARLES (Fr.) : 2015.

THE ROSE (A. v.o.) : Parnassus, 14 (329-83-11).

TAXI DRIVER (A. v.o.) (*) : Parnassus, 14 (329-83-11) ; (v.o.) : Lumière, 9 (246-49-07).

LE TROISIEME HOMME (A. v.o.) : Champs, 5 (354-31-60).

UN SI DOUX VISAGE (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

WOODSTOCK (A. v.o.) : Parnassus, 14 (329-83-11).

YOYO (Fr.) : Daufert (H. sp.), 14 (321-41-01).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4 (278-47-86), mer. : Le Dernier Rêve ; jeu. : le croisé du Navarrete ; ven. : Ma Vache et moi ; sam. : Sherlock Junior ; mar. : les Lois de l'Hospitalité.

LES FEMMES DE FASSBINDER : v.o. : Studio Galaxie, 13 (580-18-03) ; tous les jours : 14 h : Le Mariage de Maria Braun ; 16 h : 5 : Lili Marlene ; 18 h : 10 : Lola, une femme allemande.

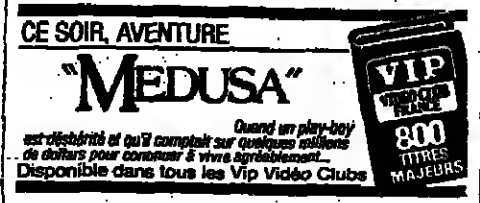
NEW YORK YU PAR (v.o., v.f.) : Studio Saint-Germain, 5 (354-31-60), mer. : 14 h : 10 : Les 1001 nuits ; 16 h : 10 : Les 1001 nuits ; 18 h : 10 : Les 1001 nuits ; 20 h : 10 : Les 1001 nuits ; 22 h : 10 : Les 1001 nuits ; 24 h : 10 : Les 1001 nuits ; 26 h : 10 : Les 1001 nuits ; 28 h : 10 : Les 1001 nuits ; 30 h : 10 : Les 1001 nuits ; 32 h : 10 : Les 1001 nuits ; 34 h : 10 : Les 1001 nuits ; 36 h : 10 : Les 1001 nuits ; 38 h : 10 : Les 1001 nuits ; 40 h : 10 : Les 1001 nuits ; 42 h : 10 : Les 1001 nuits ; 44 h : 10 : Les 1001 nuits ; 46 h : 10 : Les 1001 nuits ; 48 h : 10 : Les 1001 nuits ; 50 h : 10 : Les 1001 nuits ; 52 h : 10 : Les 1001 nuits ; 54 h : 10 : Les 1001 nuits ; 56 h : 10 : Les 1001 nuits ; 58 h : 10 : Les 1001 nuits ; 60 h : 10 : Les 1001 nuits ; 62 h : 10 : Les 1001 nuits ; 64 h : 10 : Les 1001 nuits ; 66 h : 10 : Les 1001 nuits ; 68 h : 10 : Les 1001 nuits ; 70 h : 10 : Les 1001 nuits ; 72 h : 10 : Les 1001 nuits ; 74 h : 10 : Les 1001 nuits ; 76 h : 10 : Les 1001 nuits ; 78 h : 10 : Les 1001 nuits ; 80 h : 10 : Les 1001 nuits ; 82 h : 10 : Les 1001 nuits ; 84 h : 10 : Les 1001 nuits ; 86 h : 10 : Les 1001 nuits ; 88 h : 10 : Les 1001 nuits ; 90 h : 10 : Les 1001 nuits ; 92 h : 10 : Les 1001 nuits ; 94 h : 10 : Les 1001 nuits ; 96 h : 10 : Les 1001 nuits ; 98 h : 10 : Les 1001 nuits ; 100 h : 10 : Les 1001 nuits ; 102 h : 10 : Les 1001 nuits ; 104 h : 10 : Les 1001 nuits ; 106 h : 10 : Les 1001 nuits ; 108 h : 10 : Les 1001 nuits ; 110 h : 10 : Les 1001 nuits ; 112 h : 10 : Les 1001 nuits ; 114 h : 10 : Les 1001 nuits ; 116 h : 10 : Les 1001 nuits ; 118 h : 10 : Les 1001 nuits ; 120 h : 10 : Les 1001 nuits ; 122 h : 10 : Les 1001 nuits ; 124 h : 10 : Les 1001 nuits ; 126 h : 10 : Les 1001 nuits ; 128 h : 10 : Les 1001 nuits ; 130 h : 10 : Les 1001 nuits ; 132 h : 10 : Les 1001 nuits ; 134 h : 10 : Les 1001 nuits ; 136 h : 10 : Les 1001 nuits ; 138 h : 10 : Les 1001 nuits ; 140 h : 10 : Les 1001 nuits ; 142 h : 10 : Les 1001 nuits ; 144 h : 10 : Les 1001 nuits ; 146 h : 10 : Les 1001 nuits ; 148 h : 10 : Les 1001 nuits ; 150 h : 10 : Les 1001 nuits ; 152 h : 10 : Les 1001 nuits ; 154 h : 10 : Les 1001 nuits ; 156 h : 10 : Les 1001 nuits ; 158 h : 10 : Les 1001 nuits ; 160 h : 10 : Les 1001 nuits ; 162 h : 10 : Les 1001 nuits ; 164 h : 10 : Les 1001 nuits ; 166 h : 10 : Les 1001 nuits ; 168 h : 10 : Les 1001 nuits ; 170 h : 10 : Les 1001 nuits ; 172 h : 10 : Les 1001 nuits ; 174 h : 10 : Les 1001 nuits ; 176 h : 10 : Les 1001 nuits ; 178 h : 10 : Les 1001 nuits ; 180 h : 10 : Les 1001 nuits ; 182 h : 10 : Les 1001 nuits ; 184 h : 10 : Les 1001 nuits ; 186 h : 10 : Les 1001 nuits ; 188 h : 10 : Les 1001 nuits ; 190 h : 10 : Les 1001 nuits ; 192 h : 10 : Les 1001 nuits ; 194 h : 10 : Les 1001 nuits ; 196 h : 10 : Les 1001 nuits ; 198 h : 10 : Les 1001 nuits ; 200 h : 10 : Les 1001 nuits ; 202 h : 10 : Les 1001 nuits ; 204 h : 10 : Les 1001 nuits ; 206 h : 10 : Les 1001 nuits ; 208 h : 10 : Les 1001 nuits ; 210 h : 10 : Les 1001 nuits ; 212 h : 10 : Les 1001 nuits ; 214 h : 10 : Les 1001 nuits ; 216 h : 10 : Les 1001 nuits ; 218 h : 10 : Les 1001 nuits ; 220 h : 10 : Les 1001 nuits ; 222 h : 10 : Les 1001 nuits ; 224 h : 10 : Les 1001 nuits ; 226 h : 10 : Les 1001 nuits ; 228 h : 10 : Les 1001 nuits ; 230 h : 10 : Les 1001 nuits ; 232 h : 10 : Les 1001 nuits ; 234 h : 10 : Les 1001 nuits ; 236 h : 10 : Les 1001 nuits ; 238 h : 10 : Les 1001 nuits ; 240 h : 10 : Les 1001 nuits ; 242 h : 10 : Les 1001 nuits ; 244 h : 10 : Les 1001 nuits ; 246 h : 10 : Les 1001 nuits ; 248 h : 10 : Les 1001 nuits ; 250 h : 10 : Les 1001 nuits ; 252 h : 10 : Les 1001 nuits ; 254 h : 10 : Les 1001 nuits ; 256 h : 10 : Les 1001 nuits ; 258 h : 10 : Les 1001 nuits ; 260 h : 10 : Les 1001 nuits ; 262 h : 10 : Les 1001 nuits ; 264 h : 10 : Les 1001 nuits ; 266 h : 10 : Les 1001 nuits ; 268 h : 10 : Les 1001 nuits ; 270 h : 10 : Les 1001 nuits ; 272 h : 10 : Les 1001 nuits ; 274 h : 10 : Les 1001 nuits ; 276 h : 10 : Les 1001 nuits ; 278 h : 10 : Les 1001 nuits ; 280 h : 10 : Les 1001 nuits ; 282 h : 10 : Les 1001 nuits ; 284 h : 10 : Les 1001 nuits ; 286 h : 10 : Les 1001 nuits ; 288 h : 10 : Les 1001 nuits ; 290 h : 10 : Les 1001 nuits ; 292 h : 10 : Les 1001 nuits ; 294 h : 10 : Les 1001 nuits ; 296 h : 10 : Les 1001 nuits ; 298 h : 10 : Les 1001 nuits ; 300 h : 10 : Les 1001 nuits ; 302 h : 10 : Les 1001 nuits ; 304 h : 10 : Les 1001 nuits ; 306 h : 10 : Les 1001 nuits ; 308 h : 10 : Les 1001 nuits ; 310 h : 10 : Les 1001 nuits ; 312 h : 10 : Les 1001 nuits ; 314 h : 10 : Les 1001 nuits ; 316 h : 10 : Les 1001 nuits ; 318 h : 10 : Les 1001 nuits ; 320 h : 10 : Les 1001 nuits ; 322 h : 10 : Les 1001 nuits ; 324 h : 10 : Les 1001 nuits ; 326 h : 10 : Les 1001 nuits ; 328 h : 10 : Les 1001 nuits ; 330 h : 10 : Les 1001 nuits ; 332 h : 10 : Les 1001 nuits ; 334 h : 10 : Les 1001 nuits ; 336 h : 10 : Les 1001 nuits ; 338 h : 10 : Les 1001 nuits ; 340 h : 10 : Les 1001 nuits ; 342 h : 10 : Les 1001 nuits ; 344 h : 10 : Les 1001 nuits ; 346 h : 10 : Les 1001 nuits ; 348 h : 10 : Les 1001 nuits ; 350 h : 10 : Les 1001 nuits ; 352 h : 10 : Les 1001 nuits ; 354 h : 10 : Les 1001 nuits ; 356 h : 10 : Les 1001 nuits ; 358 h : 10 : Les 1001 nuits ; 360 h : 10 : Les 1001 nuits ; 362 h : 10 : Les 1001 nuits ; 364 h : 10 : Les 1001 nuits ; 366 h : 10 : Les 1001 nuits ; 368 h : 10 : Les 1001 nuits ; 370 h : 10 : Les 1001 nuits ; 372 h : 10 : Les 1001 nuits ; 374 h : 10 : Les 1001 nuits ; 376 h : 10 : Les 1001 nuits ; 378 h : 10 : Les 1001 nuits ; 380 h : 10 : Les 1001 nuits ; 382 h : 10 : Les 1001 nuits ; 384 h : 10 : Les 1001 nuits ; 386 h : 10 : Les 1001 nuits ; 388 h : 10 : Les 1001 nuits ; 390 h : 10 : Les 1001 nuits ; 392 h : 10 : Les 1001 nuits ; 394 h : 10 : Les 1001 nuits ; 396 h : 10 : Les 1001 nuits ; 398 h : 10 : Les 1001 nuits ; 400 h : 10 : Les 1001 nuits ; 402 h : 10 : Les 1001 nuits ; 404 h : 10 : Les 1001 nuits ; 406 h : 10 : Les 1001 nuits ; 408 h : 10 : Les 1001 nuits ; 410 h : 10 : Les 1001 nuits ; 412 h : 10 : Les 1001 nuits ; 414 h : 10 : Les 1001 nuits ; 416 h : 10 : Les 1001 nuits ; 418 h : 10 : Les 1001 nuits ; 420 h : 10 : Les 1001 nuits ; 422 h : 10 : Les 1001 nuits ; 424 h : 10 : Les 1001 nuits ; 426 h : 10 : Les 1001 nuits ; 428 h : 10 : Les 1001 nuits ; 430 h : 10 : Les 1001 nuits ; 432 h : 10 : Les 1001 nuits ; 434 h : 10 : Les 1001 nuits ; 436 h : 10 : Les 1001 nuits ; 438 h : 10 : Les 1001 nuits ; 440 h : 10 : Les 1001 nuits ; 442 h : 10 : Les 1001 nuits ; 444 h : 10 : Les 1001 nuits ; 446 h : 10 : Les 1001 nuits ; 448 h : 10 : Les 1001 nuits ; 450 h : 10 : Les 1001 nuits ; 452 h : 10 : Les 1001 nuits ; 454 h : 10 : Les 1001 nuits ; 456 h : 10 : Les 1001 nuits ; 458 h : 10 : Les 1001 nuits ; 460 h : 10 : Les 1001 nuits ; 462 h : 10 : Les 1001 nuits ; 464 h : 10 : Les 1001 nuits ; 466 h : 10 : Les 1001 nuits ; 468 h : 10 : Les 1001 nuits ; 470 h : 10 : Les 1001 nuits ; 472 h : 10 : Les 1001 nuits ; 474 h : 10 : Les 1001 nuits ; 476 h : 10 : Les 1001 nuits ; 478 h : 10 : Les 1001 nuits ; 480 h : 10 : Les 1001 nuits ; 482 h : 10 : Les 1001 nuits ; 484 h : 10 : Les 1001 nuits ; 486 h : 10 : Les 1001 nuits ; 488 h : 10 : Les 1001 nuits ; 490 h : 10 : Les 1001 nuits ; 492 h : 10 : Les 1001 nuits ; 494 h : 10 : Les 1001 nuits ; 496 h : 10 : Les 1001 nuits ; 498 h : 10 : Les 1001 nuits ; 500 h : 10 : Les 1001 nuits ; 502 h : 10 : Les 1001 nuits ; 504 h : 10 : Les 1001 nuits ; 506 h : 10 : Les 1001 nuits ; 508 h : 10 : Les 1001 nuits ; 510 h : 10 : Les 1001 nuits ; 512 h : 10 : Les 1001 nuits ; 514 h : 10 : Les 1001 nuits ; 516 h : 10 : Les 1001 nuits ; 518 h : 10 : Les 1001 nuits ; 520 h : 10 : Les 1001 nuits ; 522 h : 10 : Les 1001 nuits ; 524 h : 10 : Les 1001 nuits ; 526 h : 10 : Les 1001 nuits ; 528 h : 10 : Les 1001 nuits ; 530 h : 10 : Les 1001 nuits ; 532 h : 10 : Les 1001 nuits ; 534 h : 10 : Les 1001 nuits ; 536 h : 10 : Les 1001 nuits ; 538 h : 10 : Les 1001 nuits ; 540 h : 10 : Les 1001 nuits ; 542 h : 10 : Les 1001 nuits ; 544 h : 10 : Les 1001 nuits ; 546 h : 10 : Les 1001 nuits ; 548 h : 10 : Les 1001 nuits ; 550 h : 10 : Les 1001 nuits ; 552 h : 10 : Les 1001 nuits ; 554 h : 10 : Les 1001 nuits ; 556 h : 10 : Les 1001 nuits ; 558 h : 10 : Les 1001 nuits ; 560 h : 10 : Les 1001 nuits ; 562 h : 10 : Les 1001 nuits ; 564 h : 10 : Les 1001 nuits ; 566 h : 10 : Les 1001 nuits ; 568 h : 10 : Les 1001 nuits ; 570 h : 10 : Les 1001 nuits ; 572 h : 10 : Les 1001 nuits ; 574 h : 10 : Les 1001 nuits ; 576 h : 10 : Les 1001 nuits ; 578 h : 10 : Les 1001 nuits ; 580 h : 10 : Les 1001 nuits ; 582 h : 10 : Les 1001 nuits ; 584 h : 10 : Les 1001 nuits ; 586 h : 10 : Les 1001 nuits ; 588 h : 10 : Les 1001 nuits ; 590 h : 10 : Les 1001 nuits ; 592 h : 10 : Les 1001 nuits ; 594 h : 10 : Les 1001 nuits ; 596 h : 10 : Les 1001 nuits ; 598 h : 10 : Les 1001 nuits ; 600 h : 10 : Les 1001 nuits ; 602 h : 10 : Les 1001 nuits ; 604 h : 10 : Les 1001 nuits ; 606 h : 10 : Les 1001 nuits ; 608 h : 10 : Les 1001 nuits ; 610 h : 10 : Les 1001 nuits ; 612 h : 10 : Les 1001 nuits ; 614 h : 10 : Les 1001 nuits ; 616 h : 10 : Les 1001 nuits ; 618 h : 10 : Les 1001 nuits ; 620 h : 10 : Les 1001 nuits ; 622 h : 10 : Les 1001 nuits ; 624 h : 10 : Les 1001 nuits ; 626 h : 10 : Les 1001 nuits ; 628 h : 10 : Les 1001 nuits ; 630 h : 10 : Les 1001 nuits ; 632 h : 10 : Les 1001 nuits ; 634 h : 10 : Les 1001 nuits ; 636 h : 10 : Les 1001 nuits ; 638 h : 10 : Les 1001 nuits ; 640 h : 10 : Les 1001 nuits ; 642 h : 10 : Les 1001 nuits ; 644 h : 10 : Les 1001 nuits ; 646 h : 10 : Les 1001 nuits ; 648 h : 1

COMMUNICATION

Mercredi 7 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Vagabondages.
Emission de R. Gicquel et D. Sanders.
Avec Aron, Maria Bea, Monique Morelli.



21 h 35 Document : Les murs de Santiago.
De C. Castillo, R. P. Devant et F. Servan-Schreiber.
Sur un reportage réalisé sans autorisation officielle au Chili par une petite équipe française, les commentateurs de C. Castillo, professeur d'histoire, arrivés en octobre 1974, puis expulsés. L'émotion monte avec les images d'un quotidien redécouvert neuf ans après.

22 h 55 Bande dessinée : Moebius.

23 h 35 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Sports : Football.
Danemark-France.

22 h 15 Document : Les charmeurs de requins.
De D. O'Rourke et A. Gullien.
La pêche aux requins chez les Koutis, tribu notre d'une île australienne : un véritable rite religieux.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variété : Joan Baez à Paris.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Documentaire : Tous bandits d'honneur.
D'après M. Soury, R. M. Sima.
A l'occasion du quarantième anniversaire de la libération de la Corse, un retour par la mémoire sur les

« dures années » vécues sur cette île, le seul territoire en Europe à s'être libéré par ses propres forces.

22 h 45 Prélude à la nuit.



FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Ciné 16 : les Lavandes et le Réséda.
18 h 48 Série documentaire : La vie de château (Loches).

19 h 10 Dessin animé : Vagabul.

19 h 15 Informations régionales.

19 h 35 Feuilleton « Malaventure ».

FRANCE-CULTURE

19 h 30, La géographie humaine : Espace et pouvoir.
Charles Ives.

22 h 30, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 30, Concert (donné le 7 mai 1983 lors du Festival de Lausanne) : Concerto pour violon et orchestre, de Mozart, Symphonie n° 4 « Romantique », de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de Berne, dir. T. Gutschewer ; sol. J. Solt, violon.

22 h 30, Fréquence de nuit : Traditions de la musique mongole ; 0 h 5, Rituels bouddhiques.

Jeudi 8 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h Vision plus.

13 h 30 Le bar de l'éto.

13 h Journal.

13 h 35 Santé : Prévention incendie.

13 h 45 Série : Colditz.

16 h 30 Croque-vicieux.

18 h La rendez-vous.

18 h 10 Revêtir : Tigrit.

19 h 5 Météorologie.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Jeu : Super défi.

19 h 45 Jeu : Marion-Les.

20 h Journal (et à 21 h 50).

20 h 35 Téléfilm : Je Franco-tireur, de M. Failliez et J.-C. Carrière. Avec B. Lecoq, J. Assas, R. Camou... Pour changer de vie, un cadre décide de se faire renvoyer de son entreprise afin de toucher l'indemnité de son licenciement. Il commence à tout critiquer, mais le directeur général, un lieu de le prendre mal, le félicite. Une fable à la Voltaire : sociologie, humour, sur les comportements de groupe.

22 h Caméra festival : les grands mystères de la musique.
Emission de C. Laperrière et B. Gouley. Réalisation P. Nivollot.
L'univers de Gian Carlo Menotti.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Picture 45.

12 h 30 Série : Les amours des années grises.

13 h 30 Série : Le Virginien.

14 h 45 Aujourd'hui la vie.

15 h 45 Dessin animé.

16 h 50 Sports élys.

18 h Récré A 2.

18 h 30 Flash info.

19 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord, pas d'accord : casques mots.

18 h 15 Émissions régionales.

18 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Série : le Corsaire.
D'après J. Conrad, réal. F. Girard.
Le capitaine Peyrol, vieux d'homme des mers qui aspire au repos, s'installe chez la belle Arlette, près de Hyères, mais la mer qu'il n'a plus qu'à contempler est encore toute sa vie.

21 h 40 Magazine : Résistances.
Magazine des droits de l'homme de B. Langlois.
Retour de l'indispensable magazine des droits de l'homme, Spécial Chik, à l'occasion du dixième anniversaire du camp d'État.

22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des 12 régions.

19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.

20 h Les jeux.

20 h 35 Cinéma 16 : le Prix de la terre.
D'A.C. Charpentier. Réal. M. Subiel, avec F. Dyrek, B. Penot, A. Roussel.
Culpabilisé par la disparition de sa femme, morte d'épuisement sur le domaine, algérien, Richard Marceau se prend pour Dieu, ordonne la Loi à laquelle tous doivent plus, fils et chien confondus. Sur le thème du conflit de génération et de la dévotion du père en milieu paysan, une somme de clichés, une démonstration ambiguë.

22 h 5 Journal.

22 h 25 Boîte aux lettres : les intellectuels de gauche sont-ils silencieux ?

Magazine littéraire de J. Garcia.
A la suite de l'enquête publiée dans le Monde sur le silence des intellectuels face au pouvoir, Jérôme Garcia a invité : Michel Drach (cinéma), Roland Castro (architecture), Jean Daniel (directeur du Nouvel Observateur), Jean-Pierre Faye (philosophie), Jean Dutoit (éditorialiste à France-Soir).

23 h 30 Prélude à la nuit.
« Sonate pour violon et piano » de C. Debussy, par O. Charlier, violon, et A. Queffelec, piano.

FR 3-PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Série documentaire : La vie de château (Saint-Agil).

17 h 11 Théâtre : Extraits de « Mémoires du malheur » de Jérôme Savary.

18 h 25 Rocking Chair.

19 h 10 Dessin animé : Vagabul.

19 h 15 Informations régionales.

19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Niccpe.

8 h, Les chemins de la connaissance : la symbolique des jeux ; à 8 h 32, Mes Egypte ; à 8 h 50, Les demeures de l'au.

9 h 7, Matinale de la littérature.

10 h 45, Extrême.

11 h 2, Musique : Berlioz (et à 13 h 30 et 17 h 32).

12 h 5, Agora.

12 h 45, Panorama : Vamban.

14 h, Sess.

14 h 5, Un livre, des voix : « La chambre des enfants », de L.R. Desforis.

14 h 47, Les après-midi de France-Culture : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, dossier : la réforme Legendre, utopie ou réalité ; à 17 h, Raison d'être.

18 h 30, Feuilleton : le nommé Jeudi.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, La géographie humaine : géographie et stratégie.

20 h, « Théâtre ouvert », à Amiens : « Diner », de L. Renou ; et débat : « L'écriture en double jeu », avec R. Abirached, E. Cornaux, D. Lemahieu, V. Théophilides, J.-M. Lhouze et J. Niech.

22 h 30, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Liszt, Geminiani, Bach, Mozart, Chopin, Schubert.

8 h, Le journal de musique.

8 h 15, Autour de... « L'amour et la vie d'une femme de Schumann ou le mythe de l'ombre perdue » : œuvres de Monteverdi, Mozart, Schumann, Debussy.

12 h, Le royaume de la musique.

12 h 35, Jazz : « Tout Duke ».

13 h, Concours international de guitare.

13 h 30, Poissons d'or.

14 h 4, Musique légère : Œuvres de Hall, J. Strauss, Lohr, Schubert.

14 h 30, Autour de... « Emile Guillea » : œuvres de Beethoven, Prokofiev, Mozart, Tchaikowski, Rameau, Mozart/Busoni, Scarlatti.

17 h 5, Répères contemporains : Graciane Finzi.

18 h, Jazz : le bloc-notes.

18 h 30, L'imprévu.

20 h 30, Concert (donné le 17 août 1983 à la Sainte-Chapelle de Paris) : Œuvres de Caccini, Frescobaldi, Ferreri, Legrenzi, Bassini, d'Astorga, avec R. Jacobs, haute-contre, Y. Repent, clavocin.

22 h, Cycle acoustique.

23 h, Fréquence de nuit : musiques de l'Inde.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 7 SEPTEMBRE

— M. Arthur Potel, secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement chrétien, est l'invité de l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

VU

La peur du non-être

Dire qu'à la veille du troisième millénaire une moitié de l'humanité croit encore, dur comme fer, à la résurrection de l'âme et l'autre à la résurrection des corps ! Bien sûr, le simpliste. Le partage est moins tranché. Il existe de solides îlots de résistance à ces courants de pensée, des fortes têtes, des éthées, des insensés, des mégalo, des idéologues de la science, qui font confiance à l'homme et à lui seul pour retarder, pour remettre, sinon à la fin des temps, du moins loin dans le temps, le grand saut, le terrifiant passage de vie à trépas. Ou, si vous préférez, eux préfèrent — la simple retour au non-être.

Comment peut-on prétendre que le refus de la mort soit un phénomène récent, adieu, propre à la société de consommation, une rupture totale avec les mœurs ancestrales encouragées, entretenues par les progrès trompeurs de la médecine ? Cette peur, cet ac-

cabant mystère de la mort, ne sont-ils pas, avec le rythme des jours et des saisons, à l'origine de toutes les religions ? A l'âge des cavernes, déjà, on tentait d'expliquer l'insupportable et de chercher au-delà, en deçà de ce bas monde, un autre monde où séjourneraient les esprits, les âmes des défunts, dans l'attente plus ou moins longue d'un retour au chaud, au creux d'une nouvelle enveloppe charnelle. Même les chrétiens l'imaginent, cette enveloppe, alors subtilement transformée et à jamais garantie contre la destruction.

Il fallait voir s'affronter, mardi soir, aux « Dossiers de l'écran » sur la réincarnation, prêtres, anthropologues, tenants européens du zen, du bouddhisme ou du ha-parapsychologie et rimpoché tibétain. Vingt pour cent des Occidentaux n'attendent plus, paraît-il, le jour du jugement dernier. Ils se

sont ralliés au dogme brahmanne de la métépsychose.

Les coups de téléphone à S.V.P. le confirment : le standard e « sauté » deux fois sous le nombre des appels. On avait beau être convaincu d'avoir vécu autrefois, autre part, autre chose, on voulait des preuves, des certificats ! Au même titre que l'esprit religieux, son contraire, l'esprit logique est décidément une de nos caractéristiques fondamentales.

On n'imaginait pas Jean Le Poulain, acteur rigolard, rondouillard, s'il en est, en lervent théosophe. On lui doit pourtant le mot de la fin. Il a été Christopher Marlowe et peut-être bien Shakespeare, qui sait ? Il le croit. Libre à nous d'en douter et de prendre pour des rêves ce qu'il considère comme des signes. La foi, ça se discute pas.

CLAUDE SARRAUTE.

A FR3

Controverse avec M. Badinter sur un reportage en prison

Saisie, lundi 5 septembre, par le garde des sceaux, M. Robert Badinter, à propos d'une émission intitulée « la Prison sans visage » (vendredi 9, 20 h 35, FR3), la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a estimé, le lendemain, que c'était à bon droit que le ministre avait exigé une coupe, de trois minutes quarante

et une seconde, sur ce reportage qui en comportait initialement trente-cinq. Elle a aussi approuvé que soit diffusé en fin d'émission un débat réunissant M. Myriam Elzatty, directeur de l'administration pénitentiaire, et M. André Campana, rédacteur en chef du magazine « Vendredi ».

La décision de la Haute Autorité fait suite à une longue controverse qui opposait le garde des sceaux aux auteurs du reportage « la Prison sans visage », MM. Gérard Collin (1) et Richard Michel et qui fut tranchée une première fois par les dirigeants de FR3 dans le sens que souhaitait le ministre. Celui-ci estimait qu'en montrant des détenus à visage découvert, les auteurs méconnaissaient les termes du synopsis sur lequel ils s'étaient engagés pour obtenir leur autorisation de tournage en prison et qui prévoyait le contraire, rompant ainsi le « contrat moral » qui avait été conclu.

En effet, aux termes de l'article D 277.3 du code de procédure pénale : « Aucune photographie de l'intérieur de la prison ne peut être effectuée sans autorisation spéciale du ministre ; il en est de même de tout croquis, prises de vues, enregistrements sonores se rapportant à la détention ».

MM. Gérard Collin et Richard Michel faisaient valoir au contraire que les détenus avaient été filmés avec leur consentement exprès, ce que démontre sans conteste la séquence coupée sur la demande du garde des sceaux. Deux détenus, notamment, y présentent des photographies et font observer qu'à cette époque on avait en moins de scrupules.

La Haute Autorité a estimé que le ministre pouvait exiger le respect de l'article D 277.3 du code de procédure pénale. Elle a aussi approuvé que soit diffusé en fin d'émission un débat réunissant M. Myriam Elzatty, directeur de l'administration pénitentiaire, et M. André Campana, rédacteur en chef du magazine « Vendredi ».

Un combat d'arrière-garde

L'intervention du garde des sceaux appelle deux séries de remarques, les unes d'ordre juridique, les autres de nature politique.

Selon les premières, il est vrai que les auteurs du reportage eussent été mieux avisés de renégocier, dans la mesure du possible, leur accord avec les pouvoirs publics, s'ils jugeaient qu'ils s'étaient engagés à tort et que le fait de montrer les visages était indispensable à la bonne qualité de leur enquête. D'autant que l'article D 277.3 n'interdit pas de telles photographies mais les soumet, à première vue, à la discrétion du garde des sceaux.

Mais jusqu'à un certain point seulement. On peut tout aussi bien estimer que le pouvoir d'autorisation remis au ministre s'analyse comme une mesure de protection générale, destinée à prévenir les curiosités de mauvais aloi à l'égard des prisonniers.

Ce qui revient à dire que le pouvoir du ministre n'est pas une délégation, à son profit, du droit à sa propre image dont chaque détenu est titulaire au même titre qu'un

homme de l'extérieur (sous réserve des troubles à l'ordre public de la prison qui ne sont pas allégués ici). C'est si vrai qu'un détenu pourrait s'opposer à ce qu'on le filme, même si le garde des sceaux avait autorisé un tournage en prison sans restriction.

Dans l'ordre politique, la réaction, que l'on dit véhémente, du garde des sceaux s'explique aisément, indépendamment de tout « contrat moral », par l'extrême sensibilité d'une partie de l'opinion pour tout ce qui touche à la condition pénitentiaire, et assurément pas pour réclamer son amélioration. Mais, ainsi, le ministre ne se fait-il pas censeur ?

Cela dit, il mène un combat d'arrière-garde, comme ceux que soutenaient naguère ses prédécesseurs en s'opposant à l'audition de la radio ou à la lecture des quotidiens. De plus, la télévision française diffuse régulièrement des reportages sur des prisons étrangères où les détenus s'expriment à visage découvert. Une émission récente traitait d'un établissement canadien et donnait, en pleine lumière, la parole à nombre de détenus. La différence imposée aujourd'hui à des réalisateurs français apparaît donc comme peu convaincante.

Ph. B.

(1) Celui-ci ayant finalement choisi de retirer son nom du générique.

L'HEBDOMADAIRE « LES NOUVELLES » (EX-« LITTÉRAIRES ») REPARAIT

L'hebdomadaire Les Nouvelles — anciennement Les Nouvelles littéraires, que M. Jean-Pierre Ramsay a racheté au printemps dernier à M. Philippe Tesson — reparait mercredi 7 septembre après son interruption consécutive à la période des vacances. Sur un nouveau format (genre Paris-Match ou le Nouvel Observateur), il offre 80 pages au prix de 10 francs et paraîtra chaque mercredi.

Selon M. Ramsay, à la fois directeur de la publication et directeur de la rédaction (qui comporte trente-cinq journalistes permanents), les Nouvelles se présentent « comme un anti news magazine, c'est-à-dire qu'il n'a pas la prétention de traiter de tous les sujets, mais d'en sélectionner un nombre limité, traités en profondeur ». Quatre grands secteurs, non cloisonnés les uns par rapport aux autres : le culturel, l'économie, les sciences technologies-recherche, la société, forment la toile de fond des préoccupations des Nouvelles.

A l'occasion de cette repartition, l'hebdomadaire est tiré à 250 000 exemplaires et 10 millions de francs sont consacrés au lancement de la nouvelle formule.

Lisez



LES HABITS NEUFS D'ANTENNE 2

Le 11 septembre à 23 h 25, les petits hommes de Folan s'envoleront définitivement hors de nos écrans. Il était temps : depuis huit ans qu'elle hamait nos soirées, leur ronde nostalgique finissait par donner à Antenne 2 un air vieillot. Fort de son succès d'audience, le chaîne s'est commandé des habits neufs chez Pipa Vidéo. Ce spécialiste du générique a confectionné un petit ensemble d'une minute trente, qui ouvrira et fermera l'antenne mais qui, sous forme de séquences plus courtes, scandera aussi toute la programmation.

Même gamme de couleurs, du bleu clair à l'orange, même ballet aérien sur fond de cycle planétaire. Mais la comparaison s'arrête là : les petits hommes laissent place à des volumes géométriques nus dans les régies et les générateurs électroniques. Moins agressif que celui de TF 1, moins raide que celui de FR 3, le générique d'Antenne 2 a résolument adopté le « look nouvelles technologies ».

Le symbole est d'autant plus percutant que Pierre Desgrupes avait donné pour thème aux concepteurs : « Création du monde et découverte du monde d'Antenne 2 ». D'anciens traducteurs : au commencement était le service public, alpha et oméga de la communication. Contentons-nous de souhaiter que ce mariage audacieux de la genèse et des nouvelles images tienne ses promesses et que ce générique ne connaisse pas le sort des habits neufs de l'impeur dans le conte d'Andersen.

J.-F. L.

سكزا من الاجل

FAITS DIVERS CARNET

Lutte contre la délinquance

DIX-HUIT VILLES-PILOTES

Le Conseil national de prévention de la délinquance, dont le vice-président est M. Gilbert Bonnemaison, maire d'Épinay-sur-Seine, vient d'arrêter une liste de dix-huit villes, « constituant un terrain d'actions-pilotes en matière de police, de justice et d'action sociale ».

Il s'agit de : Asnières, Belfort, Béthune, Bordeaux, Epinal, Epinay-sur-Seine, Fontenay-sous-Bois, Les Abymes (Guadeloupe), Lille, Montreuil-sous-Bois, Mulhouse, Quimper, Roubaix, Saint-Nicolas-sur-Orge, Toulon, Toulouse, Valence et Vénissieux. Le Conseil national précise que « le choix ainsi opéré ne correspond pas à la liste des communes les plus criminelles », les maires des communes concernées s'étant « portés volontaires pour conduire une politique cohérente de prévention de la délinquance ».

Une « mutation dans l'intérêt du service » a été décidée contre un médecin de l'hôpital des prisons de Fresnes. Le docteur Pierre Pineau, qui était jusqu'ici chef de service à temps partiel de chirurgie dans cet hôpital, a été déchargé de ses fonctions. La direction de l'administration pénitentiaire lui a confié une étude sur la pathologie carcérale. Le docteur Pineau avait été mis en cause à la suite du décès de détenus opérés par lui (le Monde du 7 avril). Des plaintes avaient été déposées par les familles et l'inspection générale des affaires sociales avait ouvert une enquête. De son côté, le médecin anesthésiste de l'hôpital, le docteur Monique Montot, a été licencié.

Mise en liberté des auteurs présumés de l'attentat de Lourdes. Les trois personnes interpellées le 13 août, après la destruction de la statue de Ponce Pilate à Lourdes (le Monde du 13 août), ont été remises en liberté le mardi 6 septembre. Christine Bernier, vingt-six ans, Sophie Moulay, vingt-cinq ans, et Jean-Marc Nicolai, vingt-six ans, avaient été inculpés le 14 août de « destruction par explosif menaçant la sécurité des personnes », et écrouées à Tarbes et à Pau.

Naissances

M. Jean-Michel SAULNIER et M^{me} née Isabelle COMBARNOUS ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

Anne-Laure.

Paris, le 24 août 1983.

Mariages

M. et M^{me} René CORDAT, le colonel Joseph TESSIER (C.R.), M. et M^{me} Jean-Michel TESSIER, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Martine et Jean-Luc.

célébré dans l'intimité, le 3 septembre.

Décès

M^{me} Pierre Join-Lambert, née Jacqueline Rivet, M. et M^{me} Christian Join-Lambert, M. et M^{me} Éric Join-Lambert, Natalie et Odile, Blaise et Adèle, font part de la mort de leur époux, père et grand-père.

M. Pierre JOIN-LAMBERT, conseiller d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, vice-président du Comité national d'information et d'action sociales pour les gens du voyage.

survenue le 3 septembre 1983 dans sa soixante-dix-huitième année. Les obsèques auront lieu en l'église de Livet-sur-Authou (Eure), le jeudi 8 septembre à 15 heures.

— Les Etudes tsiganes.

Le Comité national d'information et d'action sociales pour les gens du voyage et les personnes d'origine nomade.

Et l'Union des associations de la région Ile-de-France pour la promotion des Tsiganes et autres gens du voyage.

ont le regret de faire part du décès de leur fondateur.

M. Pierre JOIN-LAMBERT,

conseiller d'Etat honoraire et grand ami des Tsiganes et voyageurs.

Les trois associations invitent leur membres à s'unir par leur présence ou la pensée à la cérémonie des obsèques qui aura lieu le jeudi 8 septembre 1983, à 15 heures, en l'église de Livet-sur-Authou (Eure).

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Jacques MARCHEGAY, vice-président d'honneur du Comité central des armateurs de France, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite maritime, membre de l'Académie de marine.

décédé le mardi 30 août 1983 des suites d'un accident.

De la part de

M^{me} Jacques Marchegay, son épouse,

M. et M^{me} Hubert Leveillé-Nizerolle, M. et M^{me} Philippe Gruss, ses enfants.

Le docteur et M^{me} Marc Leveillé-Nizerolle, M^{me} Florence Leveillé-Nizerolle, MM. Etienne et Jean-Manuel Gruss, ses petits-enfants.

Boris et Alexia Leveillé-Nizerolle, ses arrière-petits-enfants.

Le service religieux a eu lieu le lundi 5 septembre en l'église réformée du foyer de l'âme dans la stricte intimité familiale, et l'inhumation a eu lieu le mardi 6 septembre à Saint-Juire-Champignon (Vendée).

« Jésus dit : je suis la résurrection et la vie. Celui qui croit en moi vivra, quand même il serait mort ; et quiconque vit et croit en moi ne mourra jamais. »

Jean XI, 25.

— Le président, Le vice-président, Le délégué général, Les membres du bureau Et du conseil exécutif du Comité central des armateurs de France, ont la tristesse de faire part du décès de leur vice-président d'honneur :

M. Jacques MARCHEGAY, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite maritime, membre de l'Académie de marine,

qui s'est dévoué à la cause de l'armement français en assurant les fonctions de secrétaire et de délégué général du C.C.A.F. de 1930 à 1964, 73, boulevard Hausmann, 75008 Paris.

(Né le 12 août 1894 à Brucy, en Seine-et-Oise, M. Jacques Marchegay était licencié en droit et diplômé de l'Ecole des sciences politiques. Avocat stagiaire en 1915, il a été le secrétaire de M^{me} Blanche Garçon avant d'entrer

au Comité central des armateurs de France, en juin 1917, dont il a été successivement secrétaire général adjoint en 1921, secrétaire général en 1930, délégué général en 1935 et vice-président d'honneur en 1964. Son rôle a été décisif lors de la réquisition de la flotte en 1939 et de la conclusion de la charte-partie de guerre ainsi qu'au cours des longues négociations qui ont abouti à la reconstruction de la flotte après la Libération.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

colonel Henri ROGÉ, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, combattant volontaire de la Résistance.

survenu le 30 août 1983 à Paris.

De la part de M^{me} Henri Rogé, née France Jeany Risler, M^{me} Frank Risler, M. Philippe Risler, Docteur et M^{me} Raymond Rogé, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Paul Alapetite, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Albert Laget et M^{me} André Vergnol, Et de toute la famille.

La messe a été dite dans la chapelle de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris, et l'inhumation au cimetière d'Orléans, dans l'intimité.

84, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

— La famille de

M. Jean SAGLIER

a le regret d'annoncer son décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-trois ans, le 26 août 1983.

Le défunt était titulaire de : la croix de guerre 1939-1945, la croix du Combattant volontaire 1914-1918.

Il était : officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur du Mérite militaire.

Président honoraire : de la Chambre syndicale de la B.J.O., de la Fédération nationale de la B.J.O., diamants, perles et pierres précieuses, de la Fédération des métiers d'art de France, de la Société de la propriété artistique (SPADEM). Expert près la Cour d'appel. Chef d'escadron (C.R.) d'artillerie.

Ses obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

M^{me} Constant Tiffou-Corbi, M^{me} Frédérique Piel, M. Jean Piel, Laurent et Eve, M. et M^{me} Jacky Tiffou, Nicolas et Hugo.

M. et M^{me} Maxime Barrière, Sandrine et Jérôme, M. et M^{me} Bernard Laracine et Julien,

M. et M^{me} Edmond Tiffou et Freddy,

M^{me} Denise Tiffou, Félicien et Michelle,

Les familles Tiffou, Corbi, et alliées, ont le deuil de faire part du décès de

M. Constant TIFFOU,

survenu le 3 septembre 1983.

Selon la volonté du défunt, l'incinération a eu lieu, à Toulouse, le 7 septembre, et ses cendres ont été dispersées.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue du Fort-Saint-Elme, Le Moulin à Vent, 66000 Perpignan.

Messes anniversaires

— Pour le troisième anniversaire de la mort de

général Martial VALIN

une messe du souvenir sera célébrée, le 19 septembre 1983, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides. Une pieuse pensée est demandée à sa mémoire.

Avis de recherche

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :

ON RECHERCHE

Véronique MARRE,

vingt et un ans, en vacances en Angleterre, dans le Lake District (Cumbria).

Elle a été vue pour la dernière fois le 31 juillet. Elle logeait en auberges de jeunesse.

Toute personne l'ayant rencontrée ou pouvant donner des renseignements est priée de téléphoner : (1) 330-27-02.

Signalément : 1 m 60, corpulence moyenne, cheveux bruns, longs, ondulés, yeux marron, teint mat bronzé, sac à dos de toile marron.

La mort du général Fonde

Un homme de Leclerc

Né à Rambouillet (Seine-et-Marne) le 13 juin 1908, le général Jean-Julien Fonde, qui vient de mourir (le Monde du 7 septembre), avait été un des fidèles de Leclerc. Instituteur, passé dans l'infanterie coloniale, il se trouvait en 1942 en Afrique du Nord et rejoignit la 2^e division blindée.

En Indochine, en 1946, suivant les directives expressives de Leclerc qui fait de lui le chef de la délégation de contrôle à la commission centrale de liaison pour le Tonkin et le Nord-Annam, il s'efforce en vain d'éviter la rupture avec Hô Chi Minh et sera le dernier à rencontrer, le 18 décembre 1946, le général Giap (le Monde Dimanche du 2 août 1980 et son livre, Traiter à tout prix, R. Laffont, 1969). Le colonel Fonde reçoit, en septembre 1959, le commandement du secteur Alger-Sahel, où il succède au colonel Godard. Il est gaulliste et aussi attaché à une conception rigoureuse de la discipli-

pine et de la subordination de l'armée au pouvoir civil.

Le 24 janvier 1960, la désobéissance larvée des colonels parachutistes qui font partie du dispositif de maintien de l'ordre qu'il commande aboutit, devant le gouvernement général, au mitraillage, depuis les balcons, des gendarmes du colonel Delbressé par des activistes. C'est le début de la « semaine des barricades ». En 1962, général, il commandera les forces et la base de Mers-El-Kébir, en 1964, les éléments interarmées du groupe Antilles-Guyane.

Outre son livre sur l'Indochine, en 1946, le général Fonde a publié sur la 2^e D.B. J'ai vu une meute de loups (F. Nathan, 1969) et Les Loups de Leclerc (Pion, 1982), ainsi que l'Aventure viet-minh, en collaboration avec le général Massu (Pion, 1980).

J. P.

LES NOUVELLES 505

LA PASSION DE LA ROUTE



9 VERSIONS ESSENCE, DIESEL ET TURBO.

PRENEZ LE VOLANT DE LA NOUVELLE 505 GTI. EFFLEUREZ L'ACCELERATEUR. LE MOTEUR FREMIT D'IMPATIENCE. ELLE EST PRÊTE À BONDIR. ASSIETTE SURBAISSÉE ET PNEUS LARGES TAILLE BASSE, VOTRE 505 GTI S'ACCROCHE À LA ROUTE. SPOILER AVANT, BECQUET ARRIERE, ELLE SE PROFITE DANS L'AIR. ET POUR VOTRE CONFORT, ELLE SAIT SE FAIRE ACCUEILLANTE ET FEUTRÉE, AVEC SIÈGES AVANT ENVELOPPANTS, HABILLAGE VELOURS ET APPUIS-TÊTE AVANT ET ARRIERE.

IL EXISTE 9 VERSIONS DE LA NOUVELLE 505, DEPUIS LA GL DE 100 CH DIN (72,5 KW ISO) JUSQU'À LA PUISSANTE TURBO INJECTION DE 150 CH DIN (108,5 KW ISO).

MODÈLE PRÉSENTÉ : 505 GTI 130 CH, 0 à 100 KM/H EN 10", 185 KM/H SUR CIRCUIT, 4 JANTES ALLIAGE EN OPTION. CONSOMMATIONS CONVENTIONNELLES AUX 100 KM : 6,6 l à 90 KM/H, 8,4 l à 120 KM/H, 11 l EN VILLE. ANNÉE MODÈLE 1984. GARANTIE ANTICORROSION 6 ANS.

PEUGEOT 505

Un constructeur sort ses griffes

**JOURS
DE
FRANCE**



AU CAFÉ DU COMMERCE LA CONFIANCE

On retrouve nos deux élèves de Sciences Po, François et Marie,
qui dialoguaient dans « Le rêve d'une nuit d'été »

François

Pour diminuer le chômage et faciliter la reprise, il faut la confiance.

Marie

Comment peut-on obtenir la confiance?

François

En faisant l'Union Nationale.

En effet, actuellement la Gauche est inquiète pour les salaires qui autrefois progressaient chaque année, non seulement du montant de la hausse des prix, mais également d'un pourcentage plus ou moins important.

Elle est inquiète pour les emplois, car si la crise a commencé par faire disparaître les petits commerçants et artisans, elle atteint maintenant les grandes entreprises et quelquefois les plus importantes, ce qui risque d'augmenter encore le chômage, d'où des grèves, mais pas tout le temps.

Le Centre est inquiet également parce qu'il craint de nouveaux impôts trop lourds et de nouvelles restrictions de son autorité dans l'entreprise. Il ne sait que faire et beaucoup de centristes se mettent en hibernation, pas tous évidemment mais beaucoup.

Si on constituait un gouvernement d'Union Nationale dans lequel il y aurait des ministres de Gauche et du Centre, chacun ferait des concessions et obtiendrait des avantages.

En face d'un programme solide, tout le monde reprendrait confiance et travaillerait à chasser la crise hors de France.

Marie

C'est très bien, mais qu'est-ce que tu appelles le Centre?

François

Le Centre, ce sont tous les Français qui ne sont ni socialistes, ni communistes et qui n'appartiennent pas davantage à ce qu'on appelle la Droite.

Marie

Qu'est-ce que la Droite?

François

Ce sont certains Français qui, par tradition, restent fidèles au souvenir des quarante rois qui ont fait la France. Ils représentent 2 à 3 % de la totalité des électeurs. Ils sont groupés en différentes formations, telle que celle de M. Le Pen qui est la plus active.

Marie

Et le Centre?

François

C'est évidemment l'U.D.F. qui est présidée par M. Lecanuet, un ancien M.R.P. Il y a d'ailleurs beaucoup d'anciens M.R.P. dans l'U.D.F., notamment au C.D.S. et aussi, comme au C.N.I., des admirateurs passés et toujours présents du Président Pinay et on ne fera croire à personne que les adeptes de « l'homme au chapeau rond » sont à Droite.

De même le R.P.R. est présidé par M. Chirac, un ancien radical-socialiste comme beaucoup d'autres radicaux-socialistes qui ont répondu à l'appel du Général de Gaulle quand il a formé le R.P.F., M. Chaban-Delmas, notamment. Ceux-là non plus ne représentent pas la Droite.

Quant aux radicaux-socialistes de la Gauche et du Centre, ils devraient bien se mettre d'accord pour former un seul groupe, autrement on risque de voir disparaître le radical-socialisme, un parti qui a donné tant d'hommes illustres à la France.

Marie

Tu as tout à fait raison. Allons expliquer cela aux copains de Sciences Po que je vois au café d'en face.

En arrivant au café d'en face.

François

Bonjour les copains, bonjour mesdemoiselles.

1^{er} copain

Qu'est-ce qui vous amène?

François

Nous voulions vous parler de l'Union Nationale qui est la seule façon de rétablir la confiance. Mais puisque vous êtes en bonne compagnie, je vous propose de nous rencontrer demain à 17 heures.

1^{er} copain

L'Union Nationale nous intéresse beaucoup. D'accord pour le rendez-vous de demain.

François

Après le dîner, emmenez donc ces demoiselles au cinéma, il y a de très bons films en ce moment.

Un jeune copain à un 3^e copain, en souriant

Au cinéma ou ailleurs!

Marcel Dassault
député de l'Oise

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



SHRM
Holding de Sociétés
de Restauration, de
collectivités, d'ingénierie
Hôtelière, de Commerce
Alimentaire et de Services

recherche pour sa filiale située au GABON

UN CHEF COMPTABLE

Niveau DECS, expérience de 3 ans minimum à poste équivalent.

Esprit pionnier, autorité et sens de l'organisation seront particulièrement appréciés.

Le candidat retenu prendra en charge l'ensemble des fonctions comptables et administratives de la filiale.

La connaissance de l'anglais sera un atout.

Résidence : PORT GENTIL.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature s/réf. C 98 à
S.H.R.M. - Direction du Personnel
113, rue de l'Evêché 13002 MARSEILLE.



Ingénieur sauvegarde vol pour la fusée Ariane.

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche pour son centre de Kourou (Guyane Française) un ingénieur sauvegarde vol issu d'une grande école ou de formation universitaire et spécialisé dans le domaine de la mécanique du vol.

Au sein du département sauvegarde vol, vous serez chargé de l'étude des trajectoires lors des lancements de fusées et de l'étude des risques associés. Vous participerez à la préparation des moyens de contrôle pour le suivi des trajectoires en temps réel, et des moyens d'intervention.

Les qualités indispensables : une parfaite maîtrise de soi et un sens inné de la prise de décisions. Votre expérience antérieure dans un domaine similaire vous a d'ailleurs permis d'affirmer ces qualités impératives pour répondre aux exigences du poste. Anglais nécessaire. A l'issue de ce détachement, vous serez réintégré dans un de nos centres métropolitains.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 83/M/04 au C.N.E.S.
Service du Personnel - 129, rue de l'Université - 75007 PARIS

centre national d'études spatiales



DIRECTIONS Nationales et Internationales

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIODIFFUSION



Société financière détenant d'importantes participations dans les stations radiophoniques périphériques (EUROPE 1, RMC, SUP RADIO), et à l'étranger (USA, MAROC, LIBAN, BRÉSIL, CARAIBES...), recherche pour une de ses filiales

UN DIRECTEUR FINANCIER

Le candidat retenu sera de formation supérieure (HEC, Sup de Co). Rattaché au Directeur Général, il organise et contrôle le fonctionnement comptable et financier de la Société.

Il assure les relations financières avec la maison mère, ainsi qu'avec les banques.

Il supervise, par ailleurs, la gestion du service facturation et comptabilité clients.

Il élabore les budgets et exploite les résultats dans un esprit de contrôle de gestion.

Il participe personnellement à l'implantation d'un nouveau système informatique.

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions à :
Antoine KUIPERS - SOFIRAD
78, Avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS

UN POSTE DE DIRECTION AUTONOME AU SEIN D'UN GROUPE MULTINATIONAL

Un groupe spécialisé dans la fabrication d'emballages nous charge de rechercher pour sa filiale située en Haute-Savoie (200 personnes) son nouveau

Directeur général

Disposant d'une large autonomie, sa mission sera d'assurer immédiatement la gestion, et de donner progressivement l'impulsion nécessaire en vue de garantir le développement optimal de la société dans le domaine de l'emballage aluminium et plastique.

Les candidats seront de préférence ingénieurs Arts et Métiers ou diplômés HEC (ou similaire), et ils devront avoir une bonne connaissance de l'allemand. Une expérience de plusieurs années dans une fonction dirigeante, si possible dans une PME, est indispensable. La nationalité française est demandée et l'âge idéal se situe entre 35 et 45 ans.

Une discrétion absolue est garantie par notre Cabinet Conseil. Vous voudrez bien envoyer votre dossier de candidature complet avec photo à M.J. Nicot, CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris, sous référence 500 M 171.



MEMBRE DU SYSTEC

DIRECTEUR DES VENTES 180.000 F+

Un groupement de sociétés à vocation agro-alimentaire en position de numéro 2 sur son marché, développe sa structure commerciale en raison de sa forte progression.

La mission de ce nouveau collaborateur consiste à :

- assurer les négociations avec les centrales d'achat ;
- coordonner les actions commerciales des unités implantées sur l'ensemble du territoire.

Pour réussir, le candidat doit joindre à une formation de type Ecole de Commerce, une pratique de la vente d'environ 5 ans dans le domaine des produits alimentaires et une bonne maîtrise des relations auprès de la grande distribution.

Merci d'envoyer votre dossier pour une première rencontre, sous réf. 473 à CURRICULUM, 36, rue du 4 Septembre 75002 Paris

AFRIQUE FRANCOPHONE

Important
Organisme Français
recherche un

INGENIEUR

ayant une expérience de Chef de Mission d'Etudes Géotechniques des tracés (routes, chemins de fer).

- Gestion des missions de terrain
- Synthèse des résultats
- A.P.D.
- A.P.S.

Avantages habituels du contrat d'expatrié.

Merci de nous adresser votre candidature au C.E.B.T.P.
12 rue Brançon 75737 PARIS Cedex 15

Instructeur en télécommunications Algérie

Northern Telecom est un chef de file des industries des télécommunications et de l'informatique. Nous recherchons un ingénieur responsable de nos systèmes numériques en Algérie.

- Le candidat recherché :
- aura un minimum de 5 années d'expérience sur les systèmes numériques
- sera âgé au moins de 25 ans
- aura l'équivalent d'un diplôme supérieur (licence)
- aura une connaissance approfondie du Français et un niveau raisonnable en Anglais
- serait prêt à résider en Algérie

Le candidat retenu sera responsable pour la formation technique du personnel de nos clients, et bénéficiera d'un contrat global de plusieurs avantages, telle que l'indemnisation pour la résidence en Algérie, les frais de déplacement, etc.

Les perspectives de carrière sont excellentes.

Pour un formulaire d'emploi, veuillez écrire à :

G. Hicks, Director of Personnel,
Northern Telecom (Middle East) Ltd.,
Kidwells Park House,
Kidwells Park Drive,
Maidenhead,
Berkshire SL6 8BB,
Angleterre.



MOYEN ORIENT

Important
Organisme Français
recherche un

INGENIEUR

ayant une grande expérience des Détons, pour assurer la responsabilité du laboratoire de contrôle d'un grand chantier.

Anglais indispensable.

Prise de fonction immédiate

Avantages habituels du contrat d'expatrié.

Merci de nous adresser votre candidature au C.E.B.T.P.
12 rue Brançon 75737 PARIS Cedex 15

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emploi régionaux

IMPORTANT GROUPE D'ORGANISMES DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE

Recherche

SON RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

- Formation Supérieure
- 35 ans environ
- Compétences techniques
- Capable d'encadrer une équipe de 50 personnes

CARACTERISTIQUES DU MATERIEL :
- 2 unités centrales 3031-3033 S
- 10 Millions de capacités disques
- 160 terminaux
sous MVS - CICS - DLI - TSO

Lieu de travail : Région Orléanaise

Adresser lettre manuscrite, C.V.,
prétentions et photo à :

CAMPBELL N° 710 - B.P. 57
75824 PARIS CEDEX 17.



Le centre technique des industries mécaniques

chargé de promouvoir le progrès des techniques dans ces industries recrute :

pour le NORD PAS-DE-CALAIS

DELEGUE REGIONAL INGENIEUR MECANICIEN DIPLOME

Basé à DOUAL, vous développerez dans cette région :

- des relations d'aide technique avec les entreprises de la mécanique
- des contacts de collaboration avec les instances régionales et centres locaux de recherche et d'enseignement.

Ce poste exige une solide expérience de plusieurs années en bureau d'études et/ou fabrication dans des entreprises de construction mécanique à des postes de responsabilité.

Il requiert par ailleurs des qualités de contact humain et une grande facilité d'adaptation à des problèmes techniques très variés et très évolutifs.

Merci d'adresser votre candidature, CV détaillé, photo et prétentions au CETIM
au Service du Personnel - BP 67
60804 GENLIS CEDEX.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Société de conception et de réalisation de systèmes temps réel de grande performance. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons des

Jeunes Ingénieurs diplômés

débutants ou confirmés en informatique de gestion.

Dans une petite équipe disposant de matériel HP 3000 et IBM 38, vous développerez des systèmes de haute technologie, mettant en oeuvre vos compétences techniques.

Nous vous offrons une évolution de carrière à la hauteur de vos capacités et de vos performances.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à S. Charbit C2S, 12 rue de Corbuser Sille 254 94568 RUNGIS Cedex.

Nous sommes constructeur en informatique et nous avons un produit en plein développement.

«LES GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES»

Nous proposons à des ingénieurs de venir rejoindre nos équipes de 3 à 5 personnes, chargées de l'étude et du développement de ces matériels pour les deux missions suivantes:

REALISATION DE PRODUITS LOGICIELS EN LANGAGE EVOLUE

sur des machines à micro processeurs. Débutant accepté pour ce poste et formation assurée au sein de la compagnie. (Réf. 4533 1)

DEFINITION ET REALISATION DE PROTOCOLES DE TELECOMMUNICATIONS

Pour ce poste nous recherchons un ingénieur confirmé. La connaissance d'un langage évolué et de l'assembleur 8085/8086 sera un atout. (Réf. 4533 2)

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions en indiquant la référence choisie à DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

GRANDE BANQUE PARISIENNE

recherche pour son département AFFAIRES JURIDIQUES

UN RÉDACTEUR

pour prise en charge des dossiers de recouvrement et de procédures diverses.

Exigences:

- Formation: maîtrise (ou licence ancien régime) de Droit privé
- Connaissance du Droit Bancaire et du Droit des Affaires appréciée.
- Expérience de quelques années dans un poste similaire.

Envoyer CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS - sous référence 33478

Industries et Techniques LE MAGAZINE DE LA TECHNOLOGIE

recherche

UN CHEF DE PUBLICITÉ RÉGION PARISIENNE

Ayant une expérience du marché industriel.

Adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à

J.-P. PARISY C.F.I.E., 40, rue du Colisée, 75381 Paris Cedex 08

Une société du Groupe **CEP**

Une importante Société du secteur Agro-Alimentaire recherche

SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

- Le titulaire du poste sera âgé d'environ 30 ans.
- Niveau d'études: D.E.C.S.
- Une première expérience lui aura permis de maîtriser tous les problèmes comptables et fiscaux.

Des missions d'audit seront à effectuer dans des établissements de province. Dynamisme, esprit d'équipe et de synthèse seront des qualités indispensables.

Adresser courrier manuscrit avec C.V. + photo et prétentions à l'attention de M. J.-L. HEID, 15, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS.

COMPÉTENT(E) ET MILITANT(E)...

Une fédération de tourisme social Associatif vous propose d'animer et coordonner sa politique de

PROMOTION ET DE VENTE

POSTE BASÉ À PARIS 120.000 F par an.

Envoyer C.V. et photo à RÉGIE-PRESSE n° 1 41.951 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



emploi régionaux

emploi régionaux

emploi régionaux



recherche

UN INGENIEUR AUTOMATISME

pour son CENTRE de RECHERCHES situé près du HAVRE

Responsable de la section ANALYSEURS, le titulaire du poste: - fournit une assistance technique aux établissements du groupe, - procède à des évaluations et participe à des groupes de travail, - conçoit et réalise des analyseurs nouveaux dont il assure la mise en service.

Issu d'une GRANDE ECOLE d'INGENIEURS, il pourra être débiteur ou déjà expérimenté dans le domaine des analyseurs automatiques. Mais il devra, en tout état de cause, avoir:

- de l'intérêt pour l'électronique et l'instrumentation,
- des notions de procédés de raffinage,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez une lettre manuscrite avec CV, photo (ret), et prétentions sous référence 83/815/M au Département Recrutements 22, rue Boileau - 75781 PARIS Cedex 16

TOTAL

COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE

MSL international

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS - Tél. (1) 878.32.02. 206, rue Vendôme 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Chef des ventes

Vallée du Rhône

Une P.M.I. performante dans le domaine des produits de conditionnement alimentaire poursuit son expansion dans le domaine des feuilles et plaques semi-rigides thermoforables. Elle recherche le responsable commercial de la Société qu'elle crée à cet effet, qui devra construire une solide position commerciale en France, puis à l'exportation. Il aura la responsabilité de la prospection et de la négociation de marchés avec les industries utilisant le thermoformage à des fins de conditionnement ou de présentation (transformation des matières plastiques, toutes industries dont agro-alimentaires, pharmaceutiques, etc.). Agé d'environ 30 ans, de bonne formation et expérience commerciales, il aura d'indéniables qualités de vendeur: dur au travail, accrocheur, doté d'esprit d'entreprise et de conquête de marché, il peut accéder à un élargissement de carrière débouchant sur la direction commerciale, puis générale de la nouvelle Société si les résultats obtenus le justifient. Ecrire à Lyon sous référence M/13203.

Discretion totale assurée.

Importante Entreprise de B.T.P. recherche

LE RESPONSABLE DU SECTEUR BATIMENT DE SA DIRECTION REGIONALE DE TOURS

Rattaché au Directeur Régional, il devra prospecter et développer l'activité «bâtiment» de la région «Pays de Loire/ Centre/Poitou Charente». Ingénieur confirmé ayant au moins 5 ans d'expérience dans un poste similaire, il possède en plus des qualités commerciales inhérentes à ce type de fonction (contacts avec les architectes, promoteurs, maîtres d'ouvrages publics et privés) de très bonnes connaissances: - Techniques (G.O. et C.E.S.), - en études de prix (montage des propositions), - juridiques et administratives (documents contractuels, limites de tâches liées au règlement de l'ingénierie), - en gestion (rentabilisation des affaires générales). Cette entreprise et le groupe dont elle fait partie offrent de réelles possibilités de carrière à un candidat de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10899 A à Daniel Lengelle à:

EGOR S.A. 8 rue de Béri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

POUR UN INGENIEUR PLEIN D'IDEES, UNE OCCASION DE LES REALISER

Participer au développement d'une entreprise en proposant des idées d'amélioration d'installations ou de création d'équipements nouveaux ou même de produits originaux, étudier les investissements retenus sous l'angle technique et financier puis les réaliser: telle est la raison d'être du poste offert par une P.M.E. dynamique spécialisée dans l'extraction de matériaux et installée près de Boulogne-sur-Mer. Dépendant du responsable Entretien-Travaux Neufs, travaillant avec une petite équipe de dessinateurs, il aura des contacts fréquents avec les gens de production, le service commercial ainsi que les fournisseurs externes. L'ingénieur généraliste recherché devra posséder une expérience d'au moins 4 ans dans une fonction similaire. La taille de la société (environ 350 pers.), sa très bonne notoriété, le climat de travail ouvert et coopératif, représentent une structure d'accueil très attractive.

Merci d'écrire sous la référence 2128 M à: **David Landeau**

HAY Moulins 50 bd de Paris 59100 ROUBAIX

Le Responsable du Département Ingénierie et Réalisations d'un groupe PAPETER INTERNATIONAL en pleine expansion recherche pour l'assister un

Ingénieur ECP, AM, ICAM, ECAM...

30 ans minimum, en vue de l'intégrer dans son service Ingénierie et Réalisations. Il participera à différents projets d'implantation d'usines à l'étranger demandant un important travail de conception, études, réalisations et mises en route sur les sites.

Lieu de résidence: Ouest de la France. Déplacements à prévoir à l'étranger, de courte ou plus longue durée, suivant la nature et l'importance des contrats. Expérience chantiers ou ingénierie indispensable. Evolution certaine au sein du groupe.

Etant donné le contexte très international du groupe, une parfaite connaissance de l'anglais est nécessaire (+ autre langue appréciée). Veuillez écrire, sous réf. 6061, à

INTERCARRIÈRES 5 rue du Helder 75009 Paris

CAPEV

Le Comité d'Aménagement des VOSGES

ÉPINAL

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

140.000/200.000 selon expérience.

Formation supérieure indispensable de type ESC, Sciences Po, Sciences ECO ou équivalent.

Poste à forte autonomie. Réelles capacités de négociateur.

Téléph. au (8) 335-43-63 ou adresser C.V. détaillé, Cabinet

CLAUDE BLIQUE

B.P. 3097 54013 NANCY CEDEX qui transmettra confidentiellement les dossiers.

afnor

association française de normalisation

recherche

analyste-programmeur confirmé

Formation DUT ou équivalent. Expérience 3 à 4 ans dans la fonction. Connaissances: COBOL - TDS - FORMS. Environnement: travail au sein d'une petite équipe DPS 7/65 (30 terminaux) sous GCOS 64.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle sous référence 3031 à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

(SUP. CO. - HEC - ESSEC - DAUPHINE)

REVISEURS ou AUDITEURS CONFIRMES

Titulaires DEC - DECS - BTS et plusieurs années d'expérience en Cabinet. Allemand/Anglais/Italien appréciés. Déplacements en province à envisager.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 850 à

C E R C

BP 361 - 08 - 75365 PARIS Cedex 08

CABINET CONSEIL DE PREMIER PLAN leader dans la profession, offre un poste évolutif à un

PSYCHOLOGUE HF

Il aura une première expérience professionnelle (en clinique ou dans l'industrie), de solides connaissances dans les techniques projectives, de bonnes capacités de synthèse et de rédaction, des aptitudes relationnelles marquées. Il collaborera à la passation d'exams psychologiques approfondis, à leur analyse et à l'élaboration des conclusions.

Il sera progressivement formé et pourra étendre ses responsabilités aux autres activités du Cabinet: recrutement, conseil, formation... Poste à Paris.

Écrire sous référence 3.686 à PUBLIPANEL 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

سكزات الاول

	La ligne	La ligne 7.L.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,00	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne 7.L.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,55
AUTOMOBILES	33,60	39,55
AGENDA	33,60	39,55

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Groupe industriel d'implantation mondiale recherche pour

le service consolidation de sa direction financière

un jeune Cadre expérimenté

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles Commerciales, Universités...), les candidats auront acquis, au cours d'une première expérience, de préférence dans un Cabinet International, la connaissance des règles de consolidation des groupes internationaux. De larges perspectives d'évolution seront offertes dans les différentes

branches du Groupe, en France et à l'étranger. Le poste sera basé en région parisienne.

Adresser CV, photo et prétentions en mentionnant sur l'enveloppe la référence 9801 à Média System, Emplois et Carrières, 104, rue Réaumur 75002 Paris.

OFMI GARAMONT

Société leader en France pour la vente de matériels pour les industries graphiques recherche pour son Service du Personnel

ASSISTANT (e)

Chargé (e) de :

- le paie et les déclarations.
 - le gestion administrative du Personnel.
 - la tenue des registres légaux.
- Des connaissances de base en droit du travail sont indispensables. Une première expérience sera exigée. Salaire selon compétence.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à :

OFMI GARAMONT

Monsieur le Chef du Personnel
36, Av. P.-V. Couturier, 93123 La Courneuve

VOUS ETES ATTIRE

PAR L'INFORMATIQUE

FAITES UNE CARRIERE

D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société Parisienne de Conseils en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, dégageant des obligations militaires et libres rapidement. Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf. 76806/5 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

SOCIETE INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE

Filiée d'un grand groupe industriel recherche

INGENIEURS

30 ans minimum

Pour prendre en charge la développement D'APPAREILS D'ANALYSE.

Expérience de quelques années souhaitable. Bonne formation physique - métallurgie - Connaissance de l'anglais appréciée.

Si possible notions d'électronique et d'informatique.

Lieu de travail : proche banlieue SUD.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 77700 à Contesse Publicité 20, av. Opéra - 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

EGS

Société de Services et de Conseil en Informatique (recrutement de cadres informatiques, assistance technique en gestion et en informatique industrielle).

VOUS PRIE DE NOTER SA NOUVELLE ADRESSE
PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT
88, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS - Tél. 757.02.50

Charbonniers

SURVEILLANTS

D'INTERNET

COLLEGE LIBRE DE JULY,
77230 DAMMARTIN-EN-BOIS.

Tél. : 436-23-85.

SOCIETE D'EXPERTISE

COMPTABLE, PARIS

recherche

ASSISTANT (E)

Minimum 2 ans de pratique

Cabinet. Libre rapidement. Pour

gestion comptable. Pour

Adresser C.V. détaillé, photo et

prétentions à :

SETCO, 12/16, rue du Colosse,

Notre-Dame, 75004 PARIS.

STE D'ASSURANCES offre

un poste de

COMPTABLE

Pour serv. comptabilité générale,

une formation supérieure en

comptab. (D.E.C.B. et I.U.T.)

et une première expérience

sont nécessaires, pour

répondre à l'évolution ultérieure

des fonctions.

Env. à l'ESPAGNE DE FRANCE

38 rue S.G.G. 09 : 05, rue Joffroy,

75047 PARIS Cedex 17.

Important organisme Paris-Bruxelles

recherche pour expertise de prix

de revient de biens d'équipement.

DIPLOME

D'ETUDES

SUPÉRIEURES

+ niveau D.E.C.S.

Expérience professionnelle

d'1 à 2 ans en comptabilité

analytique ou contrôle

budgetaire.

Lieu de travail : Paris-Bruxelles.

Possibilité acquiescence

expériences dans techniques

comptables.

Salaire pour 38 h 20 hebdo +

primes diverses.

Env. C.V. manuscrit détaillé et

photo s/réf. 5.044 à AXIAL

Publicité, 27, rue Talbot,

PARIS-Bruxelles qui transmettra.

FILIALE

IMPORTANT

EDITEUR

LE RESPONSABLE

DE SON SERVICE

CREDIT

Le candidat retenu sera

plus particulièrement

chargé de :

- l'analyse informati-

que des com-

- Du suivi des comptes

clients ;

- Du traitement des in-

dications de paiement ;

- Des mises au cour-

teux.

Le poste conviendrait à

un(e) jeune candidat(e)

de formation juridique

ayant plusieurs années

d'expérience dans des

services similaires.

La rémunération propo-

sée est attractive.

Le poste est à pourvoir

immédiatement.

Env. avec C.V., photo et

préférences, sous réf. 77.825 à

CONTESSÉ Publicité,

20, avenue de Opéra,

75040 Paris Cedex 01

qui transmettra.

SOCIETE MUTUALISTE

centre de vacances

situé à

VILLENEUVE-LOUBET (08)

UN DIRECTEUR

PERMANENT

Env. avec C.V. à M.N.D.G.I.

3, pl. de Victoria, 75042

PARIS Cedex 01.

S2M

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE MAGNÉTIQUE
exploitant la technologie nouvelle
des papiers magnétiques
recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

Âgé de 30 ans minimum, il est diplômé d'une Grande École d'électronique ou d'électromécanique.

Il parle l'anglais courant et l'écrit, ses connaissances en Allemand sont appréciées.

Il a plusieurs années d'expérience en ingénierie de machines industrielles électromécaniques en tant que Chef de Projet et d'expérience commerciale en biens d'équipement industriel.

Il est responsable de la prospection commerciale, de l'établissement des offres, de la négociation des commandes, du suivi commercial et des relations avec les clients pendant l'exécution des commandes. Homme de dialogue, sachant conseiller, il est également persuasif, tenace et constant dans l'effort.

Le lieu de travail est situé à VERNON (Eure) avec 50 % de temps en déplacements en Europe.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions - Réf. M-SEP, Service du Personnel, 3, avenue du Général-de-Gaulle 92800 PUTEAUX.

SEP

Cadre financier

Leader sur le marché de la Communication, le groupe HACHETTE réalise un CA de 9 milliards de francs à travers plus d'une centaine de filiales. La Trésorerie Centrale qui exploite un système d'analyse de flux très avancé, recherche à la suite d'une mutation - un cadre ayant en charge l'étude des besoins en trésorerie des sociétés du groupe et la mise en place des moyens de financement correspondants.

Il participera à l'établissement des plans de trésorerie en veillant à l'équilibre de la structure financière des sociétés, analysera régulièrement les flux de trésorerie, constituera les dossiers de demande de crédit et réalisera des études financières.

Vous avez une formation supérieure en gestion, et vous apportez une expérience de 3 ans minimum d'analyse de flux ou d'analyse financière, acquise de préférence dans les services spécialisés d'une grande entreprise ou d'une banque.

Lieu de travail : Paris.

M° Plateau de Vanves.



Adresser candidature, sous référence 186, au Service Gestion des Cadres, 19 rue François 1er, 75008 Paris.

Formation à la fonction

Achat approvisionnement

La fonction Achat-Approvisionnement devient prépondérante dans une entreprise industrielle. Nous proposons, à des agents de maîtrise, des techniciens et des cadres (études sup. + 5 ans exp.) de devenir rapidement opérationnels dans ce domaine où les professionnels sont recherchés.

Une formation en 28 semaines, dont 8 semaines en entreprise, débutera le 17 octobre 1983.

Date limite des dépôts de candidature : 23 septembre 1983.

Extrait du programme : marketing achat, droit des affaires, commerce international, informatique appliquée aux approvisionnements, négociation et relations interpersonnelles...

Pour plus de renseignements téléphonez au 505.14.10 p. 4423 ou écrivez à

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
Département Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre-de-Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16

Vous avez 2 ans d'expérience dans un cabinet d'Audit.

Vous êtes de formation H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO, SC.PO. Vous pratiquez deux langues étrangères dont l'anglais obligatoirement.

Vous souhaitez trouver un nouveau champ d'action qui vous permette de construire une carrière dans une entreprise française internationale.

L'OREAL

vous propose dans un premier temps de vous associer à sa jeune équipe d'auditeurs internes basée à Paris.

Vous intervenez alors sur les 5 continents dans tous les domaines de l'entreprise : marketing, commerce, industrie, finances. La connaissance des réalités économiques et humaines des affaires permettra votre évolution professionnelle prévue dans un deuxième temps vers les secteurs d'activités les mieux adaptés à vos capacités.

Si vous souhaitez connaître davantage L'OREAL et l'audit opérationnel tel que nous le pratiquons, vous pouvez écrire à : L'OREAL, Direction des Ressources Humaines, réf. 837, 41 rue Martre, 92117 Clichy Cedex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

On ne peut pas



De quel se mordent les doigts.
Et comme on ne peut pas se faire couper
les bras pour éviter de se mordre les doigts...

On écrit aux gens de QTEV - On va les voir - On parle -
On échange des informations et des idées

Parfois Plus souvent qu'on ne le croit. On rentre dans le Groupe

Par la porte, la même pour tous, mais grande. Ouverte sur les possibilités de Formation, d'Intégration, de Promotion et de Rémunération les plus performantes - et de loin - du marché.

Vite

Avant l'usure
des démarches inutilement pointilleuses
sédicement castratrices, ou savamment inhibitrices

Ecrire Bancé Pub 15, rue Léon 75014 Paris (par avion ou par courrier prioritaire s'envelopper réf. 089630)

QTEV un visa pour l'Avenir.

SATELCOM

international

Filiée d'un grand constructeur français, recherche pour son département COMMUTATION TELEPHONIQUE PRIVEE

un ingénieur commercial

chargé de l'animation du RESEAU COMMERCIAL (revendeurs, installateurs).

un ingénieur commercial

chargé des négociations avec la CLIENTELE PRIVEE. De bonnes connaissances en COMMUTATION TELEPHONIQUE PRIVEE seront appréciées.

Les candidatures (C.V., photo et prétentions) doivent être adressées sous réf. RO83 à SATELCOM INTERNATIONAL - 69-71, rue du Chevaleret 75013 PARIS

OFFRES D'EMPLOI	Le m/col	Le m/col T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/col	Le m/col T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Banque de Crédit à long et moyen terme, quartier Champs-Élysées (50 personnes actuellement) connaissant un développement rapide - rattachée à un groupe important - recherche 2 nouveaux collaborateurs

Un cadre commercial

Formation école supérieure de commerce niveau minimum classe V

Au sein d'une petite équipe de cadres, il sera chargé de la recherche de clientèle (commerçants ou petites PME), essentiellement par l'intermédiaire de prescripteurs divers, de l'étude de dossiers de demandes de crédit, et leur présentation aux comités d'engagement de la banque.

Ce poste conviendrait à un cadre ayant d'excellentes qualités commerciales, âgé de 28 ans minimum.

Expérience très souhaitée dans banque ou établissement de crédit à moyen ou long terme.

Plus particulièrement chargé, sous la responsabilité d'un fondé de pouvoirs, de l'étude des dossiers de crédit (commerçants et petites PME).

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une bonne formation générale et une expérience bancaire similaire de quelques années.

Evolution du poste possible vers activités commerciales plus étendues.

Veillez écrire en précisant références et poste choisi à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR SYSTEME de la Maintenance à l'Audit

Notre division Audit Informatique de l'Inspection Générale propose à un Ingénieur Système confirmé d'évoluer vers de nouvelles responsabilités d'

AUDITEUR EN INFORMATIQUE

Au sein d'une équipe dynamique, vous serez chargé de participer activement à des missions auprès des Centres Informatique du Groupe, visant à évaluer la sécurité, la fiabilité et l'efficacité des systèmes mis en place.

Vous possédez une formation supérieure et une expérience de 5 années au minimum.

Ce poste basé à Paris nécessite des déplacements de moyenne durée en Province (1/3 de temps).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo) à Henry YVAN, Directeur des Relations Humaines, C.N.C.M. 80, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

MEUNIER PROMOTION GROUPE B.N.P.

recherche

Pour son département bureaux

CHEF DE PROGRAMMES

Expérience souhaitée :

- Etablissement bilans financiers ;
- Etudes de terrains ;
- Suivi des opérations immobilières.

Bon contact commercial.

Il assurera la coordination d'un certain nombre de projets de construction d'immeubles de bureaux ou d'activités.

DISPONIBLE RAPIDEMENT.

Ecrire : MEUNIER PROMOTION, Secrétariat Général, 10, place de la Madeleine, 75008 PARIS.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous, avec ou sans diplôme.

Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 181 S.P. 40208 PARIS).

Les emplois offerts à l'étranger sont nombreux et variés.

Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.1 B.P. 20 109 PARIS).

capitaux propositions commerciales

Organisation de vente cherche SOCIÉTÉ DE DIFFUSION

OU PRIVÉ

pour vente articles boutique dans magasin spécial, et sur.

Sommes prêts à diffuser articles de fabrication française en Suisse. Offres avec r/r.

DATA PRESS LTD CH-2027 Fribourg-Neuchâtel.

formation professionnelle

INSTITUT NATIONAL d'INFORMATIQUE de GESTION

Organise formation de haut niveau pour diplômés de l'enseignement supérieur (bac + 4) et cadres expérimentés de

CONCEPTEURS DE SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION

Stage d'un an à temps plein (octobre à juillet).

DERN. SÉLECT. : 14 SEPT. 1983

INIG - 37, quai de Grenelle, 75015 PARIS.

Téléphone : 578-61-52.

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE

cherche poste à responsabilité.

- J.H. 27 ans.
- Expérience professionnelle.
- Maîtrise des lettres.
- Licence en droit.
- Diplôme en anglais et en histoire.
- Références.
- Dactylographie.

Etudier toutes propositions.

Ecrire s/n° 1.906 Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Pour cause lancement économique, responsable exportation transfert du matériel sur chantier étranger. 35 ans, marié, 4 années expérience en Afrique, recherche emploi chez industriel ou T.P. responsable services, transport/export/import - Paris région parisienne. Ecr. s/n° 6527 Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

E.S.E.C. 30 ans CONTROLEUR DE GESTION Temps partiel 752-74-58. H. 38 ans spécialiste diplômé 8 ans exp. communication audio visuelle (carte-photo-vidéo) et graphique (maquette) cherche région par-poste dans journaux - moniteur - enseignant - 419-37-18 - 546-17-31. J.P. subson, traduct. dipl. trilingue, anglais, fr., esp., espéranto, secrétaire, enseignant et LIBRAIRIE ch. place. Tél. M. KUSTER 273-36-47.

ADJOINT A.O.G. ou P.D.G. H. 40 ans, époux, 15 ans formation supérieure complète (Droit, Sc. Pol.). Une expérience de directeur P.M.E. de services, + 50 pers. (transport, + 150 pers. industriel). Une connaissance pluridisciplinaire, gestion des affaires commerciales, direction de sociétés. Excellent négociateur, esprit de synthèse, créatif et organisateur. Anglais + Espagnol. Connaiss. allemand + italien. Recherche : poste adjoint à D.G. ou P.D.G. Direction P.M.E. ou filiale. Ecr. s/n° 6528 Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 28 ans, licence philo, maîtrise lettres Sorbonne, exp. 3 a. enseignement à l'étranger. Bonnes connaissances de l'allemand, anglais et polonais. Cherche emploi de le journaliste à défaut enseignement sur Paris. Tél. 340-83-78.

Dactylographe IBM, rapports thématiques courants, etc. Exactitude qualité. Tél. 387-10-73.

Homme, 35 ans, excellente présentation, Français, origine africaine. Diplôme : ingénieur. Licence en droit, commissaire aux comptes, expert comptable, mémoriste. Niveau : DUT informatique, anglais courant, 12 années d'exp. (cabinet, Société ch. poste AUDIT ou DIRECTEUR FINANCIER France ou étranger. Ecrire sous le n° T 041.837 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur commercial J. P. 40 ans, dynamique anglais courant sans des responsabilités, habitude négociations haut niveau en informatique, connaissances des marchés IBM DEC gds constructeurs audiovisuels très propres. Ecrire sous le n° T 041.844 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COUPLE DYNAMIQUE, 32 ANS, expérimenté prenant année sabbatique cherche mission originale et savante. Dispose camion 12 tonnes 4x4. Ecrire sous le n° T 041.850 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 31 ans, maîtrise sociologie sup., ch. emploi études format. personnel. 782-86-93.

travail à domicile

JE DACTYLOGRAPHIE vos manusc. sur IBM 587-37-64. J.F. Maîtrise esp., ital. traduct. et frappe tous textes. T. 700-86-70 ou 274-77-24.

INFORMATIQUE

la passion et la raison

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Mais cette passion survient-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?

Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses. Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?

L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ?

Une étude réalisée par Régie-Presse Le Monde, apporte sans doute un éclairage nouveau sur l'informatique.

Destinée aux Informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les Informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse INFO 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

ONCES CLASSEES - OFFRES D'EMPLOI - ANNON

Le Monde consacre 3 suppléments "Informatique" lors du Sicob :

Mercredi 21 Septembre : La Filière Electronique deux ans après
Vendredi 23 Septembre : Problèmes Horizontaux de l'informatique
Mercredi 28 Septembre : Le phénomène de la micro-informatique.

Pour les réservations d'emplacements tous formats (2 col et +) à la suite du cahier rédactionnel, merci de contacter votre agence de publicité.

regie presse
Le Monde

Service des Annonces classées
DIR. J. DEGAVE
CHEF DE PUB. D. LE DREN
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél. : 233 44 21 et 296 15 01

secrétaires

MOYENNE ENTREPRISE QUARTIER DENFERT-ITALIE

recherche

UNE SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

NIVEAU BAC

5 ans d'expérience auprès d'une direction, Méthode, bonne aptitude à rédiger.

Connaissance du télé. POSTE STABLE

DISPONIBLE DÉCEMBRE

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo (ret.) + prétentions sous n° réf. 1461 à

Centre de Psychologie et d'Efficience 17, rue des sauteurs 75017 Paris

سكنا من الاجل

Le Monde

économie

SOCIAL

LE DIALOGUE ENTRE LE PATRONAT ET LES SYNDICATS

Comment éviter une confrontation stérile ?

M. Yvon Gattaz l'a proclamé haut et fort : le C.N.P.F. entend « poursuivre le dialogue avec les syndicats », et, a-t-il ajouté comme pour en souligner la réalité, « l'un des paradoxes de cette rentrée, c'est que rarement nous avons eu un programme de négociations aussi chargé ». Président de la commission sociale de l'organisation patronale, M. Yvon Gattaz était, semble-t-il, très attaché à ce qu'il qualifie de sa principale priorité sociale : l'emploi. Cette volonté de dialogue soit réaffirmée, tout comme celle déjà avancée aux assises de Vitrolles, d'améliorer la participation des salariés, et notamment des cadres, à la vie de l'entreprise.

Certes, à première vue, le langage plus réaliste de certains syndicats peut favoriser une telle reprise de dialogue. F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. ne sont plus les seules organisations à se faire les chantres de la politique contractualiste. La C.F.D.T. les ayant rejoint sur ce terrain et entendant bien y marquer des points. Mais de la intention patronale - louable - à sa traduction dans les faits il y a plus d'une embûche à surmonter. Car si le C.N.P.F.

souhaite le dialogue c'est pour discuter de ses propres revendications et gagner ainsi peu à peu les salariés, et si possible les syndicats, à la « cause des entreprises ». Or c'est là où le bât blesse.

Un « consensus » ou du moins des convergences peuvent-elles apparaître sur la « cause des entreprises » ? Le pari mérite sans doute d'être tenté mais pas à n'importe quelles conditions. A l'heure où les licenciements se développent, où l'on demande aux salariés d'accepter tacitement une baisse sensible de leur pouvoir d'achat - les entreprises en difficultés financières essayant de faire des économies sur les salaires - mieux vaut agir sur le plan social avec une extrême prudence.

M. Chotard rencontrera un écho favorable chez certains syndicats en dénonçant la « systématisation du tripartisme » avec un interventionnisme croissant de l'Etat sur le « contractuel ». Mais quand le C.N.P.F. réclame une « plus grande flexibilité des conditions d'emploi », il part du raisonnement économiquement juste, mais socia-

ment redoutable, que les lois protectrices conçues en période de plein emploi ne se justifient plus avec la montée du chômage et sont autant de contraintes. Il heurte ainsi de plein fouet les syndicats qui sont invités à consentir, voire à accepter, une révision à la baisse d'un certain nombre d'avantages acquis.

On voit mal aujourd'hui quel syndicat acceptera l'octroi au patronat d'une plus grande facilité pour licencier, une remise en cause des seuls sociaux ou même une révision de l'ordonnance sur les contrats à durée déterminée, déjà critiquée à l'époque par les syndicats. Si l'on accepte la formation en aléance et peut-être le temps partiel - sur lequel les vœux syndicaux commencent à évoluer - les négociations programmées pour les prochains jours ou les prochaines semaines s'annoncent plus que rudes.

La réunion du 9 septembre sur la durée du travail, entre les seuls signataires de l'accord du 17 juillet 1981 - ce qui exclut la C.G.T. et la C.F.P.M.E. - n'est convenue par le C.N.P.F. que comme une réunion bilan alors que les syndicats, et d'abord la C.F.D.T., en escomptent, une relance des discussions dans les branches. Alors qu'on attend toujours - une consultation officielle avec le ministère des affaires sociales devrait avoir lieu vers le 15 septembre - la publication du décret sur l'aménagement du temps de travail, en application d'une partie de l'ordonnance du 16 janvier 1982, M. Chotard dresse un bilan « négatif » d'une réduction de la durée du travail jugée « lourde » en coût et « plus que médiocre » en créations d'emplois. Il est donc très réticent sur une nouvelle avancée dans cette voie, préférant privilégier, par la voie contractuelle, l'extension du recours au temps partiel. Quant à la négociation du 21 octobre sur les assurances-chômage, elle réunit déjà tous les ingrédients d'un affrontement patronal-syndical.

Le dialogue social est-il pour autant condamné à n'être qu'une confrontation stérile entre le patronat et les syndicats ? Pour éviter que le gel social déjà observé dans nombre d'entreprises ne se généralise, il faut inévitablement que, de part et d'autre, on lâche du lest. Les syndicats peuvent difficilement - surtout dans une période où ils sont confrontés à des difficultés -

consentir des sacrifices ou différer la satisfaction de revendications immédiates sans obtenir des contreparties. Pourquoi ne pas imaginer que les organisations de salariés, plus attentives aux contraintes économiques, admettent une évolution de la masse salariale identique à celle des prix et reconnaissent la nécessité d'alléger les charges des entreprises si par ailleurs on écoute leurs propositions économiques, on leur reconnaît des droits dans l'entreprise et si on applique vraiment, pleinement, les lois Auroux.

Malheureusement, même si, à la fin juillet, mille sept cent quatre-vingt-neuf accords (chiffre symbolique) ont été signés dans les entreprises sur l'expression des salariés, le C.N.P.F. n'entend innover en matière sociale qu'à partir de ses formules déjà expérimentées et non des lois Auroux jugées dangereuses. Or l'organisation patronale demande toujours leur abrogation et recommande leur application dans une « interprétation la plus stricte possible », en écartant « tout ce qui tendrait à donner aux lois Auroux un caractère irréversible ». Le patronat a raison de mettre l'accent sur la nécessité de redresser les entreprises, mais il doit comprendre qu'un dialogue social ne peut être construit avec des syndicats à genoux.

MICHEL NOBLECOURT.

Il faut adapter les effectifs au progrès technique, affirme M. Bernard Hanon, président de Renault. Interrogé le 6 septembre sur TF 1, le président-directeur général de la Régie a réaffirmé une plus grande « flexibilité » dans les effectifs : « Il faut que notre palette d'emplois soit riche et que l'on puisse faire des contrats à durée déterminée et des emplois à temps partiel », a-t-il dit, ajoutant qu'il fallait éviter de « maintenir à tout prix les effectifs quand le progrès technique l'impose ».

La C.G.C. a insisté sur « l'urgence du choix industriel » auprès de M. Fabius. - Recus le 6 septembre par le ministre de l'Industrie et de la Recherche, MM. Jean Menut, président de la C.G.C., et Paul Marché, délégué général, ont insisté sur « l'urgence du choix industriel », affirmant que « tout reste à faire ».

M. Krasucki reçu par M. Mitterrand

« IL FAUT AVANCER PLUS VITE VERS PLUS DE JUSTICE SOCIALE », affirme le secrétaire général de la C.G.T.

« Le souci dominant de la C.G.T. est d'avancer plus vite vers plus de justice sociale, pour avoir des moyens d'action plus efficaces sur l'emploi, pour développer l'industrie et pour que les travailleurs y croient », a affirmé M. Henri Krasucki, le 6 septembre, à l'issue d'un entretien d'une heure et quinze minutes avec M. François Mitterrand. Voulant faire part des « préoccupations des travailleurs » et des positions de son organisation (principalement sur l'emploi, le pouvoir d'achat et le développement industriel), le secrétaire général de la C.G.T. s'est félicité de cet échange de vues « sérieux et courtois » avec « un président avec qui il est possible de discuter ».

Pour M. Krasucki, « il faut qu'il se passe quelque chose de significatif dans le sens d'une plus grande justice dans l'effort et la rigueur ». Se présentant comme « un délégué du personnel à l'échelle nationale », le secrétaire général de la C.G.T. a indiqué que les résultats de cette entrevue seront mesurés au vu des décisions du gouvernement, soulignant au passage à propos de la préparation du budget 1984 que « ceux qui ont le plus doivent payer le plus ». Interrogé sur le conflit chez Citroën à Aulnay - bien qu'il n'ait pas examiné avec le chef de l'Etat les « situations ponctuelles locales », M. Krasucki a déclaré : « Manifestement, on cherche à créer une situation de tension artificielle pour pouvoir agiter des conflits ou sont impliqués des travailleurs immigrés et ajouter aux campagnes menées contre eux ». Les travailleurs d'Aulnay ne veulent pas tomber dans ces provocations », a-t-il conclu, en mettant en parallèle l'« esprit de retenue » de la C.G.T. et les « vieilles méthodes hors du droit commun » de la direction de Citroën.

OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS A L'USINE CITROËN D'AULNAY

A l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, paralysée par la grève de l'atelier de ferrage, depuis le 1^{er} septembre, le travail a pu reprendre partiellement le 7 septembre.

Lors d'un comité d'établissement extraordinaire, convoqué dans l'après-midi du 6 septembre, la direction a en effet annoncé trois décisions susceptibles de modifier les conditions d'un conflit jusqu'alors confus (Le Monde du 7 septembre). M. Roussel, directeur de Citroën-Aulnay, a d'abord proposé que soit reprise la production des voitures Visa, assemblées dans l'usine de Rennes et qui, de ce fait, ne passent pas par l'atelier de ferrage d'Aulnay, toujours en grève le 7 septembre. Les chaînes de peinture et de montage seraient donc alimentées par ce seul modèle, alors qu'elles traitaient habituellement des CX et des LNA.

La direction a ensuite annoncé, pour ce 7 septembre, l'« organisation simultanée » d'une réunion avec les représentants des ouvriers de ferrage en grève, « afin d'examiner les questions posées » et d'une autre réunion avec les délégués syndicaux de l'usine pour discuter du problème des heures perdues par le personnel non gréviste des autres ateliers.

Le syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay s'est félicité de la « solution provisoire » trouvée au conflit. « La direction accepte de négocier, ce qui est nouveau pour Citroën », a notamment déclaré M. Christian Bonnia, secrétaire (C.G.T.) du comité d'entreprise, au cours d'un meeting, le 7 septembre au matin.

Après avoir, dans un communiqué, la fédération de la métallurgie F.I.M.-C.G.T. avait reproché au groupe P.S.A. d'avoir « provoqué la tension à Aulnay » et d'avoir focalisé les projecteurs de l'actualité « y compris en utilisant les réflexes et campagnes racistes ».

VOUS AVEZ LE BAC Bou A

Vous pouvez prétendre intégrer des Grandes Écoles ou Universités étrangères en vue d'obtenir un diplôme de Haut Enseignement Commercial International (IMBA)*

PRÉPAREZ SÉRIEUSEMENT CETTE OPPORTUNITÉ :

Prép. H.E.C.I.

Préparation au Haut Enseignement Commercial International.

6 rue Picot, Paris 75116.

Tél. : (1) 727.18.25

Prépare aux admissions aux Universités et Grandes Écoles européennes et américaines.

* IMBA : International Master in Business Administration.

BUDGET

Les projets fiscaux du gouvernement

(Suite de la première page.)

Celle qui vient immédiatement à l'esprit est l'alourdissement continu du poids des prélèvements obligatoires, c'est-à-dire des impôts et des cotisations sociales : 42,9 % du produit intérieur brut en 1981, 43,8 % en 1982, entre 44,5 % et 45 % cette année, probablement quelque 46 % l'année prochaine. Cette évolution est tout à fait contraire aux engagements qu'avait pris M. Mitterrand lors de la campagne pour les élections présidentielles. Le candidat voulait alors maintenir les prélèvements fiscaux et sociaux au niveau où ils se trouvaient c'est-à-dire aux environs de 42 %. L'alourdissement des dépenses et la faible croissance économique n'ont pas permis de réaliser ces objectifs. Mais il est juste de noter, et l'opposition a un peu trop tendance à l'oublier, que le poids des prélèvements obligatoires n'avait cessé d'augmenter depuis dix ans : 35,7 % en 1973, 36,3 % en 1974, 37,4 % en 1975, 39,4 % en 1976, 39,4 % en 1977, 39,5 % en 1978, 41,1 % en 1979, 42,6 % en 1980, 42,8 % en 1981.

Cet alourdissement - il faut le souligner car ce fait est capital dans

le débat qui va s'instaurer sur le financement de la protection sociale - est dû pour l'essentiel aux charges sociales et non à l'impôt. Les premières sont en effet passées de 13,4 % du produit intérieur brut en 1973 à 18,8 % en 1982, tandis que la fiscalité n'augmentait que de 22,3 % à 25 % entre ces deux mêmes dates, et cela pour des montants représentant 886 milliards de francs pour les impôts et 667 milliards de francs pour les cotisations sociales il y a deux ans.

Avons-nous atteint les limites au-delà desquelles les « actifs » sont découragés de travailler ? Il est difficile de répondre catégoriquement à de telles questions. Mais il est vrai que la France est le seul pays parmi les nations industrialisées où le poids des prélèvements obligatoires n'a cessé de croître depuis dix ans. Nous sommes maintenant parmi les pays où ces prélèvements sont les plus lourds. Cela doit donner à réfléchir, d'autant que la méconnaissance de nombreux revenus fait supporter aux salariés la plus grande part de l'effort demandé.

ALAIN VERNHOLES.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
SE-LL	8,8570 8,8990	+ 160 + 195	+ 300 + 350	+ 715 + 835
Scm.	6,5790 6,5790	+ 155 + 200	+ 310 + 370	+ 760 + 885
Yen (100)	3,2840 3,2880	+ 150 + 175	+ 300 + 330	+ 895 + 960
DM	3,0100 3,0120	+ 175 + 190	+ 330 + 355	+ 925 + 985
Flarin	2,6900 2,6915	+ 150 + 165	+ 275 + 300	+ 775 + 825
P.B. (100)	14,9700 14,9700	+ 400 + 500	+ 800 + 900	+ 1700 + 2000
P.S.	3,7025 3,7075	+ 255 + 280	+ 490 + 520	+ 1385 + 1460
L.I. (100)	5,0430 5,0480	- 220 - 185	- 430 - 365	- 1460 - 1335
F. franc	12,1040 12,1170	+ 270 + 340	+ 530 + 630	+ 1395 + 1620

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 3/4	9 11/16	10	9 13/16	10 1/8	10 5/16	10 11/16
SE-LL	4 7/8	5 1/4	5 5/16	5 11/16	5 7/16	5 13/16	5 7/8	6 1/4
DM	4 5/8	5 1/8	5 5/8	6	5 7/8	6 1/4	6 3/8	6 7/8
Flarin	4	4 3/4	4 7/8	5	4 1/2	4 9/8	4 11/8	5
P.B. (100)	3	3 1/2	3 3/4	4	3 1/2	3 3/4	3 1/2	4
P.S.	3 7/8	4 1/8	4 1/4	4 3/8	4 1/8	4 1/2	4 9/16	4 15/16
L.I. (100)	16	16 3/4	16 1/2	17 1/2	16 3/4	17 3/4	18	19
F. franc	8 7/8	9 3/8	9 5/16	9 11/16	9 7/16	9 13/16	9 7/8	10 1/4
F. franc	12	13	12 1/2	13 1/2	13 1/2	14 1/2	16 1/2	17 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les bons disques ne coûtent pas plus cher que les mauvais.



Choisir les meilleurs disques, ce n'est pas une question d'argent. Il y a ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Il y a ceux qui lisent Le Monde de la Musique et les autres. Chaque mois, Le Monde de la Musique écoute attentivement, pour vous, des centaines de disques et vous indique les bons choix. Abonnez-vous au Monde de la Musique, vous aurez droit à un numéro gratuit, et en plus vous recevrez en cadeau le guide hors commerce des « 100 meilleurs disques de la saison 82-83 ».

Abonnez-vous au Monde de la Musique, le magazine qui parle à l'oreille.

A retourner au Monde de la Musique Service Abonnement 1, rue Lord Byron 75008 Paris.

Je désire m'abonner au Monde de la Musique un an 11 numéros pour 150 F au lieu de 165. (prix de vente au numéro) Ci-joint mon règlement (chèque postal 3 volets, chèque bancaire ou mandat-lettre) à l'ordre du Monde de la Musique. En cadeau, je recevrai le guide des « 100 meilleurs disques de la saison 82-83 ».

Nom
Prénom
Adresse
Code Postal
Ville
Signature

Le Monde de la MUSIQUE

سكنا من الامم

ÉTRANGER

Philippines

Le président Marcos tente de rassurer la communauté financière internationale

Manille. — L'assassinat de Benigno Aquino n'a en rien affecté la stabilité du gouvernement. Nous sommes prêts à continuer à investir aux Philippines et à commercer avec elles. » Tel est, en résumé, le sens des propos que, pendant trois heures, mardi 6 septembre, le président Marcos a tenus à un groupe de banquiers et d'hommes d'affaires philippins et étrangers. Le chef de l'Etat a ensuite brièvement repris ce thème devant les caméras de télévision.

« Nous estimons être sur la bonne voie. Dans ces conditions, j'en appelle à tous nos amis du secteur privé — banques, import-export, commerce, industrie, agriculture — pour qu'ils soutiennent totalement notre plan de rétablissement économique », a dit M. Marcos. Parmi ses auditeurs figuraient l'ancien sénateur américain Sam Rayburn, qui dirige une mission de la Chambre de commerce américano-philippine de Californie et est conseiller de M. Shultz pour les problèmes de la zone Asie-Pacifique.

Cette apparition publique du président était nécessaire. Depuis la mort d'Aquino, le silence officiel se faisait pesant. D'une part, M. Marcos a sans doute au cours des deux dernières semaines reçu des soins. D'autre part, les autres dirigeants du régime ont été très impressionnés par les vifs ressentiments exprimés par la population à l'égard du régime

De notre envoyé spécial

cluse et la presse ne publiait que des photos quelque peu intemporelles du général Ver « patron » de l'armée.

Rumeurs, interrogations... Les responsables de la communauté financière internationale, bien représentée ici, de même que ceux des firmes multinationales ne cachent pas leur perplexité d'autant qu'il y eut des retraits de fonds des établissements financiers et des exportations de capitaux. L'opposition modérée qu'incarnerait Aquino étant privée de dirigeant d'envergure nationale, la rentrée de M. Marcos ne visait pas à prévenir un bouleversement politique, impensable hors une action de l'armée, elle avait pour but de rassurer le monde de la finance. Chaque dollar compte en effet alors que la dette extérieure doit approcher les 18 milliards de dollars et que l'ensemble de l'économie, moins de trois mois après la dévaluation du peso, va plutôt mal. Et rien n'indique que les remèdes dictés par la Banque mondiale et le F.M.I. puissent contribuer à faire sortir le pays d'une crise qui n'a rien de conjoncturel.

M. Marcos a-t-il convaincu ses interlocuteurs, qui, la veille encore, se montraient des plus pessimistes et avaient été très impressionnés par les vifs ressentiments exprimés par la population à l'égard du régime

Lors de l'enterrement d'Aquino ? Mardi, cependant, une firme agro-alimentaire américaine est venue s'ajouter aux puissants groupes déjà implantés dans les campagnes philippines. Il serait toutefois abusif de penser qu'un entretien avec le président aura suffi à effacer une inquiétude nettement perceptible depuis quelque temps.

Mardi, d'autre part, M. Marcos a demandé au « comité exécutif » d'étendre son action dans le domaine économique. Ce comité que préside le premier ministre et auquel appartient la femme du chef de l'Etat est aussi en principe destiné à assurer une transition institutionnelle en cas de vacance du pouvoir. Hypothèse d'école car si pour une raison ou pour une autre M. Marcos devait disparaître de la scène politique, il est probable que l'armée reviendrait en action.

Quant à la commission chargée d'enquêter sur les circonstances de la mort d'Aquino, elle a commencé ses auditions ce mercredi. Un groupe de juristes a tenté, mardi, une action estimant illégale la nomination à la tête de la commission de M. Fernando, président de la Cour suprême, cette nomination violant, selon ces juristes, le principe de la séparation des pouvoirs. M. Fernando avait lui-même naguère déclaré que le principe d'indépendance interdit aux juges d'accepter d'autres fonctions.

JACQUES DECORNOY.

Le Japon a réouvert ses frontières à la viande de porc danoise

De notre correspondante

Copenhague. — Après dix-sept mois d'interdiction, les exportateurs danois de viande de porc voient se rouvrir le marché japonais. Ce marché leur était fermé depuis qu'en mars 1982 une épidémie de fièvre aphteuse — au reste limitée et vaincue — grâce à des mesures draconiennes — avait frappé l'île de Honshu. Les vétérinaires danois s'étaient montrés d'autant plus réticents à lever, par la suite, leur interdiction que leur pays, jusqu'à présent, complètement ignoré de cette maladie du bétail dont, en conséquence, ils redoutent plus que tout l'introduction.

Cette langue parenthèse avait coûté très cher en devises au Danemark, dont les diplomates avaient tout mis en œuvre pour tenter de l'écourter. Au début du mois d'août le premier ministre en personne s'était rendu à Tokyo en visite officielle avec l'arrière-pensée de faire avancer les choses en ce domaine.

En 1981, les éleveurs danois avaient vendu au Japon 80 000 tonnes de viande de porc pour une valeur de 2 milliards de couronnes (environ 1,6 milliard de francs) et, ce débouché étant en pleine expansion, ils espéraient faire encore mieux les années suivantes. Aujourd'hui, en dépit de leur satisfaction de voir que la situation revient à la normale, ils ne se réjouissent que modérément, car ils savent qu'il leur sera difficile de retrouver le niveau passé. D'abord, parce que la consommation de viande au Japon a commencé à baisser à cause de la crise; ensuite, parce que les autorités n'ont commencé à encourager la production locale de porcs.

Surtout, durant cette période d'arrêt, d'autres pays se sont hâtés de prendre la place du Danemark : Formose, le Canada, les Etats-Unis... et surtout la Suède. Au début, à Copenhague, on s'était réjoui que les Suédois écoulaient leurs

surplus de porcs vers l'Extrême-Orient, au lieu de les déverser sur la C.E.E. Mais, maintenant, les milieux agricoles s'inquiètent que les Suédois aient pu réussir à s'implanter un peu trop solidement au Japon et soient devenus pour leurs voisins du Sud des concurrents dangereux.

Ce n'est que récemment que les autres pays nordiques (Islande, Finlande, Suède et Norvège) avaient réouvert leurs frontières aux importations de viande danoise (les pays membres de la C.E.E. ne les avaient jamais fermées, en revanche). L'U.R.S.S., qui a eu elle-même en 1982 de sérieux problèmes de fièvre aphteuse dans les pays Baltes, vient juste de faire de même. Quant aux Etats-Unis, qui sont plus rigoureux encore que tout le monde, ils ne lèveront vraisemblablement pas leur interdiction aux importations de viande danoise avant le début de 1984.

Seuls les consommateurs danois ne seront pas enchantés de cette réouverture, car le prix de la viande dans les supermarchés va maintenant augmenter. CAMILLE OLSEN.

Les Pays-Bas emptaient 827 500 chômeurs à la fin d'août, soit 17,7 % de la population active, selon les chiffres provisoires publiés le 6 septembre par le ministère des affaires sociales à La Haye. Par rapport au mois de juillet le nombre de chômeurs masculins a augmenté de 7 100 pour s'établir fin août à 558 300, et celui des femmes sans emploi de 10 000 pour atteindre 269 200. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre de chômeurs a augmenté de 14 600 pour s'établir à 811 800 : 556 000 hommes (- 7 900) et 255 800 femmes (+ 6 700). Le nombre d'emplois vacants est passé de 8 900 fin juillet à 10 300 fin août (après correction : 8 300 à 9 300). — (A.F.P.)

Etats-Unis

LES REVENUS PERSONNELS ONT EN 1982 ENREGISTRÉ LEUR PLUS FAIBLE HAUSSE DEPUIS SEIZE ANS

Washington (A.F.P.). — Les revenus personnels par tête aux Etats-Unis ont finalement progressé l'an dernier de 5 % par rapport à 1981, au lieu des 5,3 % annoncés en mai dernier, indique le département du commerce, précisant qu'ils sont passés à 11 107 dollars contre 10 582 dollars l'année précédente... où ils avaient enregistré une hausse de 10,2 %. Il s'agit, du fait de la récession, de la plus faible hausse des revenus personnels des seize dernières années, et la progression finalement retenue demeure inférieure aux 5,8 % d'inflation que fait ressortir l'indice des prix à la consommation privée élaboré par le département du commerce.

Les statistiques officielles font également apparaître des disparités importantes entre les différents Etats de l'Union : les revenus personnels par tête se sont ainsi inscrits à 16 257 dollars en Alaska, où les résidents ont bénéficié d'un « cadeau » de 1 000 dollars par tête prélevé sur les recettes pétrolières, tandis qu'ils se limitaient à 7 778 dollars dans le Mississippi. Dans ces conditions, l'Alaska a aussi été l'Etat où la hausse des revenus personnels s'est avérée la plus forte, avec 9,1 %, tandis que le Dakota du Nord, fortement touché par la récession agricole, faisait figure de lanterne rouge, avec une progression de seulement 0,3 %.

Le chômage, en Belgique, a légèrement régressé en août. Selon l'Institut national belge pour l'emploi, le nombre total des chômeurs complets indemnisés en 31 août a baissé de 401 personnes sur un total de 510 536, soit 12,3 % de la population active. Ces chiffres ne tiennent pas compte du travail à temps partiel que le gouvernement encourage. — (A.F.P.)

LES SALARIÉS DE LA DIVISION CAMIONS DE BRITISH LEYLAND ACCEPTENT UNE FAIBLE HAUSSE DE SALAIRES

Londres (A.F.P.). — Les six mille travailleurs manuels des principaux ateliers de la division camions et autobus de British Leyland ont décidé le 5 septembre à l'unanimité d'accepter une augmentation de salaires de 2,5 % seulement pour les douze prochains mois, afin d'aider cette division à survivre.

Cette augmentation sera nettement inférieure à celle du coût de la vie, estimée à 6 ou 7 % pour cette période.

La modération du personnel de ce secteur contraste avec la recrudescence du militantisme dans la construction de voitures particulières où les syndicats profitent de la montée actuelle des ventes pour gonfler leurs revendications. Chez Vauxhall, filiale de General Motors, ils réclament ainsi plus de 20 % d'augmentation salariale, ainsi qu'une réduction d'une heure de la semaine de travail et menacent d'organiser un boycott des importations de voitures General Motors-Opel de Belgique, d'Allemagne fédérale et d'Espagne, si la compagnie ne relève pas son offre de 5 % seulement d'augmentation.

ÉNERGIE

Pour mettre fin à la guerre des rabais sur l'essence

LES POUVOIRS PUBLICS RÉUNISSENT UNE « TABLE RONDE » LE 9 SEPTEMBRE

La guerre des rabais sur l'essence, qui a alimenté la chronique tout l'été, a conduit les pouvoirs publics à organiser une « table ronde » rassemblant l'ensemble des organisations intéressées par ce sujet. Une première réunion de concertation, consacrée à l'examen de l'ensemble des problèmes de distribution des produits pétroliers, se tiendra vendredi 9 septembre au ministère de l'économie, des finances et du budget.

Elle rassemblera, outre les représentants des administrations concernées (direction de la concurrence et de la consommation du ministère des finances, direction des hydrocarbures du ministère de l'industrie et du secrétariat d'Etat à la consommation), toutes les organisations représentant la profession pétrolière (importateurs, raffineurs et grossistes), la distribution de carburants (pompiers et grandes surfaces), les organisations syndicales des salariés du secteur pétrolier et six organisations de consommateurs.

L'IDÉE D'UNE FORMULE DE FIXATION DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ SEMBLE ABANDONNÉE

Un conseil d'administration extraordinaire d'E.D.F. a examiné, mardi 6 septembre, les grandes lignes du contrat de plan qui devrait être proposé aux pouvoirs publics dans les prochaines semaines. Un projet initial, élaboré dès le début de l'été, remis le 13 juillet aux organisations syndicales (le Monde du 13 août) et soumis aux pouvoirs publics, a été, semble-t-il, abandonné.

Il prévoyait notamment la création d'une formule automatique indexant les tarifs de l'électricité sur un certain nombre de paramètres (dont l'évolution des prix de la production intérieure brute). Cette idée ayant reçu un accueil défavorable, notamment auprès du ministère de l'économie, des finances et du budget, E.D.F. a, semble-t-il, renoncé à la faire figurer dans son contrat de plan. L'établissement se contenterait de demander l'assurance que les hausses de tarif autorisées, dès le début de l'année, suivent l'augmentation prévue des prix de la production intérieure brute (6,6 % l'an prochain).

En contrepartie de cette assurance de l'Etat, qui permettrait à E.D.F. d'asseoir sa politique commerciale notamment auprès des industriels par le biais de contrats à long terme, l'établissement s'engageait d'une part à équilibrer ses résultats financiers, dès l'année 1984, d'autre part à accroître sa productivité interne et enfin à mener une politique commerciale active visant à augmenter la pénétration de l'électricité dans tous les usages performants du point de vue économique. Un redéploiement des activités de l'établissement et des effectifs de ses grandes directions serait également envisagé.

Grande-Bretagne

AU CONGRÈS DE BLACKPOOL

Les syndicats britanniques décident de renouer le dialogue avec le gouvernement

De notre correspondant

Londres. — Les deux premières journées de la conférence annuelle de la Confédération intersyndicale TUC (Trade Union Congress) à Blackpool ont confirmé qu'un nouveau vent de réalisme et de modération soufflait sur le mouvement ouvrier britannique depuis la victoire des conservateurs aux élections de juin dernier. Les délégués du congrès ont voté mardi 6 septembre à une majorité de deux contre un en faveur de l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement sur le projet de loi que celui-ci prépare dans le but de rendre les trade-unions « plus démocratiques ».

Cette décision met un terme au boycottage qu'observaient depuis un an et demi les leaders syndicaux à l'égard de l'administration conservatrice pour protester contre la nouvelle législation sur les syndicats (le projet de « démocratisation », des syndicats en le troisième volet de cette réforme dont les deux premiers textes — introduits en 1980 et 1982 — limitent le pouvoir des organisations de salariés).

Les futurs contacts entre le TUC et le ministère de l'emploi devraient être facilités par la nouvelle composition du conseil général de la cen-

trale syndicale. En effet, grâce à une modification du mode d'élection, l'alle modérée dispose depuis mardi d'une majorité de sièges dans cet organisme dont l'une des fonctions est de représenter les syndicats auprès du gouvernement.

Le débat qui a précédé le vote sur la question des relations entre le TUC et le gouvernement a donné lieu à des interventions très acerbées de la part des deux tendances rivales du mouvement. M. Arthur Scargill, dirigeant des mineurs et chef de file de l'aile gauche, a exhorté le congrès à « cesser de ramper » devant le ministre de l'emploi. Dans une contre-attaque vigoureuse, M. Len Murray a dénoncé avec une passion peu coutumière les responsables syndicaux qui « se réfugient sous leurs tentes pour bouder ». Le secrétaire général du TUC a plaidé en faveur du réalisme et contre la « politique de la guérite ». Il a rappelé que, aux élections du 9 juin, une majorité de syndicats avaient voté pour des politiques économiques différentes de celle que préconisait le TUC et le parti travailliste.

(Interim.)

ENVIRONNEMENT

Les Bretons n'aiment pas l'uranium

De notre envoyée spéciale

Glozel. — Plusieurs milliers de personnes ont participé les 3 et 4 septembre à un Festival anti-uranium à Glozel (Côte-d'Or). « La recherche de l'uranium et l'agriculture sont incompatibles », pour Michel Balbot, président de la coordination des comités de défense contre l'implantation des mines d'uranium, les choses sont claires. Voilà près d'un an que les habitants de Glozel et des huit communes voisines, agriculteurs et élus en tête, ont dit « non à l'uranium ».

C'est en octobre 1982, que les habitants du centre de la Bretagne ont appris la nouvelle : une enquête publique avait été ouverte à la demande de la société Cogema en vue d'obtenir un permis de recherches d'uranium (le Monde du 14 octobre 1982). Alors que se mobilisaient et se structuraient les comités de défense, l'hiver a mis en place, les enquêtes publiques se succédaient dans le Morbihan et les Côtes-du-Nord. En septembre 1983, l'épidémie atteignait même la région de Brest (Finistère). Ce sont aujourd'hui 120 000 hectares qui sont concernés par des permis de recherche.

Durant l'hiver, les élus locaux et des membres du comité de défense ont organisé un voyage d'information dans le Limousin où la Cogema exploite déjà des mines d'uranium. Ce déplacement a été décisif :

« Nous ne voulons pas que notre économie ressemble à celle du Limousin, affirme M. Balbot. On nous dit que le rayonnement de l'uranium n'a fait que de l'industrialisation n'a été faite depuis trente ans que des mines sont ouvertes. L'uranium extrait est stocké puis traité, les déchets sont rejetés dans les rivières. On les déverse sur les champs sans insuffisance. Nous craignons que nos champs ne soient pollués, mettant en péril l'activité principale du Centre-Bretagne : l'agriculture ».

Cette crainte, partagée par l'Association pour la protection des salmonides en Bretagne (A.P.P.S.B.) qui va adresser au ministère de la santé une lettre demandant quelles dispositions seront prises pour protéger les consommateurs d'eau des conséquences que peut entraîner l'exploitation de mines d'uranium.

Les syndicats d'agriculteurs (F.D.S.E.A. et Modél) ont pris position contre les projets. Quant aux élus locaux, si les maires des communes concernées par la première enquête sont unanimes, ils n'ont pas tous pris position contre les permis de recherche. C'est notamment le cas pour les élus communistes.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

AFFAIRES

LA DAFSA S'ASSOCIE AUX AMÉRICAINS QUOTRON ET A.P.-DOW JONES POUR LA DIFFUSION DE DONNÉES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

La Société de documentation et d'analyse financière S.A. (DAFSA) vient de signer un accord de distribution réciproque de données économiques et financières avec les sociétés américaines Quotron Systems Inc. et A.P.-Dow Jones, filiale commune de l'Associated Press et de la société Dow Jones.

Aux termes de cet accord, la DAFSA exportera aux Etats-Unis et dans le monde les données collectées en France et en Europe. De plus, la DAFSA collectera, en temps réel, l'ensemble des données financières des Etats-Unis, Canada et Japon, pour le compte de Quotron et A.P.-Dow Jones. Enfin, DAFSA distribuera en France, en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas les données collectées par Quotron, société au titre forte croissance aux Etats-Unis, où elle dispose maintenant de près de six cents mille terminaux financiers.

En fait, cet accord permet à Quotron de s'installer en Europe pour concurrencer la société britannique Reuters, et à la DAFSA de poursuivre sa diffusion internationale en concentrant également Reuters sur le créneau très prometteur qu'est la distribution de données.

TRANSPORTS

M. FITTERMAN : « Je reste attaché à la réalisation d'un tramway à Grenoble »

Le ministre des transports, M. Charles Fitterman, a été attaché à la réalisation d'un tramway à Grenoble et a confirmé que l'Etat est prêt à y apporter, comme prévu, sa contribution, selon un communiqué diffusé le 6 septembre au moment où le Monde publiait un dossier sur les tramways, à Grenoble et à Nantes.

Cette prise de position de M. Fitterman fait suite à l'annonce d'un retard de plusieurs mois dans la réalisation d'un tramway à Grenoble en raison de difficultés apparues entre la nouvelle municipalité — dirigée par M. Alain Carignon (R.P.R.) — et le ministère pour la mise au point du calendrier et des financements de l'Etat.

« Le souci d'une gestion scrupuleuse des fonds publics et le respect des prérogatives des collectivités locales impliquent nécessairement, au moment de la préparation du budget 1984 (au printemps 1983), de prendre en compte l'incertitude qui planait sur l'avenir du projet, en raison des prises de position de la nouvelle municipalité de Grenoble. On ne joue pas avec les fonds publics », conclut M. Fitterman.

POUR SUIVANT SON TOUR DE FRANCE DES RÉGIONS

Le Monde

RÉALISERA, DU 14 AU 19 NOVEMBRE 1983,

UNE SEMAINE AVEC L'Île-de-France

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PUBLICITÉ, CONTACTEZ LOUIS-MARIE LAGOUTTE

Le Monde 5, rue des Italiens, 75009 PARIS - Tél. : 246.72.23 Telex : MONDUP 641 774 F

QUAND IL IN CONSTRUC LA QUES DE SAVOIR QU MAIS QUI

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR SI IL Y A DES MAQUINISTES FILMÉS

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• Les Magasins réunis sous l'enseigne du Printemps. — Les deux établissements parisiens des Magasins réunis portent, depuis ce mercredi 7 septembre, l'enseigne du Printemps. Ce changement (qui a déjà été fait pour les six magasins de province) est la suite d'un accord conclu l'an dernier et par lequel les Magasins réunis se sont affiliés à la centrale d'achats de son nouveau partenaire, la SAFAC. Ils gardent leur indépendance financière mais ils ont confié la maîtrise de leur politique commerciale au Printemps, dont ils sont devenus les franchisés. Ils ont perdu l'an dernier environ 25 millions de francs.

• Augmentation des ventes d'automobiles sur le marché américain en août. — Les ventes d'automobiles ont été supérieures en août 1983 de 17 % aux ventes du même mois de 1982, avec 735 960 véhicules contre 605 411. Ces ventes sont cependant inférieures à ce qu'elles étaient depuis avril.

Agriculture

• Le C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs) aura deux sujets de réflexion à son programme d'hiver : le budget de l'agriculture pour 1984, qui n'augmenterait que de 4 % en francs courants, et la réforme de la politique agricole commune dans la mesure où elle ne vise qu'à réduire les dépenses communautaires et la production, tandis que pendant ce temps les Etats-Unis accroissent leur « pouvoir vert ».

M. Luc Guyau, président du C.N.J.A., a reconnu que l'année en cours était « une année sans trop de problèmes au niveau des prix ». Cela s'explique paradoxalement par les calamités (pluies de printemps et sécheresse d'été) qui ont réduit les quantités et fait monter les cours. Enfin, à l'occasion de la trentième finale nationale du championnat de France de labour, le 18 septembre à Lamballe (Côtes-du-Nord), le C.N.J.A. organise un débat sur l'avenir de l'agriculture française avec la participation de M. Rocard.

• La flambée des cours du soja américain, si elle inquiète les éleveurs qui l'utilisent, réjouit les producteurs français de soja, car elle pourrait permettre un nouveau développement de cette culture en France. Les surfaces qui lui sont consacrées sont passées de 9 000 hectares en 1982 à 12 000 hectares en 1983. Elles devraient s'élever à 17 000 hectares l'an prochain. Le soja reste en effet la seule culture oléo-protéagineuse à laquelle la Communauté européenne n'a pas imposé de seuil de production pour les prix garantis, comme il en existe un pour le colza et comme il est prévu de l'instituer pour le tournesol.

• La C.N.S.T.P. (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans) tiendra son prochain congrès du Larzac, les 13 et 14 septembre. — A cette occasion, la C.N.S.T.P. débattre du statut des agriculteurs : Ni chefs d'entreprise ni salariés agricoles, les paysans ont, selon la C.N.S.T.P., besoin d'un statut de la profession sous ses différents aspects juridique, politique et social.

Social

• Un dirigeant C.G.T. du Syndicat général de la marine fluviale se suicide. — L'union locale C.G.T. du Havre a annoncé, le 6 septembre, le suicide de l'un de ses militants; par ailleurs secrétaire national adjoint du Syndicat général de la marine fluviale C.G.T. Selon le communiqué de la C.G.T., M. Jacques Decobout craignait d'être licencié par son entreprise, la Sogestran, où son organisation menait une action contre la suppression de quatre-vingt-dix emplois.

• Accord salarial chez Chrysler. — La direction de Chrysler et les représentants du syndicat de l'automobile ont conclu un accord sur la nouvelle convention de travail pour vingt-cinq mois. Celle-ci prévoit une augmentation du salaire horaire de 2,42 dollars, et devrait, selon M. Bieber, président de l'Union of Automobile Workers (U.A.W.), être adoptée le 13 septembre par les cinquante-six mille ouvriers de Chrysler. Ceux-ci avaient consenti d'importants sacrifices lorsque leur entreprise était en difficulté.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus économes du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015 - Cergy-Pontoise Cedex

LM 9083

Hewlett-Packard est à la "Règle à Calcul"



La Règle à Calcul
65-67, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tél. : 325.68.88
Téléc. : 220.064/1303

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1983 a atteint 9,9 milliards de francs T.T.C. pour l'ensemble du groupe, c'est-à-dire y compris les sociétés Colas et Sacer dont SCREG a pris le contrôle au cours du semestre. La part de ce chiffre réalisée à l'étranger est de près de 45 %.

Si l'on exclut les deux sociétés nouvellement intégrées, la progression du chiffre entre le premier semestre 1982 (4,2 milliards) et le premier semestre 1983 (5,6 milliards) est de 15 %. Cette progression provient essentiellement de l'activité à l'étranger (+ 34 %).

En France, une certaine récession a été constatée, notamment pour Colas (- 5 %) et pour Sacer (- 10 %).

La répartition du chiffre d'affaires du groupe élargi se présente ainsi :

Entre les principales filiales :	
Colas	3,6 milliards
Dragages et travaux publics	2,2
SCREG routes	1,7
SMAC Acierorli	1,0
Sacer	0,6
Promogin	0,5

Par secteur d'activité :

Génie civil	17,3 %
Routes	57,5 %
Bâtiment (promotion, gros-œuvre, second œuvre)	25,2 %

Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger au cours de ce premier semestre représente 4,4 milliards ainsi répartis géographiquement :

Afrique noire	32,4 %
Amérique	23,1 %
Afrique du Nord	19,7 %
Moyen-Orient	10,6 %
Europe (hors France)	6,4 %
DOM/TOM	5,3 %
Extrême-Orient	2,5 %

L'intégration des activités Colas à l'étranger a renforcé la présence du groupe aux U.S.A., au Canada et dans la zone Antilles/Caribbe.

Le carnet de commandes au 1^{er} juillet 1983 s'élevait à plus de 14 milliards, dont 10 pour l'activité génie civil.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE - Obligations 11 % Décembre 1977

Les intérêts courus du 25 Septembre 1982 au 24 Septembre 1983 sur les obligations Electricité de France 11 % Décembre 1977 seront payables, à partir du 25 Septembre 1983, à raison de F 99,00 par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 11,00 (montant global : F 110,00). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 16,49 soit un net de F 82,51.

A compter de la même date, les obligations appartenant aux séries désignées par les lettres « G » et « H », sorties au tirage du 19 Juillet 1983, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F 1 000,00 coupon N° 7 au 25 Septembre 1984 attaché.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « F », « B » et « C » sont respectivement remboursables depuis les 25 Septembre 1979 et 1981.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Energie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires habituels.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE - Obligations 10,30 % 1978

Les intérêts courus du 25 Septembre 1982 au 24 Septembre 1983 sur les obligations Caisse Nationale de l'Energie 10,30 % 1978 seront payables, à partir du 25 Septembre 1983, à raison de F 185,40 par titre de 2 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 20,60 (montant global : F 206,00). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 30,88 soit un net de F 154,52.

A compter de la même date, les 12 159 obligations tirées dans la série de numéros 121 931 à 134 089 sorties au tirage du 2 Août 1983, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F 2 000,00 coupon N° 6 au 25 Septembre 1984 attaché.

Ci-après, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sorties au tirage antérieur :

— Amortissement 1981 : 493 036 à 500 000 et 1 à 3 133 — 1982 : 309 587 à 320 609.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Energie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des Etablissements bancaires habituels.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

Ils élisent leur « général »

JESUITES

une compagnie de choc.

DOMINICAINS

les « chiens » du Seigneur

Cette semaine chez votre marchand de journaux ou à ETC
49 rue du Fg Poissonnière
75009 PARIS

10 F.

هكذا من الاجل

[illegible]

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 septembre

Encore bien orienté

Après son léger galop de début de semaine, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin d'un soufflet un peu.

De souffler certes, mais pas d'arrêter pour autant sa progression, qui s'est poursuivie à faible allure. Dans de nombreux cas, les valeurs françaises ont marqué le pas ou se sont effritées. Mais la distribution (Printemps, B.H.V., Carrefour, Docks de France, etc.) a fait bonne contenance et les pétroles (Esso, C.F.P., C.F.R., etc.) ont fait un retour discret, mais remarquable.

Bref à la clôture, l'indice instantané s'inscrivait encore à 0,67 % au-dessus de son niveau précédent.

On ne peut pas anticiper tous les jours une forte reprise de Wall Street, dit un professionnel. Le marché guette maintenant la réaction du grand frère américain, dans quelques heures, à la contraction surprise de la masse monétaire des États-Unis vendredi dernier. Autour de la corbeille, certains se demandent quand même si le New-York Stock Exchange tiendrait compte de cette bonne nouvelle ou au contraire des prévisions sur un important gonflement (2,5 milliards de dollars) dont seraient écartés les prochains statistiques.

La devise-livre s'est légèrement repliée pour s'échanger entre 10,46 F et 10,52 F. La veille la fourchette avait été de 10,48 F-10,57 F.

L'or s'est effrité à Londres : 418,25 dollars l'once contre 419,10 dollars lundi après-midi.

À Paris, le lingot s'est borné à céder 50 F à 108 800 F et, à parité, le métal jaune a été un peu plus cher : 420,37 dollars l'once contre 419,41 dollars. En revanche le papier d'or perd 9 F à 691 F. Le volume des transactions a peu varié : 9,89 millions de francs contre 9,21 millions.

NEW-YORK

Forte reprise

Début de semaine en fanfare à Wall Street. Fermé la veille pour le « Labor Day », le marché américain, mis en effervescence par l'annonce d'une contraction aussi importante qu'inattendue de la masse monétaire, accablant brutalement son avance, amorcée le vendredi précédent, a rejoint les sommets de ses plus hauts niveaux de toujours.

Les « Blue Chips » mais également les valeurs intéressées à la défense ont participé au premier chef à ce mouvement de reprise et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une hausse de 23,27 points, la plus forte enregistrée depuis le 20 juillet dernier, pour atteindre la cote 1 238,71, éloignée de 9,39 points seulement du sommet historique de 1 248,30 atteint le 16 juin.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de l'effort fourni. Sur 1 953 valeurs traitées, 1 274 ont monté, 392 seulement ont baissé et 284 n'ont pas varié.

De l'avis général, les investisseurs institutionnels, soucieux de ne pas rater un mouvement d'ampleur important, ont été les principaux instigateurs de cette reprise. Cependant, la faiblesse relative de l'activité (87,50 millions de dollars échangés contre 99,30 millions vendredi), incitent les professionnels et les analystes à une certaine prudence dans leurs pronostics.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcoa	47 1/8	47 1/8
A.T.T.	48 7/8	48 7/8
Boeing	40 1/2	40 1/2
Chemical Bank	42 1/2	42 1/2
Deere & Co	42 1/2	42 1/2
Du Pont de Nemours	42 1/2	42 1/2
Eastman Kodak	42 1/2	42 1/2
Exxon	42 1/2	42 1/2
Ford	42 1/2	42 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	42 1/2	42 1/2
ITT	42 1/2	42 1/2
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
Kimberly-Clark	42 1/2	42 1/2
Lincoln	42 1/2	42 1/2
Lockport	42 1/2	42 1/2
Marathon	42 1/2	42 1/2
McDonald's	42 1/2	42 1/2
Merck & Co	42 1/2	42 1/2
MetLife	42 1/2	42 1/2
News Corp.	42 1/2	42 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

RASSIN DU CENTRE-MIDI - Les houillères du Bassin du Centre-Midi viennent de publier leurs résultats pour 1982. Ces derniers marquent une certaine dégradation. Hors aides de l'Etat, le compte d'exploitation se solde par un déficit de 959,2 millions de francs, largement doublé de celui enregistré l'année précédente (457,3 millions). La perte, finalement, s'élève à 237,7 millions de francs contre 16,4 millions.

La production a été légèrement inférieure à celle de l'année précédente et, à celle prévue dans le Plan, avec un peu plus de 5 millions de tonnes (28 % de la production totale des Charbonnages de France). Des difficultés géologiques mais aussi « des considérations humaines ».

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1982)
Valeurs françaises 136,2 137,6
Valeurs étrangères 153,6 154,1
C° DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 31 déc. 1982)
Indice général 153,6 154,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets prévus du 7 sept. : 12,14 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) 246,12 246,35

(embauche de 1 100 ouvriers, congés supplémentaires, réduction du temps de travail) ont entraîné une réduction du rendement. La vente de charbon a été sensiblement égale à la production et les stocks ont été maintenus, en fin d'année, à 2,4 millions de tonnes, soit deux fois de plus que l'année précédente. Les investissements ont doublé d'un exercice à l'autre pour atteindre 1 217 millions de francs.

B.F.G. - Le ministre de l'Énergie, qui avait déjà acheté dix mines B.F.G. 1 300 en 1982, pour l'essor du président de la République, vient d'en commander soixante et onze, annonce la B.F.G.

Ces soixante et onze motos sont destinées à renforcer l'escorte présidentielle mais aussi des unités de C.R.S. autoroutières.

La grande armée nationale avait également acheté, en 1982, douze motos à titre expérimental, rappelle B.F.G., qui précise que les conclusions de cet essai ne sont pas encore connues.

La moto B.F.G., vendue au total à plus de quatre cents exemplaires, est fabriquée depuis dix-huit mois à Chambéry (Savoie). La moto française utilise le moteur de voiture Citroën GS de 1 290 centimètres cubes.

BOURSE DE PARIS

Comptant

6 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
3 %	27 80	2 800	Alcoa	47 1/8	47 1/8	Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
5 %	40 00	2 800	A.T.T.	48 7/8	48 7/8	Air Liquide	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
5 1/4 %	40 00	2 800	Boeing	40 1/2	40 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
5 1/2 %	40 00	2 800	Chemical Bank	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
5 3/4 %	40 00	2 800	Deere & Co	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
6 %	40 00	2 800	Du Pont de Nemours	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
6 1/4 %	40 00	2 800	Eastman Kodak	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
6 1/2 %	40 00	2 800	Exxon	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
6 3/4 %	40 00	2 800	Ford	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
7 %	40 00	2 800	General Electric	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
7 1/4 %	40 00	2 800	General Motors	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
7 1/2 %	40 00	2 800	IBM	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
7 3/4 %	40 00	2 800	ITT	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
8 %	40 00	2 800	Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
8 1/4 %	40 00	2 800	Kimberly-Clark	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
8 1/2 %	40 00	2 800	Lincoln	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
8 3/4 %	40 00	2 800	Lockport	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
9 %	40 00	2 800	Marathon	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
9 1/4 %	40 00	2 800	McDonald's	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
9 1/2 %	40 00	2 800	Merck & Co	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
9 3/4 %	40 00	2 800	MetLife	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50
10 %	40 00	2 800	News Corp.	42 1/2	42 1/2	Alcatel	256 00	256 00	Alcatel	112 50	112 50

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50

Hors-cote

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50

SICAV 6/9

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50

Marché à terme

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après le clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions au 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50

c : coupon détaché ; n : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours de clôture	Cours de début	VALEURS	Cours de clôture	Cours de début
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50
Alcatel	112 50	112 50	Alcatel	112 50	112 50

Handwritten signature and text in Arabic script.

